Anti-critique
Monsieur C.Mcl bouleverse la science (II)

Notre courrier des lecteurs n'a pas été sans susciter quelques réponses, dont deux du camarade C.Mcl. Bien que notre intention initiale ait été de ne pas poursuivre une discussion qui risquait de devenir circulaire, l'insistance de C.Mcl sur certains points, quelques arguments nouveaux et, surtout, l'accusation selon laquelle nous falsifierions (!) les données, nous conduisent à poursuivre la discussion. Que ce courrier soit donc envisagé comme le second chapitre d'une chronique, hélas, de plus en plus étendue : « Monsieur C.Mcl bouleverse la science ».

Ceci étant dit, nous informons d'avance le lecteur que cette contribution sera la dernière sur le sujet de la guerre en relation avec la baisse tendancielle du taux de profit. En effet, à sa lecture, on constatera que les réponses du camarade C.Mcl ne résistent pas plus à la critique que ses contributions dans le n°9 de *Controverses*. Qu'il s'agisse de l'argumentation, des données statistiques ou encore des citations mobilisées, dans la grande majorité des cas, les arguments de C.Mcl sont infirmés ou bien par la grande majorité des travaux existants (marxistes comme non-marxistes) ou bien par une lecture plus attentive et moins sélective des chiffres et textes proposés. Ainsi, nous considérons qu'après deux réfutations successives ayant démontré que **chacun** des arguments du camarade C.Mcl est erroné, et qu'inversement notre thèse est confirmée par la réalité et s'inscrit dans la continuité de l'analyse marxiste (à l'exception, notable, de nos propos trop rapides sur le caractère productif des dépenses d'armement et notre interprétation de la pensée de Boukharine comme nous le verrons plus loin), il serait tout à fait vain d'espérer attendre de la part du camarade C.Mcl l'argument décisif qui mettrait à mal notre analyse. Si C.Mcl s'essaie à nouveau à contre-argumenter, il ne pourra que mobiliser les mêmes statistiques, les mêmes références académiques, ne faisant que répéter sous une forme différente les arguments infirmés ici. De même, toute nouvelle accusation de falsification ou de malhonnêteté intellectuelle qu'il pourrait formuler à notre égard ne saurait avoir aucun poids dans la mesure où le présent courrier prouve le peu de cas qu'il faut accorder à de telles affirmations. En définitive, poursuivre plus avant la discussion ne reviendrait qu'à entretenir un dialogue de sourds, au détriment de toute clarification. En ce qui nous concerne, nous prendrons donc notre responsabilité vis-à-vis du prolétariat en refusant d'entretenir une discussion qui n'aboutirait qu'à une impasse.

La première réponse de C.Mcl commence par un condensé de toute sa méthode : la superposition de cinq citations arbitrairement extraites de leur contexte afin de créer une opposition artificielle entre les positions de la gauche italienne et les positions marxistes classiques. Ce découpage (nouvelle illustration de la méthode favorite de C.Mcl consistant à manier ciseaux et pot à colle) ne s'accompagne d'aucune explication supplémentaire, C.Mcl étant persuadé du caractère péremptoire de cet assemblage baroque. À cette méthode, nous opposons une approche plus scientifique et plus rigoureuse, replaçant les termes du débat sur leur véritable terrain et montant le belle cohérence organique du marxisme, sans rougir devant la nécessaire réexposition de vérités déjà connues, et mille fois exposées par le passé. Face à la manie de la « correction », de l'originalité et de la « nouveauté », en un mot face au révisionnisme (surtout quand il se présente, comme ici, impudemment sous les traits d'un retour à Marx), il n'y a que le rappel des positions passées et, osons le mot, invariantes, qui vaille.

La comparaison entre nos deux méthodes sera excellemment mise en évidence à travers notre premier sujet : la surpopulation dans le marxisme. C.Mcl se contente de deux citations pour clore le débat. Au contraire, nous allons ré-exposer ici les termes du débat pour démontrer la cohérence entre les positions de Marx et les nôtres.

Surproduction et surpopulation

Le point de départ de la gauche italienne sur la question est le suivant : « *la 'surpopulation' périodique va de pair avec la surproduction* » (*Programme Communiste* n°11, 1960, p. 49). Cette position ne fait que reprendre une position fondamentale de Marx : surproduction et surpopulation sont deux phénomènes corrélés. Comme le dit Marx dans le *Capital :* « *Plus la force productive se développe, plus elle entre en conflit avec la base étroite sur laquelle sont fondés les rapports de consommation. Étant donnée cette base pleine de contradictions,* ***il n'est nullement contradictoire qu'un excès de capital s'y allie à une surpopulation croissante***. » (Karl Marx, *Le Capital*, livre III, 3e section : La loi de la baisse tendancielle du taux de profit, Chapitre 15 : Développement des contradictions internes de la loi)[1]. Il est fondamental de comprendre que, chez Marx, contrairement aux théories de Malthus, ce n'est pas le déficit mais bien **l'accroissement** de forces productives qui crée l'excédent de population.

Une autre cause de la surpopulation est la pauvreté. Comme l'explique Marx dans une audacieuse comparaison, « *les diverses catégories de cette surpopulation à l'état stagnant* ***s'accroissent actuellement en raison inverse du montant des salaires*** *qui leur échoient, et, par conséquent, des subsistances sur lesquelles elles végètent. Un tel phénomène ne se rencontre pas chez les sauvages ni chez les colons civilisés. Il rappelle la* ***reproduction extraordinaire de certaines espèces animales faibles et constamment pourchassées***. *Mais, dit Adam Smith, «* ***la pauvreté semble favorable à la génération*** *». C'est même une ordonnance divine d'une profonde sagesse, s'il faut en croire le spirituel et galant abbé Galiani, selon lequel « Dieu fait que les hommes qui exercent des métiers de première utilité naissent abondamment ». «* ***La misère, poussée même au point où elle engendre la famine et les épidémies, tend à augmenter la population au lieu de l'arrêter***. » (Karl Marx, *Le Capital*, livre I, VIIe section : Accumulation du capital, Chapitre XXV : Loi générale de l'accumulation capitaliste).

Grâce à Marx, nous savons désormais que 1° la surproduction engendre la surpopulation ; 2° la misère génère la surpopulation. Il est important de le rappeler car cela prouve que, sauf exceptions momentanées sur lesquelles nous reviendrons, le capital trouve toujours la population excédentaire dont il a besoin pour l'accumulation. Si C.Mcl a donc raison de citer Marx au sujet de la nécessité pour le capital de disposer d'une armée de réserve industrielle, il trompe le lecteur quand il tend à faire croire que cela s'oppose à la destruction du prolétariat surnuméraire par la guerre ou la famine. Il tend en effet à nous faire croire qu'à cause des destructions, il n'y aurait plus cette population excédentaire et le capital serait donc confronté à de nouvelles difficultés pour son accumulation. Au contraire, comme le dit Marx, « ***La réserve industrielle est d'autant plus nombreuse que la richesse sociale, le capital en fonction****, l'étendue et l'énergie de son accumulation, partant aussi le nombre absolu de la classe ouvrière et la puissance productive de son travail,* ***sont plus considérables***. *Les mêmes causes qui développent la force expansive du capital amenant la mise en disponibilité de la force ouvrière,* ***la réserve industrielle doit augmenter avec les ressorts de la richesse***. *Mais* ***plus la réserve grossit, comparativement à l'armée active du travail, plus grossit aussi la surpopulation consolidée*** *dont la misère est en raison directe du labeur imposé. Plus s'accroît enfin cette couche des Lazare de la classe salariée, plus s'accroît aussi le paupérisme officiel. Voilà la loi générale, absolue, de l'accumulation capitaliste*. » (*idem*). Même, avec la destruction d'un prolétariat surnuméraire, le capital trouvera toujours – excepté dans l'immédiat après-guerre où le capital trouve des difficultés à recruter les bras nécessaires et est confronté à une crise passagère liée au passage d'une économie de guerre à une économie « de paix » - l'armée industrielle de réserve dont il a besoin.

Si, pour des raisons évidentes (sauf pour C.Mcl), Karl Marx n'a pas traité de la destruction du prolétariat surnuméraire en lien avec la guerre, il a néanmoins traité de l'émigration de prolétaires

1 Sauf précision contraire, c'est nous qui soulignons.

excédentaires. Dans un article de la *New York Daily Tribune* du 24 août 1853, il montre que la régression de la population britannique, par l'émigration, a coïncidé avec un accroissement sans pareil des forces productives. (Karl Marx, *New York Daily Tribune*, 24 août 1853, *in Werke*, t. 9, p. 253-254, 256). Outre l'émigration, on retrouve aussi l'idée d'une diminution de la population surnuméraire par la disette ou la famine. Elle est exposée clairement dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre* de Friedrich Engels (ou plutôt du « jeune » Engels, ceci précisé pour C.Mcl, persuadé que les travaux de jeunesse s'opposent aux travaux de la maturité). Qu'on en juge : « *Si donc* ***il ne s'agit plus d'exploiter la «population surnuméraire», de la transformer en population utilisable, mais simplement de laisser les gens mourir de faim*** *le plus doucement possible et de les empêcher en même temps de mettre trop d'enfants au monde, c'est une bagatelle*. » (Friedrich Engels, *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845). Il s'agit d'une illustration supplémentaire de cette idée majeure : les capitalistes voient la population excédentaire comme une marchandise, soumise aux fluctuations de la demande, et s'il faut en passer par une famine pour la réduire, qu'il en soit ainsi ! Et peu importe que la « régression de la population » s'explique par l'émigration, la famine ou la guerre. Sur le plan théorique, la situation est identique.

Pour véritablement comprendre pourquoi armée industrielle de réserve et destruction du prolétariat excédentaire par la guerre ne s'opposent pas, il importe de comprendre que le capitalisme **contrôle l'offre et la demande** de travail. C'est évidemment ce que dit Engels dans les *Annales franco-allemandes* (encore un travail du « jeune » Engels ; le pauvre, il ne connaissait pas alors l'économie …) quand il écrit que la théorie de la population de Malthus a révélé « *l'extrême avilissement de l'humanité, en raison de* ***sa sujétion aux conditions de la concurrence. Elle nous a montré*** *qu'en dernière analyse* ***la propriété privée fait de l'homme une marchandise, dont la production, ou la destruction, dépend uniquement de la demande****, et que le système de la concurrence a* ***immolé des millions d'hommes et continue de le faire chaque jour.*** » (Friedrich Engels, « Umrisse zu einer Kritik der Nationaloekenomie », *Annales franco-allemandes* ; cf. *Werke*, t. 1, p. 516-521). On retrouve cette même idée des décennies plus tard chez Marx qui nous explique que « c*omme cette surpopulation n'existe que* ***par rapport aux besoins momentanés de l'exploitation capitaliste****,* ***elle peut s'enfler et se resserrer d'une manière subite*** » (*Le Capital*, livre I, t. 3, Éditions sociales, 1957, p. 74). Cela prouve que **les conditions économiques suscitent toujours une masse de population qui leur correspond**. Or, les besoins de la production étant contradictoires et changeants, comme le révèlent les crises périodiques, cette marchandise-force de travail est également soumise à des fluctuations, à une oscillation permanente entre surpopulation et sous-population. Ce qu'il est donc primordial de comprendre c'est que, selon la formule de Marx, « ***l'accumulation capitaliste est la variable indépendante et la population la variable dépendante*** ». (Karl Marx, *Le Capital*, livre I, p. 648 de l'édition allemande, in *Werke*, t. 23). On comprend alors mieux pourquoi c'est le capitalisme, selon ses besoins, qui crée la surpopulation comme le dépeuplement. Et lorsque ce prolétariat excédentaire lui devient inutile pour la bonne marche de l'accumulation, lorsque le capital est confronté à des crises de surproduction, alors les guerres impérialistes apparaissent comme un très bon moyen de résoudre le problème de la surproduction de capital et de marchandises (y compris la marchandise force de travail).

Le lecteur pourra s'étonner qu'aux 530 signes de C.Mcl sur la question, nous ayons jugé pertinent d'en opposer 8,000 (merveille des statistiques!). C'est que nous avons certaines priorités politiques. Plutôt que de consacrer des pages entières à rappeler que Marx utilisait des données empiriques et statistiques (ce que personne n'a jamais nié), il nous a semblé nécessaire de montrer la grande cohérence du patrimoine marxisme, au-delà des différences dans la formulation, depuis les écrits de « jeunesse » jusqu'aux écrits de parti du PCI, ce célèbre fil rouge que tant d'adversaires s'obstinent, en vain, à couper, telles les Parques de la mythologie romaine.

Boukharine et la guerre

La seconde série de citations habilement (?) interposées prétend opposer la perspective de la gauche italienne à celle du grand théoricien bolchévik, Nikolaï Boukharine. En réalité, cette méthode ne fait que superposer arbitrairement deux situations : l'idée, scientifiquement fondée selon nous, que la guerre mondiale (au même titre que la crise) « *[ramène] le capital par la force au point où, sans se suicider, il est à même* ***d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive*** » (Karl Marx, *Grundrisse*, 10/18, t. 4, p. 144, et 17-18) et la thèse social-démocrate d'un essor **sans entraves** du capitalisme après la guerre. C'est bien là qu'est l'important et pas dans l'analogie formelle entre notre thèse du « bain de jouvence » et celle des effets « positifs » de la guerre selon la social-démocratie. Nous avons toujours affirmé que la guerre était certes une solution, mais une solution provisoire, grosse de nouvelles catastrophes. C'est d'ailleurs une position pleinement marxiste car Marx répétait toujours que les palliatifs ne font qu'éloigner la crise et la rendre plus violente lorsqu'elle éclate. Ce qu'il importe donc d'avoir en tête, c'est que la gauche italienne et Boukharine, comme tous les véritables marxistes, conservent cette idée fondamentale de Marx d'une trajectoire catastrophiste du capitalisme : crises, guerres, révolutions se succéderont et la société capitaliste ne connaîtra jamais de repos, de stabilité ou de croissance harmonieuse. C'est cette perspective qui est absolument étrangère à la social-démocratie. Face à cela, peu importe que nous divergions avec Boukharine et les marxistes de son époque sur les **délais**, peu importe qu'ils aient cru que le capitalisme était sur le point de vivre ses derniers instants et que son heure était arrivée. Le recul historique, l'expérience de deux-après-guerres nous ont en effet permis de voir que si le prolétariat échouait à accomplir sa tâche historique, alors il n'y avait pas de situation immédiatement sans issue pour le capitalisme.

Commençons par dire que C.Mcl a été bien mis en difficulté par sa méthode toute personnelle de lecture des textes. Il avait cru pouvoir nous opposer *L'économie mondiale et l'impérialisme* de Boukharine dans son n°9 et le voilà désormais obligé de reconnaître (à demi-mot[2]) l'identité entre notre thèse et celle de Boukharine. Mais loin de faire son auto-critique, le camarade C.Mcl se sauve par deux pirouettes : Boukharine a changé d'avis, son chapitre est vieilli comme il le dit lui-même ; et en plus, même s'il a changé d'avis, il reconnaît quand même que la guerre a un impact négatif dès son premier ouvrage (le lecteur remarquera que ces deux affirmations se contredisent mais cela ne gêne guère C.Mcl qui fait feu de tout bois, espérant qu'au moins un de ses nombreux arguments finira par faire mouche).

Débutons notre réponse par ce qu'il est le plus facile de réfuter, c'est-à-dire par l'affirmation selon laquelle nous n'aurions extrait de ce premier texte que ce qui nous arrange sans mettre en évidence l'impact négatif de la guerre. Pour ce faire, nous commencerons par reproduire le passage entier : « ***Par son influence économique, la guerre rappelle, sous bien des rapports, les crises industrielles****, dont elle se distingue, cela va de soi, par une plus grande intensité de bouleversements et de ravages. Économiquement, ces ravages atteignent avant tout les* ***couches moyennes de la bourgeoisie qui, dans ces conditions, de même que dans les périodes de crises industrielles, succombent beaucoup plus vite.*** *Quand <u>des marchés disparaissent, quand des branches entières de production périssent, quand des liens, solides jusqu'ici, se déchirent, quand tout le système de crédit est bouleversé</u>, etc., ce sont les couches moyennes de la bourgeoisie qui sont le plus frappées (il va de soi que nous ne parlons pas des travailleurs), ce sont elles qui, au premier chef, sont atteintes par la faillite. Par contre,* ***la grande industrie « cartellisée » est loin d'être mal en point****. On pourrait recueillir quantité de chiffres illustrant* ***l'augmentation du profit (bénéfices de guerre) d'un grand nombre d'entreprises****, notamment des entreprises touchant aux fournitures de l'armée, c'est-à-dire en premier lieu de la* ***grosse industrie****. <u>Bien que la somme de</u>*

2 « *huit mois après le début du conflit, les premières réflexions de Boukharine sont ambivalentes* ***: il penche vers un avis globalement positif des conséquences économiques de la guerre*** » (C.Mcl, « Réponse au courrier des lecteurs de Monbars – 01).

plus-value produite n'accuse pas d'augmentation (elle est en diminution par suite de l'appel d'un nombre formidable de travailleurs sous les drapeaux), ***les profits des grands groupes bourgeois sont en hausse****. Cet excédent de profit est obtenu, en grande partie, aux dépens des autres groupes, moins forts et non « cartellisés », de la bourgeoisie. (****La hausse des profits s'explique également par l'accroissement des titres de valeurs qui correspondent à des besoins futurs****.) Le* ***formidable gaspillage de forces productives, l'engloutissement du capital de fonds de la société entraîneront fatalement un déplacement accéléré et un développement relatif des grandes catégories bourgeoises****.* » (Nikolaï Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme*, 1915). Dans le passage précédent, nous avons surligné les aspects « positifs » de la guerre et souligné les aspects « négatifs » (en réalité, ce langage emprunte intégralement à la métaphysique et rien à la dialectique, mais pour des commodités d'exposition, nous préférons procéder de cette façon). Ce que C.Mcl ne comprend donc pas, c'est que la guerre n'est pas un moment fixe mais un processus, une réalité mouvante. Quand nous affirmons que la guerre est un « bain de jouvence », il ne s'agit pas de dire que celle-ci a un instant *t* résout toutes les contradictions du capitalisme mais bien de dire qu'à son issue, une nouvelle ère d'accumulation s'ouvre pour le capitalisme. C'est précisément ce qu'affirme Boukharine. Certes, au cours de la guerre, les prolétaires sont mobilisés sur le front. En toute logique, cela implique que provisoirement le taux d'exploitation (ou de plus-value) ne connaît pas d'augmentation. Certes, pendant la guerre, un certain nombre de marchés et de branches de la production doivent disparaître. Mais cela n'est rien par rapport aux immenses débouchés que la guerre offre au capitalisme : concentration du capital, ouverture de nouveaux marchés, hausse du taux de profit. C'est tout simplement ce que Schumpeter a appelé la « destruction créatrice », en reprenant l'essentiel de ses idées de Marx. Ce n'est donc pas tant la guerre en soi que ses conséquences économiques qui constituent le bain de jouvence du capitalisme, comme le dit d'ailleurs Boukharine dans le paragraphe suivant, et que nous reproduisons également dans son intégralité, tant il est édifiant : « *Cette tendance ne prendra pas fin avec la guerre. Si, au cours de la guerre, la grande bourgeoisie défend et affermit ses positions, il est certain* ***qu'après la guerre les immenses besoins de capital favoriseront le développement des grandes banques et, partant, la centralisation et la concentration accélérées du capital. Ce sera le début d'une période de traitement fébrile des blessures de la guerre : restauration des chemins de fer, des fabriques et usines, des machines, du matériel roulant, détruits ou usés et, — ce qui ne sera certainement pas à la dernière place — réparation et développement de l'appareil militaire national****. Tout cela accroîtra dans une vaste mesure la demande de capital et renforcera la position des consortiums bancaires.* » (*idem*). Mais il est bien évident que ces opportunités ne peuvent que résulter de la destruction de la production et de la population excédentaire. En définitive, et peu importe si cela fait hurler C.Mcl, nous affirmons qu'aux yeux du Moloch capitaliste (et par Moloch capitaliste, nous entendons, à la suite de Marx, la personnification de cette puissance que constitue le capital global, non pas nécessairement chaque capital ou État pris individuellement), la guerre constitue effectivement « un mal pour un bien ».

Passons maintenant à la seconde affirmation du camarade C.Mcl : l'idée que la position de Boukharine aurait évolué et que sa nouvelle position serait le contraire exact de la nôtre. Pour commencer, C.Mcl moque notre **analogie** entre crise et guerre, en citant Boukharine. Une fois encore, reproduisons dans leur intégralité les propos de Boukharine : « *La guerre elle-même peut être considérée comme une* ***certaine espèce spéciale de crise****. En effet, la guerre fut une manifestation d'antagonisme violent entre la croissance des forces de production des États capitalistes et les éléments de production limités du capitalisme noués par les organisations d'État. Le capitalisme voulut trancher cette contradiction par le fer et le feu. Et,* ***comme toute crise, elle fut accompagnée d'une destruction des forces de production****.* ***Ce fut, par conséquent, une crise****, mais il serait absurde de mettre le* ***signe d'égalité*** *entre les crises « normales » de la production capitaliste et la guerre. Car* ***la guerre est une « crise » que les côtés qualitatifs font sortir largement des limites de ce qui est habituel et normal****.* » (Nikolaï Boukharine, « Stabilisation capitaliste et révolution prolétarienne », 1926). N'en déplaise à C.Mcl, ce passage est d'une grande

limpidité, et, à cet égard, aucune évolution dans la pensée de Boukharine n'est perceptible. Il y explique que la guerre constitue bien une crise, avec le même processus de destruction des forces productives, mais qu'on ne saurait tracer un simple trait d'égalité entre les deux. Cela signifie tout simplement que s'il est pertinent de faire une analogie entre crise et guerre, il est ridicule de les confondre, d'en faire une seule et même réalité. Ce n'est donc qu'une autre formulation de ce passage de 1915 déjà cité : « *Par son influence économique, la guerre rappelle, sous bien des rapports, les crises industrielles,* ***dont elle se distingue, cela va de soi, par une plus grande intensité de bouleversements et de ravages*** ». (Nikolaï Boukharine, *L'économie mondiale et l'impérialisme, op. cit*.) En ce qui nous concerne, nous n'avons jamais prétendu affirmer autre chose.

Là où C.Mcl a partiellement raison, c'est quand il nous oppose Boukharine dans son *Économique de la période de transition* (1920). Boukharine introduit en effet la notion de « *reproduction élargie négative* ». Il explique que la guerre s'accompagne d'une « *régression des forces productives* », qui porte en germe « *l'écroulement inévitable du système tout entier* ». Quels sont les arguments de Boukharine pour le démontrer ?

Son premier argument concerne le caractère non productif des dépenses d'armement. Avant de présenter l'argumentation de Boukharine, il convient de corriger une erreur importante présente dans notre premier courrier de lecteurs, que C.Mcl a eu raison de souligner, même s'il se contente de pointer les erreurs de ses adversaires sans même prendre la peine de proposer sa propre alternative. Peu lui importe qu'il ignore tout de la question, il lui suffira de signaler l'erreur de l'adversaire pour s'en tirer à bon compte. En réalité, il est erroné d'affirmer que les dépenses d'armement ont un caractère productif selon le marxisme. En effet, le caractère productif d'une dépense dépend de deux facteurs : ou bien, cette dépense permet de créer de nouveaux moyens de production (secteur I) ou bien, elle contribue à la consommation de la classe ouvrière (secteur II). Or, Boukharine démontre à raison que les dépenses d'armement ne sont productives ni pour le secteur I, ni pour le secteur II. En effet, il écrit tout d'abord que « *La production de guerre a une toute autre signification : un canon ne se transforme pas en élément d'un nouveau cycle productif; la poudre explose dans l'air et ne revient sous aucune forme nouvelle dans le cycle de production suivant. Tout au contraire. L'effet économique de ces éléments in actu est une grandeur purement négative* ». (Nikolaï Boukharine, *Économique de la période de transition*, 1920) Quant à la question de la consommation, il est tout aussi clair : « *Examinons par exemple les moyens de consommation qui entretiennent l'armée. Dans ce cas également, on observe la même chose. Les moyens de consommation n'engendrent pas alors de forces de travail puisque les soldats ne figurent pas dans le processus de production : ils en sont exclus, ils sont situés en dehors du processus de production. Tant que continue la guerre, les moyens de consommation servent en grande partie, non de moyens de production de la force de travail, mais de moyens de production d'une «force militaire» spécifique, qui ne joue aucun rôle dans le processus de production.* » (*idem*) Nous reconnaissons donc nous être trompés quand nous parlions du « caractère productif des dépenses d'armement ». Les dépenses d'armement sont une forme de consommation improductive, jouant le même rôle, *ceteris paribus*, que la consommation de luxe par les capitalistes. En réalité, ce que nous aurions dû dire avec bien plus de raison, et qui nous oppose dans le cas présent à Boukharine, est que le militarisme exerce bel et bien une **fonction économique positive** pour le capitalisme, ce en quoi nous sommes d'accord avec Rosa Luxemburg. En effet, le militarisme offre un champ d'accumulation pour le capitalisme.

Nous allons, pour le démontrer, reprendre l'argumentation de Luxemburg. Selon elle, le militarisme, en contribuant à hausser les impôts indirects nécessaires à son fonctionnement, détermine une diminution de la valeur des salaires ainsi qu'une diminution des capitaux constant et variable employés dans la production des moyens de consommation (secteur II). Dans le même temps, le militarisme ouvre un nouveau débouché à l'accumulation par la demande de moyens

militaires. C'est en particulier un débouché pour la partie du capital variable soustraite aux travailleurs par la fiscalité et pour les capitaux constant et variable jusqu'alors incorporés dans la section II et libérés par la baisse de la consommation ouvrière. Par là-même, ces capitaux se métamorphosent car, de capitaux destinés à la production de moyens de consommation, ils deviennent, pour une large part, destinés à la production d'armement (mitraillettes, obus, blindés). On obtient donc les résultats suivants :
1) en provoquant une diminution nette de *v* (et de II *c*), le militarisme agit comme un frein à la baisse du taux de profit ;
2) cela aboutit à court-terme à la perte d'un débouché (limitation de la production des moyens de subsistance), mais cette perte est acceptée en prévision de débouchés largement plus rentables.
La fiscalité (à destination des prolétaires et des petits bourgeois) et les capitaux II c et II v libérés convergent vers la formation d'un pouvoir d'achat considérable pour l'État bourgeois qui peut l'utiliser afin d'investir dans la production d'armement. Comme le dit Luxemburg : « *Les sommes que les paysans ou les classes moyennes auraient économisées […] sont à présent disponibles dans les caisses de l'État et constituent l'objet d'une demande et offrent des possibilités d'investissement pour le capital. En outre, la multiplicité et l'éparpillement des demandes minimes de diverses catégories de marchandises, qui ne coïncident pas dans le temps et peuvent être satisfaites par la production marchande simple, qui n'intéressent donc pas l'accumulation capitaliste, font place à une demande concentrée et homogène de l'État.* » (Rosa Luxemburg, *L'Accumulation du capital*, 1913). Cette mutation du capital vient substituer à une production de biens différenciée et éparpillée, destinée à répondre à la consommation populaire et sans véritable effet sur la « faim de surtravail » du capital, une production massive d'armement engloutie par le capital. On assiste donc à un accroissement majeur de la masse de la production (et donc du profit).

Luxemburg affirme également qu'outre la **massivité et l'uniformité de la production**, le militarisme offre également l'avantage d'une production **continue**. Ainsi, elle écrit que « *le pouvoir d'achat des énormes masses de consommateurs, concentré sous la forme de commandes de matériel de guerre faites par l'État, sera soustrait à l'arbitraire, aux oscillations subjectives de la consommation individuelle ; l'industrie des armements sera douée d'une* ***régularité presque automatique****, d'une* ***croissance rythmique*** » (*idem*). Ces trois caractéristiques de la production militaire garantissent ainsi un rendement élevé au capital. En conséquence, les capitaux, affluant en masse vers ce secteur, investissent dans la production d'armement. En définitive, le profit, tant dans sa masse que dans son taux (du fait de la dévalorisation de la force de travail) augmente. Enfin, l'investissement dans le secteur militaire conduit à un effet boule de neige en ce sens qu'il constitue un nouveau marché pour d'autres secteurs comme la métallurgie. Paul Mattick défend une thèse similaire dans son ouvrage *Marx et Keynes* où il affirme que « *Considérée dans ses effets, la production de guerre […] fut un instrument pour* ***relancer le processus d'accumulation****. En ce sens, les subventions versées à l'industrie de guerre eurent pour conséquence* ***d'améliorer à plus long terme la rentabilité du capital****. Telle est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles les capitalistes s'opposent au lancement de programmes de travaux publics utiles ou d'assistance sociale mais non à l'accroissement du budget de la défense* » (Paul Mattick, *Marx et Keynes*, 1970). En résumé, il s'agit de dire que le militarisme ou les dépenses d'armement n'ont pas un caractère productif, par la création de nouveaux biens de production ou de consommation, mais que ceux-ci peuvent jouer un rôle de stimulation en relançant la croissance économique et ouvrant une période temporaire de prospérité économique. Il est d'ailleurs pour le moins surprenant (?) que le camarade C.Mcl, fervent partisan de l'empirisme, n'ait pas jugé bon de commenter la méta-étude que nous citions dans notre premier courrier, et qui montrait que les dépenses militaires ont généralement un effet positif sur la croissance économique des pays exportateurs.

Le deuxième argument de Boukharine concerne les destructions directes (prélèvement des ressources par l'armée, routes détruites, villes incendiées) et indirectes (déqualification de la force de travail). Les cycles d'accumulation qui font suite à la guerre seraient donc marqués par une

condition initiale de sous-production qui ne ferait que s'élargir, telle une spirale, au fur et à mesure de la reproduction, d'où la notion de « *reproduction élargie négative* ». Certes, le lecteur comprendra que nous sommes en désaccord avec cette analyse de Boukharine qui, d'ailleurs, est infirmée sur le plan empirique. Mais comment comprendre que Boukharine ait commis cette erreur ? C'est précisément ce que C.Mcl refuse d'analyser car y répondre, comme nous allons le voir, battrait en brèche toute son argumentation.

Mais avant de répondre à cette question, il importe de restituer **dans sa totalité** l'argumentation de Boukharine, ce que ne fait pas, et pour cause, C.Mcl. Voici le passage qu'il décide d'ignorer impudemment : « *Mais ce que nous venons de dire* ***n'implique nullement l'inutilité des « dépenses » et l'évaluation négative de l'aspect destructeur de ce processus au point de vue capitaliste***. ***Toute crise capitaliste équivaut à une destruction temporaire des forces productives***. *Mais il faut la juger du point de vue du système capitaliste, en* ***allant au-delà du cadre de quelques cycles de production***. *Car* ***en dernière instance, la crise élargit le cadre du développement ultérieur du système capitaliste. Il en va de même en cas de guerre***. *<u>Supposons que la guerre mondiale se soit terminée la seconde année</u> par la victoire d'une des coalitions de puissances. Il est indubitable que* ***dans une telle situation le régime capitaliste aurait eu de grandes chances, après une période de destruction, de se relever : dès que l'on aurait « pansé les plaies », c'est-à-dire après avoir renoué les relations et restauré les éléments détruits du capital constant, le mode de production capitaliste aurait retrouvé la possibilité d'un certain développement ultérieur et cela sous une forme plus élevée et plus centralisée qu'auparavant***. *Ainsi,* ***ce qui se présentait comme perte nette au point de vue des cycles de production directement liés ou apparentés à la guerre, pouvait aussi se révéler, an point de vue du mouvement général du système capitaliste dans sa grande portée historique, comme une réduction transitoire des forces productives au prix de laquelle aurait été obtenu un développement ultérieur et plus puissant de ces forces***. *Autrement dit,* ***nous aurions affaire à une crise, de forme et de dimension jamais atteintes, mais nullement à un effondrement du système capitaliste***. ***Celui-ci poursuivrait son développement après une certaine stagnation, sous des formes organisationnelles plus élaborées.*** » (Nikolaï Boukharine, *Économique de la période de transition, op. cit.*) Nous avons surligné la quasi-totalité du paragraphe pour la simple et bonne raison qu'il s'agit de la formulation la plus proche possible des thèses du PCI. Tout y est : l'analogie entre crise et guerre dans la destruction des forces productives tout comme la possibilité d'un nouveau développement ultérieur par les destructions de la guerre, sous une forme plus élevée et plus centralisée. La « *réduction transitoire des forces productives au prix de laquelle aurait été obtenu un développement ultérieur et plus puissant de ces forces »,* qu'est-ce d'autre que notre tant calomnié « *bain de jouvence »* ? C.Mcl, nouveau dindon de la farce, devra dorénavant reconnaître que notre thèse n'a rien d'une invention bordiguiste (sûr de lui, il était même en mesure de nous donner la date de naissance précise de cette thèse : *Programme communiste* n°11 en 1960), elle était déjà exprimée par Boukharine 40 ans plus tôt !

Mais alors comment concilier ces deux affirmations ? Comment expliquer que Boukharine associe la guerre mondiale à « *un développement ultérieur et plus puissant de ces forces »* et dans le même temps à une « *reproduction « élargie négative* » ? Le passage souligné dans le paragraphe précédent nous donne la réponse : pour Boukharine, c'est la durée de la guerre (et, partant, l'ampleur des destructions) qui détermine lequel des deux résultats l'emportera. Ceci est d'ailleurs confirmé par le passage qui lui fait immédiatement suite : « *La question :* ***crise ou effondrement*** *dépend du* ***caractère concret de l'ébranlement du système capitaliste, de sa gravité et de sa durée***. *Sur le plan théorique, il est tout à fait clair que* ***le processus de reproduction élargie négative ne peut se poursuivre que jusqu'à une certaine limite, au-delà de laquelle commence une désagrégation et une désintégration de l'organisation toute entière***. » (*idem*) C'est donc le caractère **concret** de la guerre qui doit déterminer lequel des deux scénarios prendra le dessus.

Nous avions donc mille fois raisons d'introduire la notion de « crise finale » pour comprendre les erreurs d'appréciation (en termes de délais uniquement) de nos illustres devanciers. En effet, toutes les citations de Boukharine démontrent cette unique idée : la durée de la guerre et l'ampleur des destructions qu'elle cause provoquent une crise dont le capitalisme ne parviendra pas à se sortir, seule la révolution offre la solution. Tous les passages que cite C.Mcl vont dans ce sens. Ainsi, en 1918, Boukharine écrit : « *La politique de guerre conduit à une* ***impasse*** *où il n'y a* ***point d'issue*** *; c'est pourquoi la guerre* ***dure sans fin*** *et sans aucun résultat décisif.* » Et plus loin : « ***Plus la guerre dure, plus les pays en guerre s'affaiblissent****. La fleur du peuple travailleur est anéantie ou vit dans les tranchées, dévorée des poux, s'occupant de travaux de destruction.* ***Tout est détruit pour la guerre****, jusqu'aux poignées de laiton des portes qui sont confisquées comme matériel de guerre.* ***Les choses les plus nécessaires manquent*** *parce que la guerre a tout englouti, comme un insatiable essaim de sauterelles. […]* ***Sans hommes, sans production de ce qui est absolument nécessaire, tous les pays arrivent à une telle déchéance que les hommes commencent à hurler comme des loups, de froid, de faim, de misère, de détresse et d'oppression****. […]* ***Le nombre des sans-abri et des affamés grandit*** *malgré l'organisation extraordinaire, parce qu'il n'y a rien à manger ; et* ***la guerre dure, dure,*** *réclamant toujours de nouvelles victimes*. » (Nikolaï Boukharine, *Le programme des communistes (Bolchéviks)*, 1918) Pour Boukharine, il ne fait pas le moindre doute qu'une telle crise ne pourra se résorber que par l'entrée en scène du prolétariat : « *Au milieu de* ***chaos****, devant la* ***banqueroute générale****, la classe ouvrière élève toujours plus clairement sa voix, la classe ouvrière qui, par tout le développement de l'histoire, est placée devant ce devoir : Étouffer la guerre et briser le joug du capitalisme !* ***Ainsi approche le temps de la décomposition du capitalisme, le temps de la Révolution communiste de la classe ouvrière****.* » (*idem*) C'est cela que nous entendons par crise finale, l'idée, alors partagée par tous (Bordiga y compris) qu'avec la Première Guerre mondiale, le capitalisme a signé son arrêt de mort car le prolétariat ne pourra pas manquer à son devoir historique. La perspective d'un échec de la révolution était alors absente de tous les esprits. Mais ne nous limitons pas à 1918, poursuivons avec les différents textes mobilisés par C.Mcl. En 1921, Boukharine écrit : « *la guerre impérialiste, pendant laquelle beaucoup de capitalistes avaient voulu s'enrichir ; et cependant, ce fut une* ***ruine générale*** *qui s'ensuivit, et,* ***de cette ruine, naquit la Révolution*** *dirigée contre les capitalistes, qui, évidemment, ne l'avaient nullement voulue*. » (Nikolaï Boukharine, *Matérialisme historique et dialectique*, 1921) En 1922, Boukharine dit qu'il « *faut que nous prenions la guerre seulement comme une reproduction agrandie de la structure anarchiste de la société capitaliste. Puisque cette reproduction des contradictions a* ***abouti à rendre impossible l'existence de la société capitaliste*** ». (Nikolaï Boukharine, « Sept interventions au 4e Congrès de l'IC », 1922) La même année, dans le *Projet de programme de l'Internationale Communiste*, il écrit « *Cette guerre a ébranlé à tel point les bases de l'économie capitaliste, elle a tellement aggravé la situation de la classe ouvrière, détruit tant d'illusions impérialistes au sein du prolétariat, qu'elle a ouvert une nouvelle ère : celle de la* ***désagrégation du régime économique capitaliste****.* » (Nikolaï Boukharine, *Projet de programme de l'Internationale Communiste*, 1922)

Dès lors, il est évident que l'évolution de Boukharine est beaucoup plus tardive que ne le laissait peut-être supposer à tort notre premier courrier, et comme continue de l'affirmer C.Mcl avec une analyse des plus ridicules (il hésite en 1915 puis il se décide finalement en 1918 à reconnaître que la guerre est **exclusivement** négative). Sa perspective théorique est toujours la même : la guerre **peut** avoir un effet bénéfique pour le capitalisme car elle aboutit, comme une crise, à la restructuration du capitalisme (centralisation du capital) et permet un nouveau cycle d'accumulation du fait des destructions antérieures. Mais, selon Boukharine, il ne s'agit que d'une potentialité. C'est dans la réalité concrète, en fonction de la gravité de la guerre, de sa durée, de l'ampleur de la crise qu'elle provoque, qu'il est possible de savoir si cette guerre est un « bain de jouvence » ou le signe de sa mort à venir. Dès 1918, Boukharine est persuadé que la crise est trop grave pour que le capitalisme en réchappe. Le prolétariat devra nécessairement entrer en lutte et sera victorieux. Il n'y a aucune échappatoire. C'est cette perspective que nous qualifions de « crise finale », non pas au sens

immédiatiste du KAPD, mais avec cette idée que le capitalisme a épuisé toutes ses solutions. Aucun révolutionnaire ne pouvait raisonnablement penser autrement alors. Mais l'histoire en a décidé autrement, le prolétariat a échoué et, dès lors, rien n'empêchait le capitalisme de connaître son « bain de jouvence ». Désormais, les révolutionnaires sont plus prudents dans leurs analyses, ils savent qu'aucune situation n'est sans issue pour le capitalisme. Seule la lutte victorieuse du prolétariat mettra un terme à la catastrophe et jamais le capitalisme ne s'écroulera de lui-même. Mais ce que nous partageons avec tous les révolutionnaires de l'époque, c'est la certitude de l'effondrement final et catastrophique du capitalisme, par une série de crises, de guerres et de révolutions, jusqu'à la victoire finale du prolétariat, qui est « aussi certaine que si elle était déjà advenue » (*dixit* Bordiga).

Pourtant, C.Mcl nie ce cadre interprétatif. Boukharine ne serait pas influencé par la réalité immédiate, ce qui expliquait pour nous sa vision excessivement pessimiste de la trajectoire du capitalisme. Pour cela, il donne 5 arguments (p. 14-16) que nous allons successivement réfuter :

1) Boukharine changerait de position dès la fin du conflit. Nous avons vu que tel n'était pas le cas. La perspective théorique demeure, seule l'évaluation concrète de l'ampleur de la catastrophe évolue parallèlement aux événements.

2) Boukharine défendrait la perspective d'un renforcement **durable** du capitalisme. Pour défendre cette thèse, C.Mcl surinterprète une série de passages. Commençons par le passage suivant : « *Nous voyons déjà, c'est un fait empirique, la* ***désagrégation capitaliste*** *; mais dans ce vaste processus, nous enregistrons des* ***processus partiels*** *de régénération. Le tableau est donc plus varié que nous pensions. Il nous faut chercher une définition transitoire. Je soulève la question sans plus long commentaire. Il faut avoir en vue une* ***période plus étendue*** » (Nikolaï Boukharine, « Rapport sur la question du programme », 27 juin 1924). Il est ici évident que pour Boukharine, si la désagrégation du capitalisme est repoussée à plus tard, du fait de contre-tendances, elle reste cependant à l'ordre du jour. D'autres passages confirment cette idée. Ainsi, en 1925, il écrit que « *nous admettons que le capitalisme est entré dans une* ***période de décadence****. Mais nous disons que dans cette période il y aura des* ***hauts et des bas****. Après une période de décadence, le capitalisme commence à se redresser dans tous les pays européens. Nous affirmons que c'est un* ***phénomène temporaire*** *et qui, au surplus, n'est* ***pas général****. Ce redressement ne s'est produit que dans les pays où la crise du capitalisme fut particulièrement aiguë. C'est dire que la stabilisation du capitalisme n'est, à notre avis, qu'une* ***stabilisation relative****.* » (Boukharine, « La stabilisation du capitalisme, la IIème Internationale et nous », 1925). Et, en 1926, il continue de souligner « *l'extrême fragilité de la stabilisation capitaliste*. » (Boukharine, « Stabilisation capitaliste et révolution prolétarienne », 1926). Il explique que « *la crise actuelle de surproduction est le prolongement de la crise d'après-guerre du capitalisme en général, qu'elle a des traits qui la distinguent nettement des crises capitalistes ordinaires. Son caractère « insolite » n'est pas autre chose que l'expression de ce qu'il y a de* ***conditionnel, d'éphémère et de fragile dans la stabilisation capitaliste***. » (*idem*). Cependant, il avance déjà un certain nombre d'arguments pour défendre la perspective d'une sortie de crise, et, comme l'affirme à raison C.Mcl, cette perspective est encore plus évidente en 1927. En effet, Boukharine précise que « *la stabilisation économique du capitalisme s'accompagne dans l'ensemble d'une consolidation significative de la bourgeoisie* » (Boukharine, « Les derniers phénomènes de la stabilisation capitaliste », 1927). Mais ce qui est le plus important, et que C.Mcl n'aborde même pas, c'est de comprendre sur quoi se fonde Boukharine pour mettre en avant la stabilisation du capitalisme.

Son texte de 1926 l'expose clairement :
1° la hausse de la production mondiale après une période d'immédiat après-guerre où celle-ci avait considérablement chuté (du fait des destructions liées à la guerre et du caractère non-productif des dépenses d'armements) et la réorganisation du capitalisme car il « *existe une technique nouvelle*

autre qu'avant la guerre, des formes nouvelles d'organisation du travail, un regroupement des centres économiques et de certaines branches de la production » (Nikolaï Boukharine, « Stabilisation capitaliste et révolution prolétarienne », *op. cit.*) ;
2° le renforcement des liens commerciaux entre les différents pays après un après-guerre marqué par un « *tronçonnement de l'économie mondiale* » (*idem*) ;
3° la stabilisation des changes entre les pays, mettant fin à la période antérieur de « chaos ».
Il est vrai que Boukharine n'associe aucune de ces dynamiques à la guerre. Il nous semble que Boukharine raisonne ici sur une perspective de court-terme. À court-terme, la guerre provoque une destruction de la production, une reproduction élargie négative, l'appauvrissement du prolétariat, la hausse du chômage et la rupture des liens commerciaux. Tout le monde est d'accord pour décrire cette situation que nous qualifions de crise d'après-guerre ou de crise de reconversion de l'économie, dû au passage d'une économie de guerre à une économie de paix. Celle-ci peut durer plus ou moins longtemps (1918-1921 environ après la Première Guerre mondiale, 1944-1948 environ après la Deuxième Guerre mondiale) mais elle n'est qu'une parenthèse suivie au contraire d'un formidable élan productif, qui s'explique tout à fait logiquement par le fait que la production redémarrant à un niveau plus faible, le rythme de la production est mécaniquement plus élevé. De même, Boukharine souligne à raison la réorganisation du capitalisme (concentration et centralisation du capital, progrès technique, etc.) mais, contrairement à ses textes de 1915 ou 1920, il ne les associe plus à la guerre, ce qui nous semble une erreur. Notre divergence avec Boukharine en 1926-27 est qu'il n'associe la guerre qu'à ses conséquences immédiatement négatives (ce que nous faisons également) mais qu'il ne voit plus le lien entre la guerre et l'essor économique qui intervient dans un second temps (ce que nous défendons à la suite de Bordiga mais aussi de Boukharine en 1915 et en 1920). Notre seule hypothèse est que Boukharine voulait ici marquer son opposition aussi bien avec la thèse social-démocrate d'une nouvelle « ère de l'organisation » consécutive à la guerre (par exemple les thèses de Hilferding qui, soit dit en passant, sont très proches de la thèse de C.Mcl selon laquelle le capitalisme d'État keynésiano-fordiste permet de surmonter les contradictions du capitalisme et explique la période de prospérité des Trente Glorieuses) qu'avec la thèse luxemburgiste de la guerre comme champ d'accumulation du capitalisme. Ces deux adversaires étant pris à partie dans le texte de 1926, cela nous semble une explication plus fondée que celle de C.Mcl affirmant que Boukharine change ses arguments en fonction du contexte immédiat et qu'il aurait jeté à la poubelle ses thèses de 1915 pour construire une toute nouvelle théorie marxiste des guerres.

3) C.Mcl prétend nous opposer l'analyse de Lénine et Trosky au 3e congrès de juin 1921 d'une stabilisation du capitalisme. Ils auraient donc renoncé dès 1921 à la thèse de la crise finale. En réalité, la perspective défendue par Lénine et Trotsky au 3e congrès est celle d'un renforcement **temporaire** du capitalisme et non pas durable. Personne en 1921 ne s'attend à ce que le capitalisme survive plus que quelques années. Ainsi, les « Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale Communiste » affirment que « ***La courbe des forces productrices tombera*** *de sa hauteur fictive actuelle.* ***Des périodes de prospérité ne peuvent avoir dans ce cas qu'une courte durée*** *et surtout un caractère de spéculation. Les crises seront longues et pénibles.* » ou encore « *Si les événements se développent* ***plus lentement*** *et qu'une période de relèvement succède, dans un nombre plus ou moins grand de pays, à la crise économique actuelle,* ***cela ne saurait en aucune manière être interprété comme l'avènement d'une époque d'« organisation*** ». (« Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale communiste », 3e congrès de l'Internationale communiste, 1921)

4) Il est vrai que Lénine défendait, à raison, que le capitalisme se « *développe infiniment plus vite qu'auparavant* » (Lénine, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, 1916) mais dans l'atmosphère de l'après-guerre, jamais cette perspective n'est mobilisée. En effet, il ne fait alors aucun doute pour personne qu'en 1920, même si la révolution est retardée, elle finira inévitablement par l'emporter. Ce n'était pas tant un manque de confiance dans la capacité du capitalisme à se

développer qu'une certitude dans le fait que le prolétariat a été mis en mouvement avec une telle force par les ébranlements liés à la guerre qu'il ne pourra pas ne pas l'emporter. À nouveau, précisions bien que notre désaccord **rétrospectif** avec l'IC n'est aucunement dans la **perspective** (décadence, trajectoire catastrophiste du capitalisme, victoire définitive du prolétariat) mais dans les **délais**. L'expérience de deux périodes de reconstruction nous prouve en effet que la guerre, si le prolétariat manque à sa mission historique, offre un nouveau souffle au capitalisme.

5) Enfin, le point reprenant la position de Trotsky en 1939 est hors-sujet car, outre le fait que cette dernière ne concerne pas explicitement la perspective de la crise finale du capitalisme, le fait que Trotsky soit contraint de réévaluer sa position sur la question de l'évolution du capitalisme prouve précisément que pendant toute l'entre-deux-guerres, c'est la perspective de la crise finale qu'il avait à l'esprit.

Avant de conclure cette partie, notons une nouvelle illustration de la façon baroque avec laquelle C.Mcl mobilise ses citations. Voici ce qu'il écrit : « *Boukharine récuse fermement que la guerre puisse constituer une issue à la crise économique : « Cette idée n'est pas autre chose que la répétition des mots d'ordre de la guerre mondiale appliquée à l'économie. Nous savons depuis fort longtemps ce qu'en vaut l'aune. Prendre ces mots d'ordre comme directives, les indiquer comme une issue à la crise du capitalisme, c'est tout simplement ridicule ». Oui, « ridicule ».* (C.Mcl, « Réponse au courrier des lecteurs de Monbars - 01 ») Très spirituel, camarade C.Mcl. Mais, la lecture du passage entier donne une tout autre image : « *L'Américain Carver défend avec passion l'idée — pas précisément neuve — qu'il n'y a* ***pas de classes*** *(« invention » de Marx), mais seulement des professions diverses sur la base de la division du travail. […] D'où l'idée de* ***conquérir les capitalistes par la propagande****. C'est ainsi que nombre de gens en arrivent à cette « solution » : Nous voulons tout faire pour le mieux les uns pour les autres et il n'y aura plus de crises. Mais la question ne saurait être résolue sur cette voie. Pour la même raison, l'idée de l'«* ***unité nationale*** *», également très répandue chez les ingénieurs des pays capitalistes, ne peut aboutir à aucune issue. Cette idée n'est pas autre chose que la* ***répétition des mots d'ordre de la guerre mondiale appliquée à l'économie****. Nous savons depuis fort longtemps ce qu'en vaut l'aune. Prendre ces mots d'ordre comme directives, les indiquer comme une issue à la crise du capitalisme, c'est tout simplement ridicule.* » (Nikolaï Boukharine, « La crise économique mondiale, l'édification socialiste et la technique », 1932) Quand Boukharine parle de « *répétition des mots d'ordre de la guerre mondiale appliquée à l'économie* », il parle de l'union sacrée qui du terrain politico-militaire devrait, selon certains bourgeois américains, passer au terrain économique. Vous avez dit « *ridicule* » ?

Pour conclure, résumons notre démonstration, sur le modèle des 6 points de C.Mcl (p. 17-18) :

1) Sur la différence entre crise et guerre, nous avons montré ce que disait Boukharine : « *Car en dernière instance****, la crise élargit le cadre du développement ultérieur du système capitaliste. Il en va de même en cas de guerre*** **»**. (Nikolaï Boukharine, *Économique de la période de transition, op. cit.*) Comme Boukharine, nous rejetons l'identification entre crise et guerre, nous ne recourons qu'à l'analogie.

2) Nous sommes d'accord avec Boukharine pour affirmer que « ***nous aurions affaire à une crise, de forme et de dimension jamais atteintes, mais nullement à un effondrement du système capitaliste****.* ***Celui-ci poursuivrait son développement après une certaine stagnation, sous des formes organisationnelles plus élaborées.*** **»** (*idem*)

3) Nous sommes d'accord avec Boukharine pour nier le caractère productif des dépenses d'armement, n'ayant pas eu de difficultés à reconnaître ce que cette affirmation, présente dans notre premier courrier, avait d'erronée.

4) Nous pouvons donc maintenir que notre perspective concorde **sur le plan théorique** avec Boukharine, elle diverge uniquement sur l'appréciation concrète de la catastrophe que représentait la Première Guerre mondiale. Sans victoire prolétarienne, pas de situation sans issue pour le capitalisme mais « bain de jouvence » !

Cette série de clarifications sur le cas de Boukharine nous permettra de passer plus vite sur l'argument-massue de C.Mcl selon laquelle nous défendrions une thèse similaire à celle de la social-démocratie.

La social-démocratie, la Troisième Internationale et la guerre

Le camarade C.Mcl nous tance pour notre « *méconnaissance d'une des principales justifications de la première Guerre mondiale propagée par la social-démocratie, à savoir, […] celle qui consiste à prétendre que la guerre serait économiquement profitable* » (C.Mcl, « Réponse au courrier des lecteurs de Monbars - 01 »). Qu'il se rassure, il ne nous apprend rien. Si nous ne nous sommes pas appesantis outre mesure sur ce mauvais argument, c'est parce que nous ne jugions pas nécessaire de faire dévier un débat important sur des polémiques inutiles. Et pourtant … le camarade C.Mcl, croyant là détenir un argument décisif, ne consacre pas moins de 5 pages à cette ridicule assimilation entre notre position et celle de la social-démocratie pendant la Première Guerre mondiale. Obligés de nous placer sur le terrain de l'adversaire, nous devons donc expliquer à C.Mcl la différence entre nos deux positions, puisqu'il semble incapable de la comprendre de lui-même.

Commençons donc par mobiliser la *Brochure de Junius*. Voici comment Luxemburg expose l'argument de la social-démocratie : « *la victoire représente pour l'Allemagne la perspective d'un essor économique* ***illimité et sans obstacle****, et la défaite, au contraire, la menace d'une ruine économique* ». (Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie*, 1915) On commence ici, avec le passage que nous surlignons, à apercevoir le fond du problème et la nouvelle entourloupe du camarade C.Mcl. Mais poursuivons notre commentaire pour dissiper tout malentendu. À cette perspective optimiste et carrément bourgeoise, qu'oppose Rosa Luxemburg ? « *Si l'Allemagne devait sortir victorieuse de la guerre - même si les fauteurs de guerre impérialistes accomplissaient leurs rêves ambitieux, s'ils réussissaient à poursuivre le massacre jusqu'à l'élimination complète de tous leurs adversaires -, elle ne remporterait qu'une* ***victoire à la Pyrrhus.*** » (*idem*) Par victoire à la Pyrrhus, Rosa Luxemburg entend ceci : « *la guerre signifierait la* ***ruine pour tous les pays impliqués****, et plus encore peut-être pour les vaincus,* ***les préparatifs en vue d'une nouvelle guerre mondiale commenceront à se faire*** ». (*idem*)

Les deux raisons du caractère négatif de la guerre du point de vue des États capitalistes sont donc : 1° la ruine sur le plan économique ; 2° l'instabilité permanente sur le plan géopolitique, annonciatrice de nouveaux affrontements impérialistes. C'est à cela que s'oppose la social-démocratie. Pour elle, si un pays remporte la guerre, il connaît 1° une croissance illimitée et sans obstacle ; 2° une ère de paix illimitée. Entre ces deux perspectives, et contrairement à ce que tente de faire croire C.Mcl, nous sommes évidemment du côté de Rosa Luxemburg, malgré une nuance importante sur les délais. Nous sommes d'accord avec Luxemburg car, en tant que marxistes, nous savons que toute sortie de crise n'est que **provisoire**, et ne fait que préparer une nouvelle crise encore plus importante. L'idée social-démocrate d'un essor économique **illimité** nous est donc radicalement étrangère. Nous considérons de même que chaque issue d'un conflit mondial constitue déjà le prodrome d'un nouveau conflit. Il n'y aura jamais de « der des der » sans lutte révolutionnaire du prolétariat. Contrairement à tous les découpages et superpositions du camarade C.Mcl, nous défendons donc bel et bien une perspective radicalement opposée à celle de la social-démocratie. En effet, comme le disait Bordiga en 1952 : « *Tel est le cycle infernal de l'impérialisme qui a trouvé dans la guerre sa solution inévitable et dans la reconstruction de l'équipement*

séculaire que cette guerre a détruit une issue ***provisoire*** *à la crise suprême*. » (Amadeo Bordiga, *Dialogue avec Staline*, 1952).

Notre nuance avec Luxemburg est la suivante : le caractère ruineux de la guerre, la décadence dont elle est la manifestation ne se manifestent pas **directement** à l'issue du conflit mais **historiquement**, par la succession des guerres et des révolutions. Les analyses de Luxemburg, ou de Boukharine, sont trop marquées par la perspective immédiate de la ruine du capitalisme, face à une révolution en essor. Il suffit pour s'en convaincre de lire l'introduction de Luxemburg à sa brochure : « *Friedrich Engels a dit un jour : « La société bourgeoise est placée devant un dilemme : ou bien passage au socialisme ou* ***rechute dans la barbarie****. » Mais que signifie donc une «* ***rechute dans la barbarie*** *» au degré de civilisation que nous connaissons en Europe aujourd'hui ? Jusqu'ici nous avons lu ces paroles sans y réfléchir et nous les avons répétées sans en pressentir la terrible gravité. Jetons un coup d'œil autour de nous en ce moment même, et nous comprendrons ce que signifie une rechute de la société bourgeoise dans la barbarie. Le triomphe de l'impérialisme aboutit à* ***l'anéantissement de la civilisation*** *- sporadiquement pendant la durée d'une guerre moderne et définitivement si la période des guerres mondiales qui débute maintenant devait se poursuivre sans entraves jusque dans ses dernières conséquences. C'est exactement ce que Friedrich Engels avait prédit, une génération avant nous, voici quarante ans. Nous sommes placés aujourd'hui devant ce choix : ou bien triomphe de l'impérialisme et* ***décadence de toute civilisation****, avec pour conséquences, comme dans la Rome antique, le* ***dépeuplement****, la* ***désolation****, la* ***dégénérescence****, un* ***grand cimetière*** *; ou bien victoire du socialisme, c'est-à-dire de la lutte consciente du prolétariat international contre l'impérialisme et contre sa méthode d'action : la guerre. C'est là un dilemme de l'histoire du monde, un ou bien - ou bien encore indécis dont les plateaux balancent devant la décision du prolétariat conscient. Le prolétariat doit jeter résolument dans la balance le glaive de son combat révolutionnaire :* ***l'avenir de la civilisation et de l'humanité en dépendent****.* » (*idem*). Les passages surlignés démontrent aisément que pour Rosa Luxemburg, la décadence n'était pas seulement une perspective historique mais bien une réalité immédiate si le prolétariat ne prenait pas rapidement le pouvoir. Avec le recul historique, nous savons désormais que ce n'était pas le cas : le capitalisme continue de pourrir mais cela ne l'empêche pas, bien au contraire, de poursuive ses cycles d'accumulation. En résumé, nous ne partageons ni l'optimisme bourgeois social-démocrate d'une croissance illimitée, sans obstacle et pacifique, ni la vision **immédiatement** apocalyptique de certains de nos prédécesseurs, bien légitime en cette période d'entrée dans la décadence, mais bien la vision dialectique marxiste : la cure de jouvence par la destruction guerrière qui loin d'augurer une ère de paix et de croissance illimitée, ne fait que préparer le terrain pour de nouvelles destructions toujours plus violentes et qui produiront, **nécessairement et inévitablement**, le réveil de ce géant endormi qu'est le prolétariat pour mettre un terme à la trajectoire décadente d'un système pourri. Voici l'unique perspective marxiste associant dans une même perspective dialectique (et qui n'est contradictoire que pour un non-marxiste) nouveaux cycles d'accumulation et nouvelles catastrophes.

Avant de confirmer une nouvelle fois notre analyse, faisons justice d'une nouvelle incompréhension du camarade C.Mcl. Il nous accuse de caviarder Luxemburg en ne prenant qu'une partie de son argumentation. Commençons par rappeler ce que nous avons écrit : « *On y apprend que Marx et Engels n'associent jamais la guerre à la dévalorisation du capital. C'est exact. Mais la raison est d'une simplicité extrême. Elle nous est d'ailleurs donnée par Rosa Luxemburg dans le texte évoqué à la suite de l'article. Citons son analyse : « Aujourd'hui la guerre ne fonctionne plus comme une méthode dynamique susceptible de procurer au jeune capitalisme naissant les conditions politiques indispensables de son épanouissement « national ». […] C'est pourquoi on assiste à un changement complet dans le caractère de la guerre elle-même et de ses effets. » (Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie, 1915). La première guerre mondiale est la première manifestation d'un* ***changement de nature*** *dans le rôle des guerres au sein du capitalisme : elle marque* ***l'entrée dans l'ère des guerres impérialistes****.* » (Monbars, « Courrier des lecteurs : Marxisme ou empirisme

statistique ? ») Maintenant, lisons ce que Luxemburg a écrit : « *Cette conception s'appuie à peu près sur le schéma de la* ***guerre de 1870****. Or, la prospérité que connut l'Allemagne après la guerre de 1870 ne résultait pas de la guerre, mais bien de l'unification politique, même si celle-ci n'avait que la forme rabougrie de l'Empire allemand créé par Bismarck. L'essor économique découla de l'unification politique malgré la guerre et malgré les nombreux obstacles réactionnaires qu'elle entraîna. L'effet propre de la guerre victorieuse, ce fut de consolider la monarchie militaire de l'Allemagne et le régime des junkers prussiens, alors que la défaite de la France avait contribué à liquider l'Empire et à instaurer la République. Mais aujourd'hui il en va autrement dans tous les États impliqués.* ***Aujourd'hui la guerre ne fonctionne plus comme une méthode dynamique susceptible de procurer au jeune capitalisme naissant les conditions politiques indispensables de son épanouissement « national*** *». A la rigueur peut-on admettre que la guerre possède ce caractère en Serbie, et seulement si on la considère isolément. Réduite à son sens historique objectif,* ***la guerre mondiale actuelle est d'un point de vue général, une lutte de concurrence d'un capitalisme déjà parvenu à sa pleine maturité, pour la souveraineté mondiale et pour l'exploitation des dernières zones du monde restées non capitalistes****. C'est pourquoi on assiste à un* ***changement complet dans le caractère de la guerre*** *elle-même et de ses effets.* » (Rosa Luxemburg, *La crise de la social-démocratie, op. cit.*) Dans ce passage comme dans le nôtre, on trouve une même analyse : la guerre, de facteur national progressiste au XIXe siècle devient une guerre impérialiste et décadente avec la Première Guerre mondiale. Nous n'avons jamais voulu affirmer autre chose que cette thèse banale du marxisme, banalité qu'il est pourtant nécessaire de rappeler face à un C.Mcl qui voudrait nous opposer à Marx et Engels sur la question de la guerre.

Passons maintenant au cas de Lénine en n'y consacrant cette fois-ci qu'un court instant, tellement la ficelle est grossière. Récidivant après son article du n°9, C.Mcl crée une fausse symétrie entre la position de l'hyper-impérialisme de Kautsky et la formule du « bain de jouvence » bordiguiste. Pourtant, aucune des citations qu'il pourra mobiliser ne parviendra jamais à étayer cette thèse, et sa nouvelle tentative échoue aussi lamentablement que la première. Pour preuve, voici ce qu'écrit Lénine contre Kautsky : « *Si l'on en arrive à cela ... à la* ***paix durable****, les causes qui, avant la guerre, déterminaient fatalement la déchéance morale du capitalisme, peuvent disparaître. La nouvelle phase amènerait naturellement ... une* ***nouvelle ère d'attente et d'espérances en régime capitaliste****" [...] Toute cette théorie se réduit à ceci, uniquement à ceci, que Kautsky justifie par des espérances de* ***nouvelle ère pacifique du capitalisme*** *l'adhésion des opportunistes et des partis sociaux-démocrates officiels à la bourgeoisie... »* (Lénine, *Contre le courant*, 1970) Où, dans le passage cité, Lénine dénonce-t-il la perspective d'un nouveau cycle d'accumulation pour le capitalisme ? Où, dans toute la prose bordiguiste, trouve-t-on la perspective d'un développement pacifique pour le capitalisme ? Nulle part, dans un cas comme dans l'autre. Nous sommes ici face à une falsification en règle des textes et des positions défendues, ce qui ne fait que démontrer la faiblesse de la position révisionniste du camarade C.Mcl sur la question de la guerre.

Marxisme et empirisme

À deux reprises, nous avons eu des réponses soulignant l'importance de l'empirisme dans la méthode marxiste. Pourtant, nous n'avons jamais prétendu le contraire ; nous n'avons jamais affirmé que les marxistes n'ont nul besoin d'observer la réalité concrète ou de mobiliser des données statistiques pour comprendre le réel et anticiper sur le développement futur. Seul un idiot pourrait affirmer que la théorie seule est digne d'intérêt et n'a pas besoin d'être confirmée par le réel. Ce que nous dénoncions avec force, et que nous continuerons de dénoncer, c'est quand cet empirisme statistique ne repose sur aucune base théorique, qu'il vient même se substituer à la théorie. C'est pour cela que nous écrivions : « *C.Mcl ne fait que se placer au niveau du plus plat empirisme, la vérité des chiffres* ***se substituant*** *à la limpide analyse marxiste. »* (Monbars, *ibid.*) ou encore : « *le camarade C.Mcl qui démontre sa méconnaissance de la méthode marxiste à travers ce second article qui relève du plus pur empirisme, accumulant les chiffres et les statistiques, persuadé*

que la « vérité des chiffres » ***se suffit à elle-même*** *et* ***rend inutile toute analyse théorique*** *appuyée sur les concepts marxistes*. » (*idem*) Il suffit de voir dans quel tissu de contradictions s'empêtre le camarade C.Mcl pour comprendre que celui-ci ne s'appuie sur aucun cadre théorique pour interpréter le réel (sans même parler d'un cadre théorique marxiste!), il est ballotté d'un point à l'autre en fonction des statistiques qu'il découvre. C'est pour cela qu'on peut le voir simultanément défendre : 1° la thèse de Luxemburg et Boukharine selon laquelle le capitalisme ne se relèvera pas de la Première Guerre mondiale ; 2° la thèse selon laquelle le capitalisme était dans une phase ascendante pendant la plus grande partie du XXe siècle, la guerre ne représentant ainsi qu'un épiphénomène. Le courant marxiste a inventé un terme pour désigner une telle navigation à vue : l'immédiatisme.

Dès lors, le camarade C.Mcl a rédigé près de sept pages complètement superflues pour nous prouver que Marx et Engels étaient attentifs aux faits économiques réels, cherchaient à mobiliser des statistiques dans leur travail et à exposer mathématiquement et statistiquement les lois du capitalisme, en somme une série de vérités banales pour n'importe quel marxiste. Nous apprenons donc tout un tas de choses passionnantes comme le fait que le terme « statistique » apparaît 53 fois dans le livre I et 21 fois dans le livre III (ou comment recourir aux statistiques pour prouver que Marx utilise les statistiques … misère de la statistique !). Tout ce travail superflu s'explique par le fait que le camarade C.Mcl n'a pas compris le passage suivant : « *Contrairement à ce que fait C.Mcl tout au long de son article, il n'est pas nécessaire de calculer le taux de profit à chaque instant pour prouver* ***notre démonstration****. Aucun marxiste ne l'a jamais fait. Il leur suffisait de montrer que* ***la guerre*** *était une conséquence de la surproduction et dans le même temps, offrait une solution à cette surproduction*. » (*idem*) C.Mcl, croyant que la formule « *notre démonstration* » avait une valeur générale et ne se reportait pas au cas précis de la guerre, se croit obligé de nous démontrer qu'au contraire Marx (et le PCInt) s'essayaient régulièrement à des calculs de taux de profit. Une lecture moins orientée aurait suffi pour comprendre que notre argument était bien plus restreint : de façon générale, les marxistes n'ont jamais ressenti le besoin de calculer le taux de profit en lien avec les guerres pour démontrer que la guerre faisait suite à la surproduction, elle-même résultant de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Ainsi, il est absurde de construire toute son analyse autour de ce seul calcul comme le fait C.Mcl dans le n°9 de *Controverses*. Enfin, nous notons qu'après nous avoir opposé à Marx ou Engels, puis au PCInt quant au recours aux statistiques, le camarade C.Mcl, aurait tout aussi bien pu pousser le ridicule jusqu'au bout en nous opposant à nous-même car notre premier courrier est lui aussi parsemé de données statistiques, données que nous allons désormais défendre devant la tentative, vouée à l'échec, de les réfuter.

Guerre et taux de profit

Commençons par justifier le choix de nos chiffres, laissé effectivement obscur dans notre premier courrier. Le choix des études de Maito s'explique par une double raison : c'est la seule étude qui propose **à la fois** le calcul du taux de profit agrégé de différents pays (14) et sur une longue période (depuis 1869). Pour cette double raison, les données disponibles sont plus complètes que celles de C.Mcl qui se limitent aux cas américain et allemand.

Concernant maintenant la méthodologie du calcul, il est vrai que nous ne nous y sommes pas arrêtés, tout simplement parce qu'avec les données fournies par les agences économiques et autres institutions capitalistes, qui mobilisent des indicateurs différent de ceux du marxisme, il ne sera jamais possible de calculer, dans l'esprit exact de Karl Marx, le taux de profit. Nous ne pourrons jamais avoir recours qu'à des approximations. Dès lors, plus que les chiffres en absolu, ce sont les tendances qui nous intéresseront. D'ailleurs, le PCInt dans l'article que C.Mcl a l'audace de nous opposer, ne dit pas autre chose : « *la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est une loi fondamentale du mode de production capitaliste qui, sur le plan théorique, a toujours été niée par*

les idéologues bourgeois, et ***dont, sur le plan pratique, la vérification expérimentale n'est pas toujours possible****. En effet, même à supposer* ***que l'on puisse disposer pour les principaux pays de statistiques fiables, systématiques, et correspondant à la définition marxiste du taux de profit*** *(ce qui est* ***loin d'être le cas****) ...* » (*Programme communiste* n°78, « Cours de l'impérialisme mondial », 1978) et un peu plus loin : « *Ces trois séries (qui sont corrigées des distorsions introduites par l'inflation) ne sont pas comparables entre elles pour des raisons dont l'exposé sortirait du cadre de ce rapport, et* ***leurs chiffres n'ont d'intérêt que pour la tendance historique qu'ils font apparaître*** ». (*idem*)

Sa troisième critique méthodologique concerne la façon dont Maïto a calculé son taux de profit. En effet, celui-ci explique que « *given the difficulty of calculating the constant and variable circulating capital, the* ***rate of return on fixed capital is sufficient*** *to analyze the evolution of the profitability in a country* ». (Esteban Ezequiel Maito, *The historical transience of capital. The downward trend in the rate of profit since XIX century*, 2014) La raison qu'il donne est la suivante : « *The rate of profit on fixed capital* ***tends, however, to converge with the Marxian rate of profit in the long run****. The reason for this is simple.* ***The growth in turnover speed of circulating capital steadily reduces the participation of that circulating capital in the total capital advanced****, ie, related to fixed capital*. » (*idem*) Il est certain que ce travail, comme n'importe quel autre de même nature, est fondé sur des approximations. De toute façon, nous insistons à dessein, il est tout à fait vain de vouloir calculer le taux de profit selon Marx dans la mesure où nous ne disposerons jamais de toutes les données nécessaires.

Avant de passer aux critiques suivantes, nous ouvrirons une petite parenthèse pour indiquer le degré de mauvaise foi auquel le camarade C.Mcl est obligé de recourir pour nous combattre. S'il avait lu avec attention les explications de Maïto, il se serait rendu compte que celui-ci, pour construire le taux de profit aux États-Unis ainsi qu'en Allemagne, s'est appuyé exactement sur les mêmes données que C.Mcl. C'est ce qu'il est possible de constater en consultant l'annexe méthodologique. Ainsi, pour l'Allemagne, Maïto s'est appuyé sur les données de Piketty et Zucman[3]. Or, quelles sont les données mobilisées par C.Mcl pour son graphique n°3 du taux de profit en Allemagne dans le n°9 de *Controverses* ? Celles de Piketty. Pour les États-Unis, c'est la base de données de Duménil et Lévy qui est utilisée[4]. À nouveau, quelles sont les données mobilisés par C.Mcl dans son n°9 ? Nous le citons : « *Nous nous sommes appuyés sur les données statistiques et la méthode fournies par Duménil et Lévy.* » (*Controverses* n°9, « Guerres et capitalisme », 2025) Et le camarade C.Mcl, qui n'a honte de rien, ose ensuite s'en prendre à une élaboration du taux de profit mobilisant les mêmes données que lui … Une autre preuve qui démontrera que nos attaques n'ont rien de gratuites est que les chiffres obtenus par C.Mcl avec ses propres calculs intégrant CC et CV donnent les **mêmes tendances** que les chiffres donnés par Maïto malgré un mode de calcul différent. Ainsi, d'après Maïto, on a les chiffres suivants pour les États-Unis : 15,3 % en 1925-1929 ; 12,4 % en 1935-39 et enfin 23,2 % en 1945-1949. Si on prend maintenant les chiffres donnés par C.Mcl dans le n°9, on obtient environ : 15 % en 1929 ; 15 % en 1940 et plus de 20 % après la guerre (*Controverses*, n°9, p. 23). Les tendances sont donc identiques et nous aurions donc très bien pu utiliser les données de C.Mcl qui prouvent exactement la même chose que les nôtres. Nous espérons que le camarade C.Mcl sera honoré que nous ayons utilisé ses propres données.

Sa quatrième critique ne nous semble pas pertinente dans la mesure où elle s'appuie sur des phénomènes secondaires, en contradiction avec la thèse de Marx selon laquelle le principal moteur de la baisse tendancielle du taux de profit est l'évolution de la composition organique du capital, elle-même résultant de la hausse de la productivité, ce qui est confirmé empiriquement à l'échelle historique.

---

3 http://piketty.pse.ens.fr/files/PikettyZucman2013WP.pdf

4 *United States: Rate of profit from Duménil & Lévy database (1869-2010)*

Les deux dernières critiques sont plus importantes, raison pour laquelle nous allons nous appesantir dessus. C.Mcl affirme que nous aurions choisi uniquement les chiffres et les séquences chronologiques qui nous arrangeaient. Nous allons donc reprendre les données pour montrer que ce n'est pas le cas. Et pour finir, nous ferons à C.Mcl ce grand plaisir consistant à utiliser les données qu'il propose pour les États-Unis en montrant que nous obtenons les mêmes tendances que celles présentées dans notre précédent courrier.

Tout d'abord, faisons litière de la critique absurde selon laquelle nous n'aurions choisi que des chiffres favorables à notre analyse. Nous n'avions pas cherché à être exhaustifs car cela n'aurait eu aucun intérêt. En effet, les tendances que nous mettons en évidence sont identiques, que l'on choisisse uniquement quelques moments révélateurs ou toute la période. Ainsi, le tableau complet reproduit par C.Mcl prouve bien nos arguments selon lesquels :

1°) il y a une baisse du taux de profit préalablement à la Première Guerre mondiale (40,6 % en 1870-1874, 30,2 % en 1900-1904 et 29,5 % en 1905-1914). Cependant, cela n'empêche pas C.Mcl de refuser cette explication comme **cause souterraine** de la guerre. Pour cela, il explique que la baisse du taux de profit connaît une stagnation à partir de 1901 et que « *si les guerres dépendaient du niveau et/ou de l'évolution du taux de profit, l'éclatement de la 1e GM aurait pu advenir à n'importe quelle date avant 1914 et la 2e GM à n'importe quelle date après 1918*. » (C.Mcl, *ibid*.) Les deux questions sont liées : C.Mcl croit que nous identifions un lien mécanique entre le niveau du taux de profit à un instant *t* et le déclenchement de la guerre. Or, notre analyse n'est en aucun cas aussi caricaturale. Elle consiste simplement à dire que la baisse du taux de profit agit comme un aiguillon sur la production capitaliste et donc, *in fine*, sur la course impérialiste pour le partage du monde. Les capitalistes, confrontés à la chute historique du taux de profit, confirmée empiriquement par nos chiffres, se doivent de produire toujours plus pour que la hausse de la masse du capital compense la baisse du taux. Ces produits excédentaires devant être écoulés sur les marchés, et le marché intérieur étant trop restreint, les capitalistes doivent donc s'emparer de nouveaux territoires pour obtenir de nouveaux débouchés. Si, ensuite, cette cause profonde étant donnée, la guerre survient à tel moment plutôt qu'à tel autre, c'est parce qu'il faut ensuite faire appel à des facteurs plus contingents. Il était inévitable que la guerre surgisse dans les premières décennies du XXe siècle, Engels l'avait lui-même vu, mais les différents capitalistes ne sont jamais pleinement maîtres du moment où la guerre se déclenche. Il est évident que, si Gavrilo Princip n'avait pas assassiné l'archiduc François-Ferdinand, la guerre ne se serait pas déclenchée en 1914 mais à un autre moment. Ces autres dates où l'histoire a été sur le point de basculer sont nombreuses sur la période : Fachoda en 1898, crise de Tanger en 1905, crise d'Agadir en 1911. Ajoutons, en outre que, comme nous l'avons expliqué dans notre premier courrier, les périodes d'immédiat avant-guerre sont marquées par une relance économique artificielle. En effet, comme nous le disions « *il serait erroné d'affirmer que la guerre découle immédiatement de la crise. En réalité, aussi bien avant 1914 qu'avant 1939, on assiste à une* ***certaine relance de l'économie****. C'est ce que le PCI a appelé une* ***période « d'avant-guerre*** *». Au cours de cette période, qu'il s'agisse de 1906-1913 ou de 1933-1937, on assiste à une* ***augmentation de la production « en dehors de la règle » ou « droguée », prodrome traditionnel de la guerre impérialiste****. On retrouve cette idée chez Rosa Luxemburg quand elle écrit : «* ***La construction navale et l'armement militaires constituaient en eux-mêmes l'affaire la plus colossale de la grosse industrie allemande****, et, en même temps, ils ouvraient des perspectives infinies au capital des cartels et des banques qui brûlait d'étendre ses opérations au monde entier. » (Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie, op. cit.). Mais,* ***sans l'entrée en guerre à court terme, cette croissance « droguée » se serait très vite épuisée, et une crise majeure aurait éclaté****, dont on percevait déjà les prémices : les États-Unis connaissent une récession au début de l'année 1914, l'Allemagne est confrontée à une surproduction majeure et la France connaît une faible croissance* ». (Monbars, *ibid.*) Cela ne nous surprend pas que le camarade C.Mcl n'ait même pas essayé de répondre à cet argument, il démontre toute la futilité de ses propres analyses.

2°) **en France et aux États-Unis**, pays vainqueurs de la guerre, une hausse du taux de profit est consécutive à la guerre. Concernant la France, C.Mcl le confirme lui-même dans ses propres articles, il n'y a donc pas débat. Pour les États-Unis, C.Mcl commence par commettre une grave erreur historique en prétendant que, les États-Unis n'entrant en guerre qu'en 1917, la hausse du taux de profit observable à partir de 1915 ne pourrait donc être imputée à la guerre. Cet argument est faux pour la simple et bonne raison que les États-Unis ont largement profité de l'entrée en guerre des pays européens. Ainsi, les exportations vers les pays européens sont passées de 824,8 millions de dollars en 1913 à 2,25 milliards de dollars en 1917[5]. De même, entre 1914 et 1917, la production industrielle a augmenté de 32 % et le PNB d'environ 20 %[6]. Quant à l'industrie sidérurgique américaine, confrontée à une baisse des profits lors de la récession de 1913-1914, la demande accrue pour les biens militaires coïncida avec une période de forte productivité qui permit d'atténuer drastiquement la période de faible croissance due à la récession[7]. C'est d'ailleurs ce qu'affirme C.Mcl dans son le numéro 8 de *Controverses* : « ***Le taux de profit était en pleine croissance lors de l'entrée en guerre des États-Unis*** *(1917). Ce redressement ne résulte aucunement d'une dévalorisation du capital fixe mais d'une double opportunité : des* ***exportations de matériel de guerre à destination de l'Europe à partir de 1915 (faisant redémarrer l'indice de l'activité industrielle*** *qui stagnait entre 1910 et 1914)* » (*Controverses*, n°8, p. 39). Son second argument est donc ridicule : au lieu de partir de 14,1 % en 1915-1919, où l'effet positif de la vente d'armements se fait déjà sentir, C.Mcl aurait donc dû partir de 10,8 % en 1910-1914. La hausse du taux de profit à 14,8 % est donc bien significative. Ce que C.Mcl n'a pas compris, c'est que ce ne sont pas nécessairement les destructions de son propre pays qui permettent un nouveau cycle d'accumulation mais également celles des autres pays, qui ouvrent un immense champ d'investissement, ce qui fut le cas pour les États-Unis lors des deux guerres mondiales, et le sera sans aucun doute lors de la reconstruction en Ukraine.

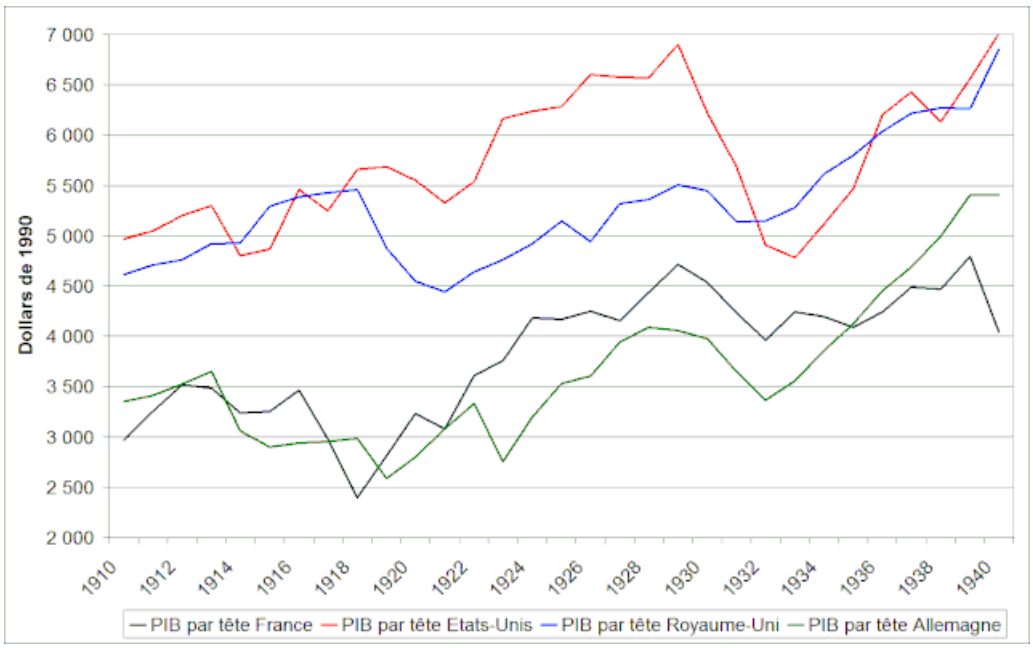
Dans la mesure où C.Mcl consacre une partie importante de la deuxième partie de sa réponse à la situation américaine lors des *Roaring Twenties*, nous allons à notre tour démontrer en quoi cette période démontre l'existence d'une période de reconstruction.

C.Mcl admet à demi-mot la période de reconstruction des années 1920

Tout d'abord, il nous faut souligner le caractère purement arbitraire des chiffres retenus par C.Mcl. Il ne s'agit pas pour nous de les nier mais bien de réfuter le choix des séquences historiques. La période de reconstruction post-Première Guerre mondiale se limitant à la période 1921-1929, il est absurde de prendre pour base la période 1913-1950 pour la confronter aux autres périodes et en déduire que c'est la pire période de l'histoire du capitalisme. Comment pourrait-il en être autrement avec deux guerres mondiales, deux crises d'immédiat après-guerre (1918-1921 et 1944-1948) et la plus grande crise dans l'histoire du capitalisme (la crise de 1929) ? Le fait que C.Mcl ne soit même pas posé la question nous laisse pantois …

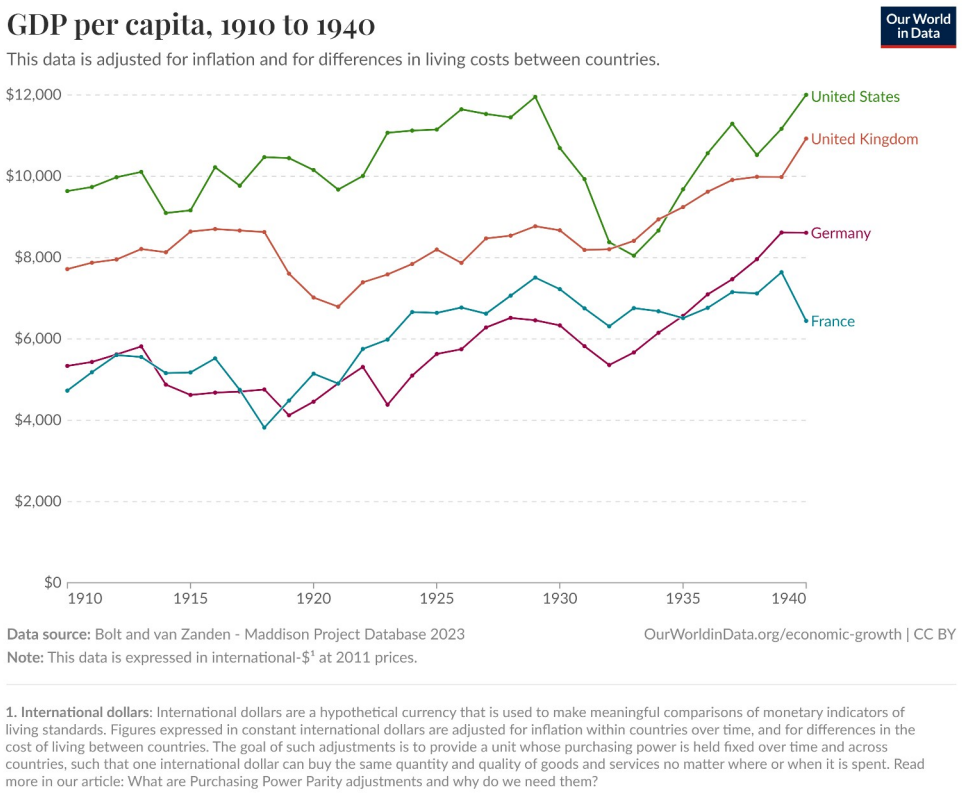
En ce qui nous concerne, nous avons essayé d'identifier des données plus précises que celles données par C.Mcl. Ainsi, concernant le PIB par habitant, nous obtenons les chiffres suivants :
*pour la France : environ 3300 dollars en 1914 contre 4500 dollars en 1929 ;
*pour les États-Unis : environ 4800 dollars en 1914 contre plus de 6500 dollars en 1929 ;
*pour le Royaume-Uni : environ 4900 dollars en 1914 contre environ 5400 dollars en 1929 ;
*pour l'Allemagne : environ 3400 dollars en 1914 contre un peu plus de 4000 en 1929

5 Ira Krakow, « World War I - The Most Unpopular War In Our History [archive] »
6 Global Financial Data, « Industrial Output 1909–1930 [archive] »
7 Robert D. Cuff et Melvin I. Urofsky, « The Steel Industry and Price-Fixing during World War I », *The Business History Review*, vol. 44, no 3, automne 1970, p. 291–306



PIB par tête en dollar de 1990 dans l'entre-deux-guerre en France, Allemagne, Royaume-Uni et États-Unis
Source :
https://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/thumb/a/a1/PIB_par_habitant_entre_deux_guerre.gif/640px-PIB_par_habitant_entre_deux_guerre.gif

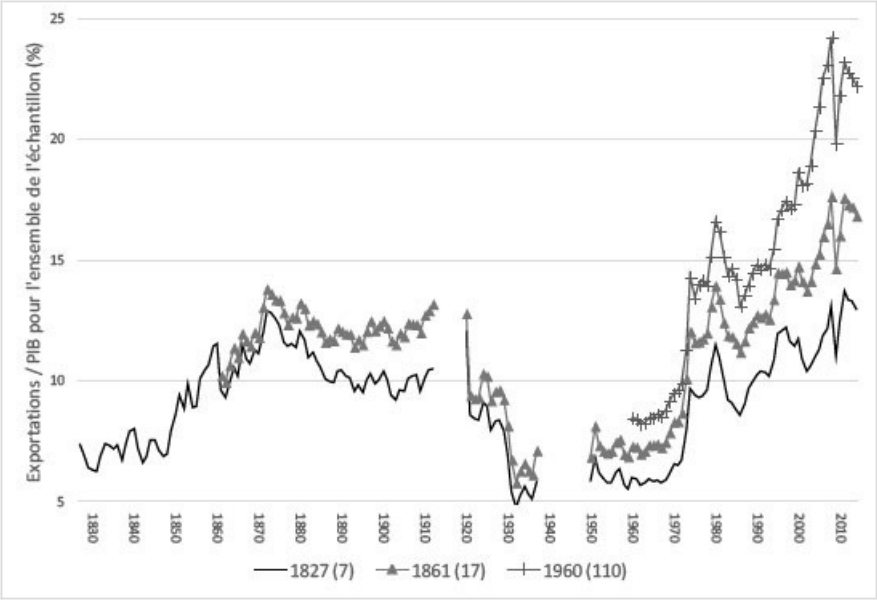
Ainsi, pour chacun de ces quatre pays, le PIB par habitant est **systématiquement** supérieur en 1929, à l'issue de la période de reconstruction, qu'en 1914, à la veille de la guerre et point d'aboutissement d'une période que tout le monde s'accorde pourtant à présenter comme un âge d'or du capitalisme. Bien que les chiffres varient dans le graphique suivant, les tendances sont identiques.



D’après ce graphique, aux États-Unis, le PIB par habitant passe de 10 000 dollars en 1913 à 12 000 dollars en 1929 (notons au passage qu'il faut à nouveau attendre la Seconde Guerre mondiale pour que le PIB par habitant retrouve puis dépasse le niveau de 1929). Sur la même période, il passe de 8200 dollars à 8800 dollars au Royaume-Uni ; de 5500 dollars à 7500 dollars en France et de 5800 dollars à 6500 dollars en 1929 en Allemagne.

Si l’on prend maintenant la production industrielle aux États-Unis, on constate qu’elle connaît une hausse de 50 % sur la période 1920-1929, selon les chiffres de Bertrand Blancheton, déjà mentionnés dans le premier courrier et auquel nous renvoyons.

Quant au commerce, la synthèse proposée par Stéphane Becuwe et Bertrand Blancheton[8] montre que le niveau du commerce mondial dans les années 1920 a bien diminué par rapport à la période antérieure à la Première Guerre mondiale, mais qu’il reste sensiblement supérieur à celui des décennies suivantes, marquées par la crise de 1929, la guerre et les politiques protectionnistes. Il faut d’ailleurs attendre les années 1970 pour que les échanges commerciaux s’intensifient et rattrapent puis dépassent les chiffres atteints dans les années 1920.



Coefficients d’ouverture commerciale pour différents échantillons de pays entre 1827 et 2014
Source : Hugot J et Fouquin M, « Back to the future : trade costs and the two globalizations, 1827-2014 », CEPII Working Paper, n°2016-13.

Le « bain de jouvence » se limite donc à la période 1921-1929, il est certes restreint (personne ne le nie), ce qui explique le fait qu’une seconde guerre soit survenue seulement 25 ans après la fin de la précédente, mais il n’en a pas moins existé, indépendamment de ce que pourra en dire C.Mcl, en mobilisant, de façon pour le moins baroque, plusieurs auteurs.

Précisons d’abord que, contrairement à C.Mcl, nous trouvons ridicule de remettre en question les auteurs mobilisés dans ce débat. Dans la mesure où la vérification par les pairs a eu lieu (seule forme de contrôle dans la science bourgeoise), il n’y a pas lieu de remettre en question les données présentées. De façon générale, nous nous plaçons sur le terrain de notre contradicteur et nous nous confrontons aux auteurs qu’il choisit. Toute autre méthode ne constitue en réalité qu’une échappatoire pour refuser de répondre aux vrais arguments, il est en effet tellement plus simple de nier le problème en délégitimant les arguments adverses …

8 Becuwe, S. et Blancheton, B. (2017). 1. Les Grandes Phases de L’histoire du Commerce International. *Regards croisés sur l'économie*, 21(2), 11-21. https://doi-org.proxy.rubens.ens.fr/10.3917/rce.021.0011.

La méthode de C.Mcl est donc la suivante : reproduire des titres de chapitre ou des quatrièmes de couverture … c'est tout. Ils se suffisent à eux-mêmes, nul besoin de les commenter, de les appuyer par d'autres références ou de les expliquer. Méthode bien peu rigoureuse que voilà … Ainsi, qu'apprenons-nous ? *« un entre-deux-guerres troublé* ». C'est effectivement un euphémisme, mais en quoi cela s'applique aux *Roaring Twenties* ? C'est là un mystère. Poursuivons. « *Les années 1919-29 : un après-guerre troublé et des années de prospérité non généralisée »*. Nous l'admettons aisément puisque c'est le cas d'un pays aussi important que l'Allemagne, comme nous l'avons montré dans notre premier courrier. Et enfin : « *Les années 1929-1939 : crise, dépression et désordres des relations économiques internationales* ». À nouveau, nous sommes d'accord, la crise de 1929 marque la fin de la période de reconstruction et ouvre un nouveau cycle. Nous sommes donc parfaitement d'accord avec Paul Bairoch et nous félicitons le camarade C.Mcl pour cette brillante (?) réfutation à coups d'intertitres. Le second auteur mobilisé est Angus Maddison. Le problème est que, tout comme C.Mcl avec les données précédemment commentées, il étudie la période 1913-1950. Dès lors, quoi d'étonnant si les deux guerres mondiales et la crise de 1929 sont à l'origine d'une « *période désolée, pendant laquelle les potentiels d'accélération de la croissance ont été mis à mal par des catastrophes en série* » ? (Angus Maddison, *L'économie mondiale 1820-1992*, 1995, OCDE, p.68). Ensuite, il mobilise Adam Tooze. Nous n'avons pas eu l'occasion de lire son ouvrage mais les citations que donne C.Mcl de sa quatrième de couverture et d'une recension de presse (!) ne sauraient nous convaincre de notre erreur. Nous y apprenons ainsi que les sociétés « *chancellent* » avec la guerre, ce que C.Mcl voudrait nous présenter comme une réfutation en règle de notre thèse d'un bain de jouvence … nous y apprenons également que l'économie est toute réorientée vers une économie de guerre, *« sapant toute entreprise économique et politique* » et enfin que la stabilisation de l'économie mondiale après la guerre a été toute relative. En soi, une série d'évidences que tout le monde partage mais qui ne sont que d'un intérêt très limité (c'est un euphémisme) pour le débat qui nous occupe.

Son quatrième auteur est Fritz Sternberg. Comme de coutume, nous affirmons notre accord total avec lui. Quand il écrit que « *le début de la 1ere GM coïncide avec la fin de l'ascension presque ininterrompue du capitalisme* » (Fritz Sternberg, *Le conflit du siècle*, 1958, édition du Seuil, p.251), nous pensons exactement comme lui, c'est d'ailleurs une thèse classique du mouvement révolutionnaire, que nous continuons de défendre aujourd'hui. C'est pour cette raison que Bordiga présente la période actuelle de la façon suivante : « *Les guerres impérialistes mondiales démontrent que la crise de désagrégation du capitalisme est inévitable du fait que celui-ci est entré définitivement dans la période où son* ***expansion n'exalte plus historiquement l'accroissement des forces productives****, mais lie leur accumulation à des destructions répétées et croissantes*. » (Thèses caractéristiques du parti, 1951) De même, quand Sternberg nous dit que « *la période entre les deux guerres mondiales reflète dans l'ensemble, malgré une* ***remontée temporaire assez intense****, une situation de stagnation, de dépression et de crise* » (Fritz Sternberg, *ibid.*), il défend la même thèse que nous et que nie C.Mcl.

C.Mcl, jamais avare d'un bon mot, nous assène la critique suivante : « *Monbars confond court, moyen et long terme, puisqu'il compare notre appréciation sur trois décennies – les Trente désastreuses – aux – Vingt rugissantes – qui se sont limitées à sept années tout au plus* ». Est-ce notre faute si, pour nier la période de reconstruction post-Première Guerre mondiale, C.Mcl mobilise la notion de Trente désastreuses ? C'est précisément par le choix d'une amplitude chronologique aussi étendue qu'il cherche à dissimuler la réalité de la période, « *temporaire »* mais « *intense »*, de reconstruction du capitalisme.

En définitive, bien peu d'arguments solides nous sont présentés par C.Mcl pour nier la période de reconstruction des années 20. Il se contente de la noyer dans toute la période tumultueuse des deux guerres mondiales et de la crise de 1929 dans l'espoir que cela suffira à infirmer notre thèse. En

réalité, ce n'est pas le cas : aussi bien les chiffres du taux de profit que les auteurs mobilisés confirment ce « bain de jouvence » pour les principales puissances économiques dans les années 1920.

Après cette parenthèse sur les *Roaring Twenties*, reprenons l'argumentation générale de C.Mcl sur l'évolution du taux de profit.

3°) **en Angleterre et en Allemagne**, pour des raisons évoquées dans notre premier courrier, la Première Guerre mondiale n'aboutit pas à une hausse du taux de profit. C.Mcl ne se préoccupe pas du cas britannique, et cherche à nous mettre en difficulté sur le cas allemand. Étudions d'un peu plus près ses arguments. Voici ce que dit C.Mcl : « 1- *Le taux de profit n'était pas en chute libre, ni avant 1914, ni avant 1945. Certes, il diminuait depuis 1870, mais il était encore historiquement très haut, s'était stabilisé depuis 1901 et connaissait même des remontées entre 1901 et 1913 juste avant la première Guerre Mondiale*. » (C.Mcl, *ibid.*) Nous avons déjà répondu au premier argument en montrant que c'est la tendance historique qui est fondamentale, la baisse agissant comme aiguillon de la surproduction, et donc de la course impérialiste aux marchés, et que la remontée avant 1914 s'expliquait par cette économie « droguée », prodrome traditionnel des entrées en guerre. Son deuxième argument est le suivant : « *la 1e GM ne débouche pas sur une phase de prospérité mais sur une crise et une chute drastique du taux de profit durant quatorze ans puisqu'il est divisé par deux entre la fin de la guerre et 1932*. » (*idem*) Or, si C.Mcl avait fait l'effort de nous lire, il aurait constaté que nous répondions déjà à cet argument quand nous écrivions : « *Le* ***poids des réparations du traité de Versailles et les conséquences de la Première Guerre mondiale ont plongé l'économie allemande dans une stagnation durant les années 1920***. ***Oui, l'Allemagne a été handicapée par la guerre de 1914****, personne ne le nie. Il nous faut donc rappeler pour la énième fois au camarade C.Mcl que lorsque nous affirmons que le capitalisme se régénère par les destructions militaires, c'est vrai au niveau du capital global et pas nécessairement au niveau de chaque capital national, cela dépendra d'une série de facteurs conjoncturels comme la victoire ou la défaite lors de la guerre ou encore l'adhésion à tel ou tel bloc (par exemple l'Allemagne de l'Ouest bénéficie du Plan Marshall pour favoriser son ancrage dans le bloc occidental).* » (Monbars, *ibid.*) Le camarade C.Mcl a beau jeu de dire que notre capital global se limite à la seule France, il a en réalité effacé tout simplement une partie entière de notre argumentation que nous sommes donc obligés de reproduire : *Plus largement, à partir de 1922 et jusqu'en 1929, le monde bénéficia d'une* ***longue phase d'expansion économique*** *[…] avec toutefois deux récessions mineures, en 1924 et 1927, et selon un rythme différent selon les pays. Certes, l'Allemagne a traversé une crise économique persistante entre 1918 et 1932, tandis qu'au Royaume-Uni, la croissance est restée modérée tout au long des années 1920. En revanche, la situation était bien différente en France et aux États-Unis. En France, la décennie 1920 a été marquée par une forte hausse de la productivité et une accumulation sans précédent, plaçant l'industrie française au premier rang européen en termes de croissance. Aux États-Unis, la période de guerre puis les années 1920 on été synonyme d'expansion économique soutenue. Alors que le pays était en récession au début du conflit, la forte demande en provenance des nations ravagées par la guerre (notamment pour les denrées alimentaires et les munitions) a déclenché un boom prolongé. Ainsi, entre décembre 1914 et août 1918, le National Bureau of Economic Research a enregistré une phase d'expansion de 44 mois, entraînant une forte baisse du chômage, qui est passé de 7,9 % en 1914 à 1,4 % en 1918. Parallèlement, l'augmentation des dépenses fédérales a stimulé l'économie. En janvier 1917, celles-ci représentaient 2,2 % du produit national, mais dès l'entrée en guerre des États-Unis en avril 1917, elles ont fortement augmenté, atteignant 32,4 % du PNB en janvier 1919. Sur l'ensemble de l'année 1918, un cinquième des ressources du pays a été alloué à l'effort de guerre ».* ***Cette dynamique profitable pour le capital est également visible au niveau de la production d'acier****, indicateur par excellence de la puissance industrielle.* » (*idem*) Rappelons au passage que notre insistance sur les États-Unis est bien légitime dans la mesure où ce pays est responsable de près de la **moitié** de la production totale mondiale après la Première Guerre

mondiale[9]. Nous en profitons pour souligner une amusante erreur du camarade C.Mcl dans sa réponse. Nous avions reproduit un tableau mettant en évidence les investissements extérieurs des États-Unis avant et après la guerre. Alors qu'ils n'étaient que de 3,5 milliards de dollars en 1913, ils passent à 6,5 en 1919, soit une multiplication par presque deux ! Cette formidable prospérité se faisait au détriment du Royaume-Uni qui, quant à lui, voyait des investissements passer de 18,3 milliards en 1913 à 15,7 en 1919. C.Mcl, au lieu de comprendre que ces chiffres prouvent à quel point la guerre a ouvert « *un immense champ d'accumulation* » pour le capital américain, fait l'erreur d'additionner les données pour y montrer que la somme des dépenses extérieures du Royaume-Uni et des États-Unis est à peu près identique en 1913 et 1919. Il passe donc complètement à côté de l'interprétation correcte du tableau alors même que la source dont nous l'avions tiré et nos propres explications ne laissaient pas le moindre doute à ce sujet ...

C.Mcl nous dit également : « *Quant à la veille de la seconde Guerre Mondiale, ce taux de profit n'est pas déclinant mais en hausse spectaculaire !* » (C.Mcl, *ibid*.) Une fois encore, le camarade C.Mcl fait semblant de ne pas comprendre. Nous avons expliqué cette remontée soudaine du taux de profit en Allemagne antérieure à la guerre, précisément par la mise en place d'une économie de guerre. Ainsi, nous disions : « *Cette stagnation, aggravée par la crise des années 1930 favorise la montée du nazisme. Ce dernier a ensuite orienté l'économie vers la* ***préparation à la guerre****, planifiant méthodiquement sa croissance. Dès 1933, les* ***dépenses militaires allemandes augmentent fortement****, atteignant 18 % du produit national net en 1938. En 1939, la production dépasse d'un tiers son niveau de 1929, plaçant l'Allemagne au* ***deuxième rang économique mondial****. Le régime nazi* ***accélère l'essor du capital industriel et financier****, consolidant les Kartelle, qui jouent un rôle central dans le « miracle allemand » après 1945* ». (Monbars, *ibid*.) Et, un peu plus loin, nous expliquions pourquoi, avec une telle économie droguée aux dépenses d'armement, il était **inévitable** que la guerre ait lieu : « *En réalité, l'endettement public ou les dépenses d'armement ne sauraient suffire à surmonter la crise, ils ne font que repousser le problème, que freiner la tendance à l'approfondissement de la crise.* ***Sans l'éclatement de la guerre en 1939, l'économie serait rentrée dans une crise encore plus ruineuse, comme le prouve l'exemple allemand. En effet, les bons Mefo instaurés par le président de la Banque centrale allemande, Hjalmar Schacht ont permis au Reich allemand d'enregistrer un déficit plus important qu'il n'aurait pu le faire autrement et de repousser le problème d'épuisement des fonds de l'État****. Cette économie de guerre « droguée » ne pouvait avoir que deux conséquences :* ***la crise résultant de cette croissance artificielle ou la guerre****.* » (*idem*)

Passons maintenant au New Deal qui constitue l'idée fixe du camarade C.Mcl. Il affirme que « *Monbars efface : (a) la crise de 1929 ; (b) ainsi que le formidable redressement AVANT la 2e GM qui le gêne ; (c) et efface aussi le fait que ce redressement est bien dû au New Deal puisque ce taux double ensuite en repassant à 12,4 % en 1935-39 ! Pour preuve, le graphique n°2 de Maïto (que Monbars s'est également bien gardé de reproduire), qui montre bien que le taux de profit part de 2 % en 1933 et qu'il se redresse donc spectaculairement AVANT la 2e GM.* » (C.Mcl, *ibid.*) Passons sur l'argument inepte selon lequel nous aurions dissimulé l'impact de la crise de 1929 sur le taux de profit. Tout le monde sait qu'une crise impacte défavorablement le taux de profit. Notre argument consistait en réalité à dire que, malgré le New Deal, les États-Unis ne sont pas parvenus à revenir au niveau du taux de profit de 1929. En effet, alors que celui-ci était de 15,3 % en 1925-1929, il n'est que de 12,4 % en 1935-1939. C'est bien la guerre qu'il faut attendre pour que le taux de profit non seulement rattrape le niveau de 1929 mais même le dépasse pour atteindre 25,4 % en 1940-44. S'il est vrai que le New Deal a permis provisoirement de surmonter la crise, cette reprise n'est pas durable comme le prouve la crise de 1937-1938. Notons que même Drogo, héroïque supplétif du camarade C.Mcl dans sa lutte révisionniste, est obligé de reconnaître que l'économie de guerre a relancé l'économie américaine à partir de 1939 : « *Dès 1939,* ***les États-Unis profitent du réarmement des Alliés en leur fournissant des armes et du matériel****, mais ils ne sont pas encore*

9 https://www.thebalancemoney.com/roaring-twenties-4060511

directement engagés dans le conflit. ***L'industrie tourne à plein régime*** *sans subir les destructions que connaissent l'Europe et l'Asie.* ***C'est précisément cette position d'« arsenal des démocraties » qui permet aux États-Unis de stimuler leur production industrielle sans avoir à reconstruire un pays ravagé par la guerre***. » (Drogo, « Réponse au courrier des lecteurs de Monbars ») Pour le prouver, il cite la littérature existante, notamment Skidelsky, Robert. *Keynes: The Return of the Master* (2009) et Kennedy, Paul. *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000* (1987). Nous passerons sur sa distinction absurde entre économie de préparation à la guerre et économie de guerre qui, quoiqu'il en dise, ne change absolument rien quant à la perspective que nous défendons.

Dans la deuxième partie de sa réponse, C.Mcl consacre de longues pages au New Deal, au-delà de la seule question du taux de profit. Examinons ce qu'il a à dire et qui, comme le lecteur pourra aisément le constater, apparaît bien peu marxiste.

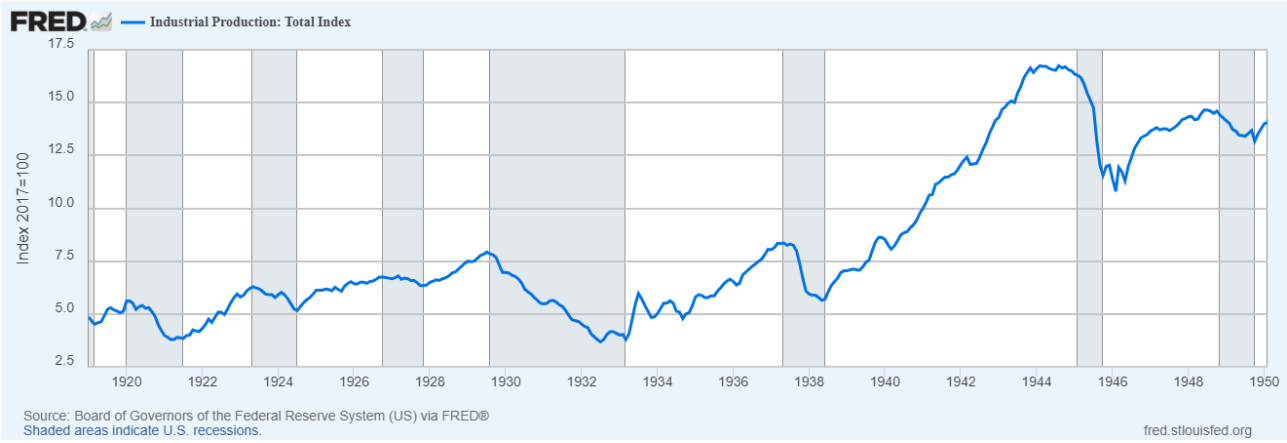
Marxisme ou keynésianisme ?

C.Mcl est sans aucun doute le meilleur défenseur posthume du président Roosevelt. Tout ce qui a réussi aux États-Unis est de son fait, tout ce qui a échoué l'a été parce qu'on l'a contraint à renoncer à ses projets. Nous allons voir que cet éloge du New Deal est bien déplacé.

Nous commençons par un argument qui révèle plus que tout autre que C.Mcl n'a absolument pas compris notre thèse. Mais sans l'avoir compris, il n'en a pas moins consacré un numéro de *Controverses* et deux courriers de 50 pages … *Ignorantia non est argumentum* mais peut-être C.Mcl nous répondra-t-il que *quod licet Iovi, non licet bovi*.

C.Mcl a beau s'obstiner à multiplier les graphiques, les formules mathématiques et les tableaux à entrées multiples, il ne parviendra pas à effacer les réalités objectivement mesurables suivantes : il faut attendre 1939 et l'économie de guerre pour que les principaux indicateurs économiques puissent retrouver le niveau de 1929 et il ne faudra pas moins d'une guerre pour qu'ils dépassent durablement leur niveau de 1929.

C'est le cas de la production industrielle : d'après les données officielles de la FRED, pour une base 2017 = 100, la production industrielle est de 7,822 en juin 1929. Ce niveau est certes légèrement dépassé au printemps 1937 avec 8,360 en mai 1937, mais il décline immédiatement du fait de la récession pour atteindre 5,699 en juin 1938. Il faut attendre novembre 1939 pour que la production industrielle retrouve le niveau de 1929 et l'été 1940 pour qu'elle dépasse le niveau de 1929. Si le camarade C.Mcl nous rétorque que le taux de croissance de la production industrielle est supérieur sur la période 1933-1939, nous lui répondrons que cela ne saurait démontrer la sortie de crise mais seulement cette réalité banale que plus le point de départ est bas, plus le rythme de la croissance est élevé avant de ralentir progressivement (c'est d'ailleurs sur cette évidence banale que se fonde notre analyse du « bain de jouvence » mais il n'est pire sourd …) ;



C'est également le cas du chômage : il est de 5 % en 1929 contre 15 % en 1939, comme nous le montrions dans notre premier courrier. Quant à 1945, il est désormais largement inférieur à 5 %.

Même chose pour le PIB : pour l'indice 1929 = 100, il faut attendre 1939 pour que le niveau de 1929 soit légèrement dépassé, comme nous le montrions dans notre premier courrier.

D'après les chiffres du BEA[10], le produit national net est de 95 milliards en 1929. Il est de 49,4 milliards à sont point le plus bas en 1933. En 1939, il est légèrement inférieur à 84 milliards et il faut attendre 1941 pour que celui-ci non seulement rattrape mais dépasse le niveau de 1929 avec un peu moins de 118 milliards. En 1945, à la fin de la guerre, il est désormais de 205 milliards.

NB : les chiffres ne sont pas identiques à ceux du camarade C.Mcl. Malheureusement, le lien qu'il propose ne renvoie pas vers les bonnes données. Nous avons donc été contraints de reprendre d'autres données à partir de la même référence (BEA). De grâce, qu'il nous pardonne d'avoir péché …

Concernant les salaires, d'après les mêmes données du BEA[11], ils sont de 50 milliards en 1929. En 1933, ils sont de 29 milliards. En 1939, ils sont de 46 milliards. Une fois encore, il faut attendre 1941 pour que le chiffre soit atteint et dépassé avec 62 milliards. En 1945, ils atteignent même 117 milliards.

Quant à la plus-value, elle est de 95 – 50 = 45 milliards en 1929. En 1933, elle est de 49,4 – 29 = 20,4 milliards. En 1939, elle est de 84 – 46 = 38 milliards, soit un niveau toujours inférieur à celui de 1929. À nouveau, il faut atteindre 1941 pour dépasser le niveau de 1929 avec une plus-value de 118 – 62 = 56 milliards. Enfin, en 1945, elle est de 205 – 117 = 88 milliards. Comme pour la production industrielle, il est clair que le rythme de croissance annuel de la plus-value sera évidemment supérieur au début de la période, du fait du faible point de départ mais cela ne démontre en rien que le New Deal a permis de sortir de la crise de 1929 et de renouer avec la prospérité antérieure.

En définitive, tous les principaux indicateurs économiques montrent que le New Deal n'est pas parvenu à relancer durablement l'économie américaine et qu'il faut au contraire attendre l'économie

10 https://apps.bea.gov/iTable/?reqid=19&step=2&isuri=1&categories=survey#eyJhcHBpZCI6MTksInN0ZXBzIjpbMSwyLDMsM10sImRhdGEiOltbImNhdGVnb3JpZXMiLCJTdXJ2ZXkiXSxbIk5JUEFfVGFibGVfTGlzdCIsIjQzIl0sWyJGaXJzdF9ZZWFyIiwiMTkyOSJdLFsiTGFzdF9ZZWFyIiwiMTk0NiJdLFsiU2NhbGUiLCItOSJdLFsiU2VyaWVzIiwiQSJdXX0=

11 https://apps.bea.gov/iTable/?reqid=19&step=2&isuri=1&categories=survey#eyJhcHBpZCI6MTksInN0ZXBzIjpbMSwyLDMsM10sImRhdGEiOltbImNhdGVnb3JpZXMiLCJTdXJ2ZXkiXSxbIk5JUEFfVGFibGVfTGlzdCIsIjE4NiJdLFsiRmlyc3RfWWVhciIsIjE5MjkiXSxbIkxhc3RfWWVhciIsIjE5NDgiXSxbIlNjYWxlIiwiLTYiXSxbIlNlcmllcyIsIkEiXV19

de guerre puis la guerre pour obtenir ce résultat. C'est d'ailleurs également l'analyse du camarade Drogo, que C.Mcl appuie donc mal à propos.

S'obstinant dans l'erreur, C.Mcl continue de nous chercher querelle sur la crise de 1937-38. Selon lui, puisque nous prenons appui sur la crise de 1938 pour remettre en question l'efficacité du New Deal, alors nous devrions rejeter la prospérité d'après-guerre car il y a eu une crise de même ampleur en 1920-21 et une autre en 1944-46. C.Mcl ne comprend donc pas que notre thèse est précisément que la guerre est suivie **immédiatement** d'une crise, qui s'explique par les destructions, le chômage, la nécessité de reconvertir l'économie de guerre et de démobiliser les prolétaires présents sur le front et que c'est seulement après cette courte période de transition que le nouveau cycle d'accumulation peut s'enclencher. Dès lors, ces deux crises, loin d'annuler le bain de jouvence (il aurait pour cela fallu qu'elles aient lieu pendant celui-ci et non pas avant), le précèdent. Les Thèses sur la situation mondiale du troisième congrès de l'IC ne disent d'ailleurs pas autre chose sur la crise immédiatement consécutive à la Première Guerre mondiale : « *La période de cessation du massacre prolongé pendant quatre années,* ***période de démobilisation et de transition de l'état de guerre à l'état de paix***, ***inévitablement accompagnée d'une crise économique***, *conséquence de l'épuisement et du chaos de la guerre*. » (« Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale communiste », 3e congrès de l'Internationale communiste, 1921) De même, on retrouve chez Christian Rakovsky les lignes suivantes : « *Qu'en était-il alors ? Nous pouvons classer ces difficultés en deux catégories : […] Dans le domaine économique et financier, les États capitalistes devaient d'abord opérer la* ***transition d'une économie de guerre a une économie de paix***. *Les usines auparavant dédiées a l'industrie militaire se voyaient assigner de* ***nouvelles tâches*** *: là où l'on produisait des avions, des mitrailleuses ou des canons, il fallait désormais fabriquer des avions civils, des tracteurs ou des charrues*. » (Christian Rakovsky, « La crise du capitalisme à notre époque », 1925, disponible en ligne sur marxists.org)

Nous nous appuierons également sur Paul Mattick pour confirmer la thèse avancée dans notre précédent courrier selon laquelle la crise de 1937-38 confirme la non-viabilité du New Deal, et son incapacité à résoudre la crise historique à laquelle était confrontée le capital américain. Paul Mattick écrit ainsi : « *De notre point de vue, il est presque impossible de parler d'une nouvelle crise, car nous sommes convaincus que l'****ancienne durait encore lorsque la nouvelle dépression fit son apparition****. Dans la mesure où les chiffres signifient quelque chose considérons ceux-ci : en été 1937, la production mondiale excédait de 15 % celle de 1929, si nous y incorporons la Russie, ce que nous faisons bien entendu. Toutefois, cette situation ne fut que de courte durée ;* ***trois mois plus tard, la production mondiale était de nouveau au-dessous du niveau de 1928****.* ***Le travail mondial n'a jamais retrouvé la position de 1929****, et* ***beaucoup de pays, y compris les États-Unis, n'ont jamais atteint le niveau de production d'avant la crise****. »* (Paul Mattick, « Salut à la crise », *Living marxism*, mars 1938, publié en français dans *L'Internationale* N°38, août 1938) Voici comment il explique cette fausse thèse de la prospérité : « *les interventions des gouvernements étaient nécessaires pour créer une interruption dans la crise. Le stimulant qu'en a reçu la production, exprimé matériellement dans les travaux publics et les armements, n'a pu changer le caractère aigu de la crise capitaliste, même dans la période de prospérité. Une reprise réelle ne peut avoir lieu que par une accumulation progressive de capital;* ***une nouvelle reprise ne peut être reconnue que lorsque le nombre des ouvriers occupés augmente progressivement****.* ***L'absence de beaucoup de ces signes, même pendant la période de pleine « reprise », explique notre refus d'aider à célébrer la « nouvelle prospérité.*** *»* (*idem*) Et il donne les chiffres suivants pour le démontrer : « *En quoi donc a consisté cette prospérité?* ***Le niveau de la production industrielle en Amérique a été en 1937 de 9,4 % inférieur au niveau normal****.* ***Celui du revenu national a même été inférieur au niveau de la production****. D'après les chiffres du ministère du commerce, le revenu national distribué en 1937 approchait 67,5 milliards de dollars. Cette somme de 1937 était une fois et demi plus grande que celle de 1933 qui s' élevait à 45 milliards de dollars, mais est restée de* ***14 % environ au-dessous de 1929*** *(78 ,2 milliards). Les salaires étaient en:*

*1929 …. **51.340** millions de dollars*
1933 …..29.349 » «
*1937 …..**44.983** » «*
Les dividendes, intérêts, rentes, réserves industrielles, etc. étaient en :
*1929 …..**26.886** millions de dollars*
1933 …..15.606 » «
*1937 …..**22. 480** » «*
*En acceptant ces chiffres insuffisants, puisqu'on ne dispose pas de meilleurs, il devient clair qu'il n'y avait aucune raison de parler d'une fin de la crise en 1937, même si l'on ne prend pas en considération **l'effroyable armée de chômeurs que la reprise n'a pu réduire**.* » (*idem*)

C'est une preuve de plus que tous les contemporains qui avaient encore une once de marxisme avaient bien perçu le caractère non-durable de la reprise amorcée par le New Deal.

De façon plus consistante, C.Mcl cherche également à nier le rôle de l'économie de guerre dans la sortie de la crise. Il nous invite donc à préciser notre analyse. Nous savons bien que la clause *Cash and Carry* prend effet à partir du 4 novembre 1939. Nous n'avons en rien antidaté comme le prouve cette citation de notre premier courrier : « *Si l'économie américaine parvient à sortir de la crise de 1938, c'est d'abord par les crédits alloués au réarmement des puissances européennes (cash and carry) qui permettent à l'économie américaine d'atteindre un niveau historique de production, du fait notamment des 5 milliards de dollars que la Grande-Bretagne a versés en commandes d'armes **entre 1939 et 1940***. » Nulle part, il n'est fait mention que la clause *Cash and Carry* aurait été en vigueur avant 1939. Passons donc sur ce nouveau mensonge. Mais puisque le camarade C.Mcl souligne à raison, que la sortie de crise commence dès mai-juin 1938, soit avant la clause *Cash and Carry*, il importe donc d'analyser un peu plus finement les causes et les issues de cette crise. C.Mcl, tout comme Drogo, nous donnent une explication bassement politicienne de la crise : Roosevelt était génial, le New Deal marchait excellemment mais les méchants capitalistes privés arriérés ont tout gâché et l'ont forcé à renoncer. C'est ici une pure et simple reprise de la thèse keynésienne, comme le prouve ce passage de Paul Mattick : « *Entre-temps, le New Deal, issu d'une évolution pragmatique, trouvait une justification théorique tardive dans l'émergence de **l'économie keynésienne**. On soutenait désormais que ce n'était pas tant le New Deal que **son application limitée et ses incohérences** qui devaient être tenus responsables de son apparent échec*. » (Paul Mattick, *Economics, Politics and The Age of Inflation*, Chapitre 6 : The Great Depression and the New Deal, 1977) En réalité, les causes de la récession sont bien moins superficielles. Pour les restituer, nous nous appuyons sur le site internet de la FED, Federal Reserve History[12], deux articles de Douglas Irwin[13] et un article de Kenneth D. Roose[14]. Toutes ces sources concordent pour identifier trois causes fondamentales de la récession : une politique budgétaire restrictive, une politique monétaire restrictive et la stérilisation des réserves d'or.

Ces articles commencent par rappeler que la récession de 1937-38 survient à un moment où la reprise économique **était loin d'être achevée** (ce qui confirme les propos de Mattick). Le PIB réel a chuté de 11 % et la production industrielle de 32 %. Loin d'être un épiphénomène, cette récession est la troisième plus grosse récession de l'histoire américaine, derrière celle de 1929 et celle de 1920-1921. Pour Christina Romer, référence régulièrement citée dans les articles, la récession résulte d'un resserrement de la politique budgétaire et de la politique monétaire. Confrontée à un déficit public important et à une forte inflation, l'administration Roosevelt fait le choix de changer de politique budgétaire et de recourir à l'austérité tandis que sur le plan monétaire, la FED prend la

12 https://www.federalreservehistory.org/essays/recession-of-1937-38#:~:text=Lasting%20from%20May%201937%20until,recessions%20of%201920%20and%201929.&text=The%201937%20recession%20occurred%20during%20the%20recovery%20from%20the%20Great%20Depression
13 https://cepr.org/voxeu/columns/what-caused-recession-1937-38 et https://www.nber.org/system/files/working_papers/w17595/revisions/w17595.rev0.pdf
14 https://www.jstor.org/stable/1825772

décision de doubler les réserves obligatoires. Mais ces causes ne suffisent pas à expliquer la gravité de la récession. C'est surtout la stérilisation des réserves d'or, décidée par le Département du Trésor, qui est à l'origine d'une crise d'une telle ampleur. En effet, les réserves d'or constituaient alors 85 % de la base monétaire, et leur variation était donc mécaniquement responsable d'une part importante de la variation de la base monétaire. Ainsi, lorsque l'administration Roosevelt, inquiète de la hausse de l'inflation, décide de stériliser les flux d'or entrants, la base monétaire est gelée à son niveau existant. L'économie commence à vaciller au printemps 1937 avant de s'effondrer à l'automne. En effet, le resserrement monétaire associé à la stérilisation de l'or n'a pas simplement réduit la croissance de la base monétaire de quelques points de pourcentage, mais l'a complètement stoppé. Ce n'est qu'une fois cette politique abandonnée que l'économie américaine parvient à sortir de la crise. Comme l'explique la Federal Reserve History, « *La récession prit fin après que la Fed eut réduit les réserves obligatoires, que le Trésor eut cessé de stériliser les entrées d'or et déstérilisé tout l'or restant, stérilisé depuis décembre 1936, et que l'administration Roosevelt eut commencé à mener des politiques budgétaires expansionnistes.* ***La reprise économique de 1938 à 1942 fut spectaculaire*** *: la production augmenta de 49 %,* ***alimentée par les entrées d'or en provenance d'Europe et par un important renforcement des capacités de défense***[15]*.* »

Certes, la politique budgétaire de l'administration Roosevelt est une cause parmi d'autres de la sortie de crise, mais c'est seulement en conjonction avec la déstérilisation des réserves d'or, l'entrée d'or européen (du fait, notamment, des revendications territoriales d'Hitler sur la Tchécoslovaquie, et donc, de la crainte d'une nouvelle guerre en Europe) et l'économie d'armement qu'une reprise durable devient possible.

La question importante est donc de déterminer l'influence respective de ces différents facteurs dans la sortie définitive de la Grande Dépression. La grande majorité des travaux existants défend la thèse selon laquelle c'est bien la Seconde Guerre mondiale qui permet cette reprise durable. J.R. Vernon affirme ainsi dans son article « World War II Fiscal Policies and the End of the Great Depression » (1994) que ce sont les politiques budgétaires associées à la Seconde Guerre mondiale qui sont devenues le facteur le plus important de reprise à partir de 1940-41, date où le redressement du PNB réel par rapport à 1933 n'était pas encore à moitié achevé (cf tableau suivant).

TABLE 1
PERCENT OF RECOVERY IN REAL GNP ACCOMPLISHED

Row	Projections	By 1940:4	By 1941:4
1	**1923–1927 growth rate**	**46.0**	**86.7**
2	1923–1927 trend	40.0	77.2
3	**1892–1929 trend**	**40.8**	**78.7**
4	1906–1929 trend	50.1	93.9
5	1919–1929 trend	30.1	62.5

Note: The 1940 and 1941 fourth-quarter figures for real GNP were calculated by deflating current-dollar figures with quarterly deflators interpolated between the annual GNP deflator values reported for 1940, 1941, and 1942.
Sources: Romer, "Prewar Business Cycle," pp. 22–23; and U.S. Department of Commerce; *National Income, 1951 Edition*, pp. 207–8, and *National Income and Product Accounts, 1929–82*, p. 327.

Ce tableau présente des estimations de la mesure dans laquelle le PNB réel américain s'est redressé par rapport à son point bas de 1933 au cours des quatrièmes trimestres de 1940 et 1941. Pour

15 https://www.federalreservehistory.org/essays/recession-of-1937-38#:~:text=Lasting%20from%20May%201937%20until,recessions%20of%201920%20and%201929.&text=The%201937%20recession%20occurred%20during%20the%20recovery%20from%20the%20Great%20Depression

chaque période, Vernon estime le déficit du PNB réel effectif par rapport au PNB réel potentiel et calcule le pourcentage du déficit récupéré au cours des quatrièmes trimestres 1940 et 1941. Pour les chiffres de la ligne 1, celle qui nous intéresse ici, il projette le taux de croissance du PNB réel de 1923 à 1927 jusqu'en 1942. Selon ces calculs, en 1933, point bas de la dépression, la production réelle représentait 62,4 % du PNB réel potentiel, ce qui laissait un déficit de 37,6 %. Au quatrième trimestre 1940, le déficit était tombé à 20,3 %, de sorte que le pourcentage du déficit récupéré était de 46 % ; il restait donc 54 % de la reprise à accomplir. Au quatrième trimestre 1941, il ne manquait plus que 13,3 %.

Cela fait dire à Vernon que « *ces résultats font de 1941 l'année cruciale pour la question qui nous occupe. Si les politiques budgétaires de la Seconde Guerre mondiale étaient devenues le facteur le plus important de la reprise en 1941, leur rôle dans la fin de la Grande Dépression a été* ***bien plus important que de simplement terminer une reprise déjà largement achevée*** *: elles ont été le facteur principal de la réalisation de toute la dernière moitié de la reprise*. »

En outre, il n'attribue pas moins de 80 % de l'augmentation du PNB réel en 1941 aux dépenses fiscales liées à la Seconde Guerre mondiale (cf tableau suivant).

TABLE 4
CONTRIBUTION OF WORLD WAR II FISCAL POLICIES TO 1941 INCREASE IN REAL GNP
(billions of 1940 dollars)

	1941	1940 Lagged	1940–1941 Total
Contribution of changes in:			
Federal purchases of goods and services	13.7632	0.0495	13.8127
Net personal tax rate	−0.3331	−0.0734	−0.4065
Corporate tax rate	−0.0568	−0.1199	−0.1767
Excises and social insurance tax rate	−0.1135	−0.0267	−0.1402
Total contribution			13.0893
1941 Increase in real GNP			16.10
Contribution as percent of 1941 increase in real GNP			81.30

Dans la mesure où la méthode employée par Vernon pour obtenir ce tableau est relativement complexe, nous renvoyons le lecteur intéressé à l'article cité. Contentons-nous de reproduire sa conclusion selon laquelle « *les politiques fiscales de la Seconde Guerre mondiale ont fait bien plus que simplement compléter une reprise déjà largement accomplie : elles ont été,* ***pendant plus de la moitié de la reprise, le principal facteur déterminant dans le rétablissement du plein emploi***[16]. » Nous constatons que ces données indiquent une tendance exactement opposée à celle de C.Mcl. Dans la mesure où celui-ci ne donne pas la source de ses chiffres à la page 14 de sa réponse n°2, il ne nous est pas possible d'identifier la source de son erreur.

Ainsi, sans nier que d'autres raisons ont permis la reprise, nous pouvons constater que les différentes analyses réalisées par les économistes bourgeois permettent de déterminer que plus de la moitié de la récupération peut être expliquée par l'économie de guerre, ce qui ne fait que démontrer, avec une autre méthodologie, la thèse marxiste classique de la guerre comme « solution » de la bourgeoisie à ses contradictions. Quant aux autres arguments, nous nous contentons de renvoyer le lecteur à notre premier courrier. Il constatera que la grande majorité des travaux défendent la thèse d'une relance de l'économie américaine par l'économie de guerre. Nous le renvoyons aussi à la

16 https://www.jstor.org/stable/2123613

réponse du camarade Drogo qui souligne également le rôle de l'économie « de préparation à la guerre » (confuse terminologie qu'il adopte pour tenter de concilier son attachement à la vérité **scientifique** et sa défense **politique** des thèses erronées du camarade C.Mcl) dans la sortie de la Grande Dépression.

Si le camarade C.Mcl n'est toujours pas convaincu par nos affirmations, nous lui opposerons une de ses propres références : Cary Brown, qu'il cite en note à la page 10. Sa conclusion est édifiante, c'est pour cela que nous la reproduisons : « *En bref, il a donc fallu* ***attendre les dépenses massives imposées à la nation par la Seconde Guerre mondiale*** *pour que la politique budgétaire prenne toute sa dimension.* ***Jusqu'à ce moment-là, le bilan ne montre pas qu'elle ait été utilisée efficacement comme mesure de redressement****. En effet, la politique générale d'expansion semble plus forte au début qu'à la fin de la décennie* » (E. Cary Brown, « Fiscal policy in the Thirties: a Reappraisal », *The American Economic Review*, 1956).

Enfin, pour conclure cette partie sur les mérites respectifs du New Deal et de la Seconde Guerre mondiale, nous allons maintenant mobiliser l'argument d'autorité du camarade C.Mcl, Fritz Sternberg. Tout d'abord, commençons par souligner qu'il défend une thèse analogue à la nôtre selon laquelle la prospérité à la fin des années 1930 est toujours inférieure à ce qu'elle était en 1929. Ainsi, il affirme *« qu'en moyenne,* ***entre 1934 et 1938,*** *la production industrielle américaine s'est établie à 93, soit environ* ***17 % de moins qu'en 1929****, et en* ***1938*** *- la dernière année avant le déclenchement de la seconde guerre mondiale - elle était* ***inférieure d'environ un cinquième aux niveaux de 1929***. […] *C'est aux États-Unis que le* ***chômage était le plus élevé****, ce qui se comprend aisément si l'on n'oublie pas que* ***la production était bien inférieure aux chiffres de 1929****, alors que la productivité horaire continuait d'augmenter.* […] ***ni la production industrielle, ni le commerce extérieur n'ont retrouvé les chiffres de 1929.*** *Malgré toutes les mesures prises pendant la période du « New Deal »,* ***une très grande partie de la capacité de production de l'Amérique est restée inutilisée****. Dans le même temps,* ***le taux de chômage restait très élevé*** *: environ un cinquième de la population active totale.* » (Fritz Sternberg, *op. cit*.)

Tout aussi intéressant est la façon dont Sternberg analyse ce retard américain dans le développement d'une économie de guerre. Voici ce qu'il écrit : « *Les chiffres ci-dessus confirment donc notre affirmation selon laquelle aucun pays belligérant n'était moins bien préparé à la guerre lorsqu'elle a éclaté que les États-Unis. D'autre part, cela signifie* ***qu'aucun pays ne possédait les mêmes énormes possibilités d'étendre encore son secteur militaire****. Comme tous les autres pays capitalistes qui n'avaient pas organisé une économie de guerre en temps de paix, les États-Unis sont entrés dans la période de la seconde guerre mondiale avec une* ***crise latente et non complètement résolue de leurs structures économiques****, ce qui signifiait qu'il y avait* ***d'importantes réserves de capacités productives inutilisées et un grand volume de chômage****.* » (*idem*)

Pour démontrer l'efficacité de l'économie de guerre pour la sortie de la crise, nous reproduisons le tableau suivant et les analyses de Sternberg :

Industrial Production Index 1929–1949

Monthly average.	*Total industrial production*[1] (1935–1939 = 100).
1929	110
1939	109
1942	199
1944	235
1945	203
1946	170
1947	187
1948	192
1949	175

« *La* ***formidable augmentation de la production industrielle*** *pendant la guerre s'explique tout d'abord par le fait que* ***l'appareil productif a été pleinement utilisé et que le chômage, qui existait à grande échelle, a été résorbé****. Mais en dehors de cette pleine utilisation de l'appareil productif existant, les États-Unis ont réalisé un* ***énorme programme de construction industrielle pendant la guerre****. Il était énorme non seulement par rapport au reste du monde - où, naturellement, les nouvelles constructions étaient très limitées - mais aussi par rapport au gigantesque appareil productif américain déjà existant.* […] *Ainsi, avec des profits et des salaires en hausse et des marchés garantis, l'économie de guerre planifiée de l'Amérique n'a pas été difficile à mettre en œuvre, et* ***la crise économique qui avait éclaté en 1929, et qui n'avait pas été entièrement résolue au moment du déclenchement de la guerre, l'a finalement été au cours de la guerre elle-même.*** » (*idem*)

Et pour clarifier définitivement la question, nous reproduisons cette citation magistrale de Fritz Sternberg : « *Pendant un siècle d'histoire capitaliste, le signe qu'une crise économique a été finalement surmontée est que le système économique a réussi à atteindre et à dépasser les chiffres de production maximale de la période de prospérité qui a précédé la crise. Or,* ***au cours des dix années qui se sont écoulées entre l'éclatement de la crise économique mondiale en 1929 et la seconde guerre mondiale, le capitalisme mondial n'y est pas parvenu****. Il est donc clair que* ***lorsque la seconde guerre mondiale a éclaté, le capitalisme mondial n'avait pas encore réussi à liquider complètement la crise économique de 1929****.* » (*idem*)

La lecture comparée des deux courriers permettra de voir tout le fossé qui sépare le marxisme du keynésianisme empirique du camarade C.Mcl. D'un côté, la mise en évidence de la profondeur des contradictions de l'économie capitaliste qui ne peuvent être résolues que par la guerre (même s'il est évident que le capitalisme d'État joue un rôle d'atténuation de la crise, comme l'indique Sternberg à propos du New Deal), de l'autre une analyse immédiatiste à courte-vue où toute perspective catastrophiste a disparu, où la politique rooseveltienne apparaît comme la panacée, à tel point que l'on se demande pourquoi le capitalisme n'y a pas systématiquement recours tant son efficacité est redoutable. Et pour prouver de manière édifiante à quel point les analyses du camarade C.Mcl n'ont plus grand-chose à voir avec le marxisme, nous nous contenterons de reproduire cet éloge surréaliste du New Deal quant au chômage (car même le camarade C.Mcl, dont les

contorsions et les confusions sont légion pour tenter de démontrer l'efficacité absolue du New Deal, est obligé de reconnaître son incapacité à résoudre le problème du chômage) : « *Enfin, il nous faut maintenant dire quelques mots sur cet argument mille fois entendus* [Peut-être que si l'explication a été mille fois entendue (on la retrouve par exemple chez Sternberg) c'est parce qu'elle est tout simplement fidèle aux faits …] *et que Monbars répète sans prendre le temps d'y regarder de plus près : la subsistance d'un chômage important malgré le New Deal … sous-entendu, seule la 2e GM aurait ramené le plein emploi. En fait,* ***la réalité est bien différente****. Tout d'abord, et* ***ce qui est déjà remarquable en soi****, le New Deal réussi (sic) à stopper l'explosion du chômage qui venait d'être multiplié par quatre entre 1929 et 1932 (chiffres officiels car, en réalité, il fut multiplié par cinq ou six atteignant 25 à 30 %). Ensuite, s'il est vrai que le seul New Deal ne parvient pas à pleinement rétablir le plein emploi,* ***la diminution est néanmoins très substantielle*** *puisque le chômage est ramené à 15 % en 1940 (au début de l'économie de guerre) et à 7-8 % au moment de l'entrée des États-Unis en guerre. Enfin,* ***et non des moindres****, avant le New Deal, les dizaines de millions de chômeurs étaient à la rue, dormaient sous les ponts et se nourrissaient de soupes populaires car ils ne recevaient aucune indemnité de chômage et avaient perdu leur logement, incapables qu'ils étaient de continuer à payer leurs loyers … alors qu'après le New Deal, ceux-ci recevaient une indemnité,* ***ce qui est très différent*** *et explique l'atténuation, puis la disparition, des manifestations souvent très radicales de chômeurs.* » Même un partisan du président Roosevelt n'aurait su produire un tel éloge du New Deal. Pour cela, il fallait attendre le « marxiste » C.Mcl.

Nous souhaiterions donc poser la question suivante au camarade C.Mcl : si le New Deal est si efficace, pourquoi les États capitalistes ne se contentent-ils pas de l'appliquer de façon permanente ? Plus largement, qu'est-ce qui sépare le « marxisme » de C.Mcl d'un keynésianisme un peu radical ? Malheureusement, rien dans ce qu'il a écrit ici ne nous permet de répondre à ces deux questions. Pour notre part, en tant que marxistes convaincus, nous affirmons que le capitalisme d'État keynésien ne permet pas de résoudre les contradictions du capitalisme. En effet, dans la mesure où la panacée du keynésianisme constitue dans la relance de l'économie par la consommation des masses, les mesures keynésiennes se retrouvent vites confrontées à ce cercle vicieux : dans une économie marquée par la baisse tendancielle du taux de profit, c'est-à-dire par des conditions de rentabilité du capital décroissantes, le maintien de hauts salaires implique une expansion continuelle de la production non rentable (*id est* qui ne délivre pas de profits). Cette expansion de la production requiert à son tour d'augmenter la productivité du travail qui implique par la même occasion une hausse du chômage. Les allocations pour les chômeurs constituent donc un fardeau toujours plus conséquent pour les capitalistes. Ces dépenses croissantes, ne pourront que devenir un obstacle pour le capitalisme, dans des conditions de moindre rentabilité, le forçant nécessairement à renoncer à ces palliatifs, qui révèlent ainsi leur non-durabilité. En outre, la solution-miracle du keynésianisme (garantir de hauts salaires à la classe ouvrière pour résoudre le problème de l'insuffisance de la demande effective) se révèle une impasse dans la mesure où, comme l'a démontré Marx, ce sont précisément les salaires élevés qui accompagnent le surgissement de la crise. Ainsi, réfutant par avance le keynésianisme, Marx écrit que « *si l'on veut donner à cette tautologie une apparence de fondement plus sérieux en disant que la classe ouvrière reçoit une part trop faible de son propre produit, et que, pour remédier à cet inconvénient, on n'a qu'à* ***lui assurer une part plus grande en augmentant son salaire****, nous ferons remarquer que* ***toutes les crises sont précisément préparées par une période où la hausse des salaires est générale, où, par conséquent, la classe ouvrière reçoit en réalité une plus large part du produit annuel destiné à la consommation****. Selon nos chevaliers du sain (!) et « simple » bon sens, ces périodes devraient au contraire prévenir les crises. Il semble donc que la production capitaliste renferme des conditions indépendantes de la bonne ou de la mauvaise volonté, et qui ne* ***tolèrent cette prospérité de la classe ouvrière que momentanément et comme signe avant-coureur d'une crise****.* » (Julian Borchardt, *Le Capital, édition populaire*, 1919). De tout cela, il n'est fait nulle mention dans la prose du camarade C.Mcl.

Avant de conclure sur cette question, il nous reste à étudier la réfutation que C.Mcl prétend nous opposer sur la relance post-Seconde Guerre mondiale. Comme de coutume, reproduisons son argument : « *le taux de profit qui culminait en 1945 à 32 % chute drastiquement jusqu'en 1950 pour retrouver son niveau d'entrée en guerre (20 %), autrement dit, le redémarrage économique des États-Unis ne doit rien à un soi-disant rétablissement du taux de profit durant la guerre puisque le redémarrage économique des États-Unis se fait avec un taux de 20 %, soit celui atteint par la reprise impulsée par le New Deal. C'est le capitalisme keynésiano-fordiste mis en place par le New Deal qui explique la prospérité d'après-guerre et non la guerre qui n'est qu'une parenthèse vite refermée. En effet, les États-Unis vivent la seconde plus longue et profonde crise économique de leur existence de 1945 à 1949*. » (C.Mcl, *ibid*.) Reprenons à nouveau les chiffres, qui sont comme noyés dans ce long commentaire. En 1935-1939, le taux de profit est de 12,4 % selon les chiffres de Maïto et de 15 % en 1940 selon les chiffres de C.Mcl. En 1940-44, il est de 25,4 % selon Maïto et de plus de 20 % selon les chiffres de C.Mcl. Enfin, en 1945-49, il est de 23,2 %. Comment interpréter ces chiffres ? Tout d'abord, il est faux comme l'affirme C.Mcl de dire que le taux de 20 % obtenu après la Seconde Guerre mondiale correspond à « *celui atteint par la reprise impulsée par le New Deal* », puisque le taux de profit n'est que de 15 % en 1940, selon ses propres chiffres. S'il est évident que le taux de profit se remet à chuter après la Seconde Guerre mondiale, preuve que la guerre ne représente jamais qu'une solution **provisoire** aux contradictions historiques du capitalisme, il n'en demeure pas moins que cette chute se fait à un niveau supérieur à celui atteint en 1929, où il n'était que de 15,3 %. L'aiguillon de la baisse du taux de profit continue d'orienter vers la surproduction de capital mais un répit a été obtenu. C.Mcl ne nie d'ailleurs pas la reprise économique d'après-guerre mais l'explique **exclusivement** par le capitalisme keynésiano-fordiste, dont nous avons pourtant montré dans notre premier courrier à quel point il était absurde de l'isoler de l'influence des deux guerres mondiales sur la transformation de l'appareil productif américain d'un côté et de la période de reconstruction d'un autre côté. Enfin, rappelons que nous n'avons jamais nié la crise de 1945-1949, qui constitue tout simplement une crise classique de réorganisation de l'économie, consécutive à tout conflit d'ampleur.

Pour le cas allemand, voici ce qu'écrit C.Mcl : « *Ne disposant pas des données entre 1945 et 1949, il est difficile de se prononcer, mais on peut raisonnablement supposer que le taux de profit était, au moins, au même niveau au sortir de la 2e GM qu'à son entrée, voire légèrement supérieur. Si gain il y a, il n'est cependant que marginal puisque ce taux est à 20,2 % en 1939 et 22,9 % en 1950*. » (*idem*) Le camarade C.Mcl, qui s'obstine dans l'erreur, continue d'ignorer que le taux de profit atteint en 1939 s'explique par l'économie d'armement, et que plutôt que de comparer le taux de 1939 à celui de 1950, il aurait fallu comparer celui de 1933, antérieur à cet effort d'armement, à celui de 1950. Plutôt qu'une légère augmentation de trois points, nous passons au contraire de 9,6 % en 1932 à 22,9 % en 1950, et même 25,1 % en 1955. Le « bain de jouvence » ne saurait donc faire le moindre doute, sauf avec les œillères du camarade C.Mcl.

Quant à l'argument idiot selon lequel les formidables taux de croissance de l'Allemagne et du Japon s'expliquent par leur démilitarisation, C.Mcl raie tout simplement d'un trait de plume les formidables destructions de capital qui ont précisément caractérisé ces deux nations au cours de la guerre mondiale (en particulier pour l'Allemagne, le Japon lui bénéficie surtout de son arrivée tardive sur le marché mondial et est donc déjà un capitalisme jeune, qui n'éprouve pas encore le besoin de bain de jouvence pour renaître).

En ce qui concerne le cas français, C.Mcl ne trouve même pas le moindre argument pour le contester. En résumé, nous avons donc pu démontrer une seconde fois, malgré les tentatives de réfutation du camarade C.Mcl :

1) une baisse **tendancielle** du taux de profit avant les deux guerres ;

2) l'ouverture d'un nouveau cycle d'accumulation au niveau du capital **global** dans les années 1920 et dans les années 1950-70 ;

3) l'ouverture d'un nouveau cycle d'accumulation pour la France et les États-Unis après les deux conflits mondiaux, et pour l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. (Nous aurions pu montrer la même chose pour les cas italien ou japonais, par exemple) ;

4) que l'Allemagne après la Première Guerre mondiale et le Royaume-Uni après les deux conflits mondiaux n'ont pas pu bénéficier, ou pas avec la même ampleur, de ce « bain de jouvence » pour des raisons contingentes qu'il importe de préciser à chaque fois car, rappelons-le une nouvelle fois, la baisse du taux de profit n'agit que comme un aiguillon vers la surproduction et la guerre et pas comme une causse immédiate et unique. En outre, ce qui est vrai au niveau global ne l'est pas pour chaque État.

Nous sommes donc loin de l'affirmation du camarade C.Mcl selon laquelle « *sur les six cas de figures (avant, pendant et après les deux conflits mondiaux), seuls deux correspondraient au schéma bordiguiste, et encore de façon très discutable. Autrement dit, établir des certitudes ou une loi, alors que la majorité des faits (deux tiers des cas) l'infirme, est-ce cela faire œuvre de bonne méthode marxiste d'analyse* ? » (*idem*)

En guise de bilan sur l'évolution du taux de profit, le camarade C.Mcl cherche à retranscrire la trajectoire économique des États-Unis sur la période 1919-1958, et ce, à partir de deux méthodes spécifiques : la méthode traditionnelle, à partir de la croissance du PIB et de la production industrielle et la méthode « marxiste », à partir des taux de plus-value et de profit et de la composition organique du capital. Passons sur l'argument ridicule selon lequel nous n'utiliserions pas les critères marxistes, ce qui rendrait illégitime notre revendication d'être marxistes, il aurait fait sourire nos prédécesseurs (Boukharine le premier) qui ne se gênaient pas pour utiliser les données sur le chômage, la production industrielle et le taux de croissance pour déterminer des perspectives économiques, sans qu'à aucun moment ils s'interrogent sur le crime de lèse-marxisme que cela pourrait représenter. De toute façon, peu importe les variables utilisées, elles vont toutes dans le même sens.

Ainsi, un coup d'œil sur le graphique proposé par C.Mcl nous fournit la dynamique suivante du taux de profit américain :
celui-ci oscille autour de 15 % avant la crise de 1920-21 ;
au cours de cette crise (majeure mais c'est le prix à payer après chaque guerre et avant chaque reconstruction), celui-ci chute autour de 10-12 % ;
il se redresse et oscille autour de 15 % pendant toute la période des *Roaring Twenties* ;
il chute spectaculairement à moins de 5 % avec la crise de 1929 ;
la politique de New Deal permet un redressement spectaculaire qui s'explique par les dévalorisations liées à la crise de 1929 pour remonter autour de 13 % ;
la crise de 1937-38 fait chuter de quelques points le taux de profit ;
la reprise consécutive à la crise permet de redresser le taux de profit et il faut attendre 1939 pour que le taux de profit retrouve son niveau de 1929 ;
avec l'économie de guerre, le taux de profit atteint son point le plus haut en 1944 avec un taux de profit de 30 % (!) ;
ce taux exceptionnel ne dure qu'un temps, mais à partir de 1945 et jusqu'à 1958 (et en réalité, 1975), le taux de profit américain se maintient désormais sur une base constamment plus élevée à toute la période 1920-1939, avec un taux de profit oscillant autour de 20 %.
Cette dernière phase est donc la confirmation éclatante de cette analyse de Marx selon laquelle la crise « *ramène le capital par la force au point où, sans se suicider, il est à même* ***d'employer de***

nouveau pleinement sa capacité productive ». (Karl Marx, Grundrisse, 10/18, t. 4, p. 144, et 17-18)
Les analyses de C.Mcl qui s'intéressent non pas au niveau du taux de profit, mais à son taux de croissance sont donc non pertinentes pour le débat qui nous occupe dans la mesure ou ce taux de croissance est mécaniquement supérieur plus le point de départ est bas, ce qui est bien évidemment le cas de l'économie américaine après la crise de 1929. Cet argument s'applique également à la croissance de la production industrielle à laquelle C.Mcl consacre ses pages 12 à 13. En réalité, le tour de passe-passe de C.Mcl est évident : celui-ci étudie uniquement la forme de la courbe plutôt que ses points de départ et d'arrivée car le New Deal part d'un point de départ très faible.

Schématisme ?

C.Mcl moque également notre schéma en prétendant qu'il ne serait en rien marxiste car « *Monbars nous propose un schéma dépourvu de toute double flèche, rétroactions ou bifurcations, bref, un modèle totalement opposé à l'analyse marxiste*. » *(idem*) À nouveau, C.Mcl présente une série d'arguments qu'il s'agit de réfuter successivement.

Son premier argument consiste à dire que, le capitalisme étant une totalité, chaque phénomène politique ou économique vient interagir sur l'autre, rendant illusoire tout schéma déterministe. À cela nous répondrons tout simplement que, si cela est vrai dans la réalité empirique et histoire, cela n'a jamais empêché Marx d'étudier le capitalisme de façon théorique, comme en laboratoire, en faisant provisoirement abstraction d'influences extérieurs pour démontrer de **façon théoriquement pure**, le fonctionnement des lois du capitalisme.

Le deuxième argument est encore plus ridicule. C.Mcl prend appui sur le fait que Marx et Engels n'ont rien publié de leur vivant sur le taux de profit (c'est sûr que le livre III du Capital ne traite jamais du taux de profit …) et que, quand ils traitent du taux de profit, ils ne l'utilisent jamais pour expliquer les crises. De toute évidence, C.Mcl n'a pas compris la signification de cette loi, ce que confirment aussi bien ses publications que ce courrier où il se contente de présenter le taux de profit comme une « variable synthétique » dont il faudrait isoler les différentes composantes. Commençons par rappeler, ce qu'il semble nier, que la baisse tendancielle du taux de profit est pour Marx, la contradiction fondamentale du capitalisme. Il suffit de le citer pour le prouver : « *C'est, de toutes les lois de l'économie politique moderne, la plus importante qui soit* » (*Grundrisse*, 1857) ou encore : « *[elle] a une importance capitale pour la production capitaliste, au point que l'on peut dire qu'elle est le problème dont la solution a occupé toute l'économie politique depuis Ad. Smith et qui a servi de base à la ligne de démarcation entre les différentes écoles* » (Karl Marx, *Le Capital*, Livre III, Ch. 13 : La loi en elle-même). Dans la mesure où les analyses de Marx sur les crises sont dispersées dans de multiples chapitres du Capital, il est pratique de recourir à l'édition populaire du *Capital* élaborée par le communiste de gauche Julian Borchardt dont le travail a été unanimement salué. Dans la section sur les crises, nous identifions deux éléments fondamentaux pour le débat qui nous préoccupe : 1) Une multiplicité des causes des crises (ce qu'affirme, à raison, C.Mcl) ; 2) une insistance explicite sur le rôle fondamental de deux de ces causes : la baisse tendancielle du taux de profit et la contradiction entre une production sans limites tandis que dans le même temps la consommation des masses est astreinte à des limites infranchissables. Ainsi, on peut lire : « *Le taux du profit est la* ***force motrice*** *de la production capitaliste, et, en nature comme en quantité,* ***l'on ne produit qu'en fonction du profit****. C'est pourquoi les économistes bourgeois anglais redoutent tellement la diminution du taux du profit. Le développement des forces productives du travail social constitue la mission historique et la légitimité du capital. C'est justement ainsi qu'inconsciemment, celui-ci crée les conditions matérielles d'un mode de production supérieur. Ce qui inquiète ces auteurs, c'est que le taux du profit en stimulant de la production capitaliste, condition et mobile de l'accumulation, est menacé par le développement même de la production*. » Également : « *La* ***raison dernière*** *de toutes les véritables crises reste toujours la pauvreté et la limite imposée à la*

consommation des masses, contrairement à la tendance qui pousse, d'autre part, la production capitaliste à développer les forces productives comme si la limite de ces dernières résidait dans le pouvoir absolu de consommation de la société. » (Julian Borchardt, *Le Capital, édition populaire*, 1919) Les formulations de « force motrice » et de « raison dernière » sont suffisamment limpides pour se passer de commentaires. Elles démontrent bien que chez Marx, les crises sont **essentiellement** (bien que pas toujours formellement) des crises de **surproduction**, cette surproduction découlant **en dernière analyse** de ces deux dynamiques complémentaires que sont la baisse tendancielle du taux de profit et la contradiction entre développement de la production et limitation de la consommation. À ce propos, les explications données par C.Mcl pour réfuter le lien que nous faisons entre surproduction et limitation de la consommation sont ridicules car toutes les citations qu'il mobilise disent le contraire de son interprétation et confirment la notre. Ainsi, il cite les passages suivants : « …*le marché et la production étant des facteurs indépendants,* ***l'extension de l'un ne correspond pas forcément à l'accroissement de l'autre*** » ; « *il est alors possible, étant donné que marché et production sont des moments indifférents l'un à l'autre, que* ***l'élargissement de l'un ne corresponde pas à l'élargissement de l'autre****, que* ***les limites du marché ne s'élargissent pas assez rapidement pour la production*** » ; ***L'expansion des marchés ne peut aller de pair avec l'expansion de la production****. La* ***collision*** *est inéluctable et comme elle ne peut pas engendrer de solution tant qu'elle ne fait pas éclater le mode de production capitaliste lui- même, elle devient périodique* ». (C.Mcl, *ibid*.) Toutes ces citations sont utilisées par C.Mcl pour montrer que production et consommation sont deux sphères séparées et qu'il est donc stupide de donner comme cause des crises la contradiction entre une production toujours croissante et les limites de consommation dans le marché intérieur. Mais ce n'est pas du tout ce que dit Marx ! Au contraire, il montre que c'est **précisément** parce que la production et la consommation répondent à des déterminations séparées, que la surproduction ne s'accompagne pas de l'extension du marché nécessaire à l'écoulement de l'excédent. Dans toutes ces citations, Marx insiste sur le fait que c'est cette disjonction entre les deux secteurs qui provoque cette « collision » dont nous n'avons eu de cesse de parler dans notre premier courrier ! On s'étonne qu'un marxiste revendiqué commette de telles erreurs … Tous cela démontre que C.Mcl n'a pas compris certaines des idées les plus fondamentales du marxisme. Perdu dans ses statistiques et dans son empirisme, il remplace le marxisme par l'éclectisme. Au lien d'analyser les crises et les guerres de façon globale, il isole pour chacune d'entre elles des causes formelles (« *une dizaine d'explication des crises* ») et les étudie en vase clos. Mais plus grave encore, C.Mcl n'a pas compris non plus la signification de la baisse tendancielle du taux de profit. Il ignore que pour Marx, la baisse tendancielle du taux de profit est **l'aiguillon** de la production et donc, **en dernière instance**, la cause des crises de surproduction, de la conquête des marchés et, *in fine*, des guerres[17]. Marx démontre à de multiples reprises que les crises sont toujours des crises de surproduction, indépendamment de la cause formelle (par exemple un krach boursier) qui en est directement à l'origine. En résumé, la baisse tendancielle du taux de profit, précisément du fait de sa nature d'aiguillon, agit **constamment**, de telle sorte qu'elle ne saurait être la cause formelle et immédiate de n'importe quelle manifestation de la crise ou de la guerre à un instant *t* mais que **dans le même temps**, elle est à l'origine de toutes les contradictions du capitalisme, et joue donc le rôle fondamental que nous lui prêtons. En dernière analyse, toutes les décisions prises par les capitalistes (dont la conquête de marchés à l'origine des guerres) s'expliquent par cette menace vitale de la baisse tendancielle du taux de profit. Le schéma mobilisé garde toute sa valeur comme schéma explicatif en dernière instance. Si l'on voulait qu'il fonctionne pour une crise précise, il faudrait le transformer comme ceci : accumulation du capital → plus grande productivité du travail → modification de la composition organique du capital (la part de *c* grandit par rapport à *v*) → baisse tendancielle du taux de profit → production accrue pour que la hausse de la masse du profit compense la baisse de son taux → surproduction → **multiples causes**

17 Voir par exemple ce passage limpide : « *Cette baisse [du taux de profit] force la plupart des capitalistes, à l'exception des plus grand, à employer leurs capitaux dans l'industrie au lieu de vivre des intérêts. C'est donc* ***l'aiguillon*** *de la production.* » (Karl Marx, *Théories sur la plus-value*, Éditions sociales, 2023]

immédiates des crises (au choix : krach boursier, rupture des chaînes d'approvisionnement, crise monétaire, manque ou renchérissement de matières premières, etc.) → crise.

L'analyse de la guerre que propose C.Mcl est fondée sur la même incompréhension de la loi de la baisse du taux de profit moyen. Ainsi, il nous explique à plusieurs reprises que la Première Guerre mondiale est due à « *l'étroitesse du marché mondial* » (C.Mcl, *ibid.*), au fait que *« l'Allemagne devenant la première puissance économique continentale, alors qu'elle est le parent pauvre du partage impérialiste, elle se trouve alors* ***contrainte d'accaparer les marchés*** *de ses principaux concurrents pour continuer à prospérer* » (*idem*) ou encore par les « *nécessités de son expansion dans un cadre territorial devenu trop étroit* ». (*idem*) Tout cela est bien vrai, mais qu'est-ce qui contraint l'Allemagne à accaparer des marchés ? Pourquoi les exportations de l'Allemagne connaissent-elles cette explosion que rappelle C.Mcl ? En d'autres termes, pourquoi l'Allemagne est-elle impérialiste ? À ces questions, qui appellent toutes la même réponse, C.Mcl n'offre aucune réponse. Il propose exactement la même analyse partielle pour le second conflit mondial. Pourquoi le cri de guerre d'Hitler était-il « *exporter ou périr* » ? Pourquoi la conquête d'un espace vital était-elle si nécessaire ? Pourquoi, enfin, Trotsky affirme-t-il que « *La cause immédiate de la guerre actuelle est la* ***rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches****, Grande-Bretagne et France,* ***et les pillards impérialistes en retard****, Italie et Allemagne* » ? (Léon Trotsky, *Manifeste d'alarme*, 1940) À nouveau, C.Mcl n'envisage même pas qu'il y ait besoin de répondre à ces questions. Ce n'est certes pas nécessairement un problème dans la mesure où nos prédécesseurs s'en contentaient aussi dans leurs textes de propagande sur les conflits mondiaux. Mais la grande différence, c'est qu'il était évident pour eux que l'expansion, l'impérialisme, la conquête de nouveaux débouchés au détriment des rivaux, avait pour but d'écouler les marchandises et capitaux excédentaires, qui résultaient de la tendance du capitalisme à toujours produire plus sous l'aiguillon de la baisse tendancielle du taux de profit. Incapable de comprendre ce rôle moteur, C.Mcl s'enferre dans des raisonnements circulaires absurdes : Pourquoi les capitalistes veulent-ils conquérir les marchés ? Pourquoi l'Allemagne devait-elle nécessairement exporter et s'étendre ? Parce qu'ils sont impérialistes ? Et pourquoi sont-ils impérialistes ? Parce qu'ils veulent conquérir de nouveaux marchés ? C'est le serpent qui se mord la queue, le camarade C.Mcl est condamné à une argumentation tautologique par son incapacité à comprendre le rôle de la baisse tendancielle du taux de profit.

Au contraire, nous affirmons que pour empêcher la crise de surproduction qui est le produit **nécessaire et inéluctable** de cette loi, les capitalistes doivent trouver un débouché suffisant pour que la plus-value excédentaire soit réalisée. Cela n'est pas possible à l'intérieur des frontières de l'État du fait de cette contradiction fondamentale : le contraste entre la production accrue et la limitation de la consommation populaire. Il en est de même pour la deuxième solution consistant à conquérir de nouveaux marchés. En effet, celle-ci ne fonctionne plus à partir du partage définitif du monde entre les différentes puissances capitalistes au tournant du siècle. Troisième solution : conquérir les marchés des autres pays capitalistes afin d'écouler la production dans un nouveau marché ou bien d'accélérer la crise de son voisin en rétrécissant son marché. Nous citons donc à nouveau, sans jamais nous lasser, ce passage de Bordiga qui esquisse merveilleusement le schéma des crises : « *[Marx] démontre que, pour sortir de la contradiction qui accumule la misère à un pôle en même temps que la richesse au pôle opposé* ***[première contradiction fondamentale du capitalisme]*** *et pour se défendre de la loi de la baisse du taux de profit* ***[seconde contradiction fondamentale du capitalisme]****, le seul moyen compatible avec la survivance du mode capitaliste de production est de produire toujours plus, toujours au-delà des besoins de consommation. Il est donc clair que, dès leur formation, les États capitalistes sont destinés à entrer en collision. Chacun d'eux est, en effet, conduit par son système économique à essayer de* ***faire consommer ses marchandises par le voisin [c'est la fameuse conquête des marchés]*** *et de* ***retarder sa propre crise en en provoquant une chez ce dernier****.* (Bordiga, *Dialogue avec Staline*, 1952) Quelle merveilleuse limpidité par rapport au confusionnisme du camarade C.Mcl !

Idolâtrie de Bordiga ou préservation de la théorie marxiste face à l'assaut révisionniste ?

C.Mcl nous accuse de mépriser tous nos prédécesseurs (même Marx) à l'exception de notre « maître », Bordiga. Or, comme le disait Blanqui, les révolutionnaires n'ont ni dieu, ni maître. Cependant, l'histoire prouve également que lorsque certains opportunistes, révisionnistes, renégats ou modernisateurs ont voulu s'en prendre au programme historique invariant, à ce fil rouge qui relie toutes les expressions du mouvement communiste réel, depuis le Manifeste de 1848 jusqu'à nous, ils sont toujours attaqués à des figures qui personnifiaient cette continuité. Ce fut le cas de Lénine pendant la première vague révolutionnaire, de Trotsky pour le stalinisme. Aujourd'hui, c'est Bordiga qui concentre toute la haine de cette faune révisionniste. Défendre Bordiga, ce n'est donc pas défendre un homme (il n'en a pas besoin et s'en serait bien moqué) mais un programme, une continuité, c'est défendre, en définitive, la perspective marxiste. En effet, quoi qu'en dise C.Mcl qui croit qu'il est du devoir de tout bon marxiste d'innover, Bordiga n'a jamais prétendu défendre autre chose que la perspective de Marx, comme nous essayons de le faire à notre modeste façon aujourd'hui. Il est évident que Bordiga a pu commettre des erreurs sur un certain nombre de questions tactiques ou historiques, mais ce qui ne saurait pour nous faire le moindre doute, c'est que celui a merveilleusement compris l'analyse économique de Marx, l'a restituée dans toute sa complexité, et l'a férocement défendue. Pour nous, il ne fait donc pas le moindre doute que lorsque l'on attaque Bordiga sur sa compréhension du capitalisme, c'est en réalité Marx lui-même (et, pire encore, notre programme historique) que l'on attaque. Nulle idolâtrie dans tout cela, simplement la nécessaire défense du marxisme.

Le point sur notre idolâtrie de Bordiga ayant été éclairci, voyons ce qu'il en est de notre mépris à l'égard de nos prédécesseurs. Tout d'abord, précisions que, comme nous l'avons vu au début de cette réponse, Boukharine a bien vu la forte reprise du capitalisme (c'est même le camarade C.Mcl qui nous a gentiment aidé à mettre le doigt dessus) bien qu'il l'explique d'une façon différente (et selon nous en contradiction avec certaines de ses analyses antérieures). Quant aux autres (Trotsky ou même Bordiga à cette époque), ils étaient persuadés que cette reprise n'était que provisoire et qu'elle ne pouvait se conclure que par l'alternative suivante, à très court-terme : la guerre ou la révolution. En cela, ils avaient parfaitement raison. Ce n'est donc pas tant nos prédécesseurs de l'entre-deux-guerres qu'il aurait fallu morigéner mais bien ceux qui, à l'issue du second conflit mondial ont cru que ce scénario allait immédiatement se reproduire sans voir que le rapport de force produit par la guerre allait au contraire laisser au capitalisme rajeuni un véritable boulevard pour son expansion économique. Mais les plus brillants d'entre eux n'en ont pas moins, malgré un petit délai, réussi à renouer avec la seule perspective marxiste du cycle crise-guerre-reconstruction.

Quelques rares arguments nouveaux exposés par C.Mcl concernent l'évolution des analyses de Marx dans le cadre de sa critique de l'économie politique. À lire les preuves apportées par C.Mcl, nous nous rendons compte que nous nous sommes trompés quand nous avons rappelé de la façon suivante sa position : « *On nous apprend que Marx était un mauvais économiste en 1848 et que, dès lors, tout ce qui a été écrit* ***avant ses études approfondies au British Museum*** *doit finir dans les poubelles de l'histoire*. » (Monbars, *ibid.*) En réalité, C.Mcl est bien plus maximaliste, Engels (prétendument) à l'appui, il nous affirme que ce n'est pas au début des années 1850 (quand Marx commence ses recherches au British Museum) mais seulement à la fin de ces dix années, voire en 1867, que celui-ci a commencé à devenir sérieux et à arrêter d'écrire des ouvrages remplis de « *multiples erreurs et manques* » (*dixit* C.Mcl). Et, après une telle description de l'œuvre de Marx, c'est nous qui ferions preuve de mépris et d'indifférentisme envers le grand penseur … En réalité, C.Mcl confond à dessein deux choses :

a) le contenu profond de la critique de l'économie politique de Marx qui se caractérise par sa grande cohérence interne depuis (au moins) 1848. Peu importe les citations qu'il essaiera de mobiliser, C.Mcl ne parviendra jamais à démontrer qu'en termes de contenu la pensée de Marx a évolué de

façon radicale au cours des années et que les œuvres de la maturité réfutent les œuvres de jeunesse (thèse bernsteinienne, althsusérienne si l'on veut mais qui ne mérite en aucun cas d'être qualifiée de marxiste). La thèse de Marx sur les crises, qu'il expose dans le *Manifeste*, se retrouve sans aucune retouche dans les *Grundrisse*. La thèse du lien entre crises cycliques de surproduction et contradiction entre le développement des forces productives et les rapports de production, constitutive de la fin du rôle historique du capitalisme, que l'on trouve dans le *Manifeste* est formulée dans les mêmes termes par Engels dans la Critique du Programme d'Erfurt en 1891 (comme nous le montrions déjà dans notre premier courrier et que, bien sûr, C.Mcl passe sous silence) mais aussi par Marx lui-même dans les *Théories sur la plus-value*. On y lit ainsi : « *Ricardo ne peut donc pas non plus reconnaître que le mode de production bourgeois constitue une* ***limite pour le libre développement des forces productives****, limites qui se manifeste dans les crises et, entre autres, dans la* ***surproduction*** *[NB : c'est Marx qui souligne] – phénomène de base des crises.* » (Karl Marx, *Théorie sur la plus-value*, Éditions sociales, 2023].

b) l'expression et la précision de l'analyse de Marx qui évolue, naturellement, au fur et à mesure de l'approfondissement de ses connaissances en économie. Or, à l'exception du passage sur Ricardo, Marx parle rarement de correction ou d'erreurs mais plutôt de reformulations, de phrases et expressions inexactes ou malheureuses comme le dirait Engels. L'exemple classique est celui de la plus-value et du travail salarié (évidemment repris par C.Mcl) où Marx passe de la formule maladroite de la vente du travail à la formule scientifiquement impeccable de la vente de la force de travail. Dès les années 1840, Marx savait que le travail n'était pas payé à sa juste valeur et que le profit capitaliste était issu précisément de ce différentiel entre le salaire payé à l'ouvrier et la valeur totale créée par ce même ouvrier pendant la journée. Mais il a fallu attendre le début des années 1860 pour que Marx formule de façon définitive cette théorie de la plus-value.

Au final, la tentative de C.Mcl de justifier son propre révisionnisme et ses propres innovations en s'appuyant sur Marx fait long feu. La production de Marx et d'Engels se caractérise par sa profonde cohérence interne depuis au moins de 1848. Dans les rares cas où Marx s'est explicitement trompé (et pas seulement au niveau de l'expression, de la formulation), il l'a constamment reconnu et jamais il n'a ressenti le besoin de revenir sur les thèses économiques présentes dans le *Manifeste*. Plus qu'une indifférence à l'égard du travail de Marx, c'est surtout une ironie assumée vis-à-vis des tentatives ridicules de C.Mcl de justifier son désaccord **explicite et total** avec Marx sur la question de la crise et de la décadence[18]. Il est toujours pertinent de recourir à l'analyse de la correspondance de Marx et Engels, pour approfondir notre connaissance de leur méthode et de leurs discussions, mais, de grâce, qu'on les étudie avec méthode, qu'on ne leur fasse pas dire ce qu'elles ne disent pas et, surtout, qu'on cesse d'assimiler Marx à ces universitaires bourgeois qui se laissent ballotter de position en position en fonction de leurs découvertes contingentes (et nous avons bien vu que la pratique scientifique de C.Mcl n'est pas bien différente de cet immédiatisme bourgeois à courte-vue).

Ignorantia non est argumentum : les pseudo-contradictions de Monbars

Dans sa seconde réponse, C.Mcl nous attribue six contradictions. Nous allons successivement les analyser en démontrant que pour chacune d'entre elles, la contradiction n'existe que dans l'esprit de C.Mcl. Pire, c'est par ignorance ou incompréhension qu'il voit des contradictions là où elles n'existent pas. Nous verrons donc qu'au lieu de s'en référer aux principes du sage philosophe néerlandais du XVIIe siècle, C.Mcl a préféré élaborer à partir de son ignorance une série d'arguments.

18 De mémoire de militant, c'est bien la première fois qu'un marxiste ose parler à propos du *Manifeste* de « *multiples erreurs et manques* » (!)

La première contradiction résiderait dans notre explication des causes de la Première Guerre mondiale qui serait en opposition totale avec celle de nos devanciers. Commençons par rappeler ce que nous disions, en nous appuyant sur Luxemburg dans notre premier courrier, et que C.Mcl n'a pas jugé bon de commenter (soit parce qu'il ne l'a pas compris, soit parce que c'est beaucoup plus aisé de dénoncer les contradictions d'un homme de paille sans prendre en considération ses affirmations) : « *La* ***construction navale*** *et* ***l'armement militaires*** *constituaient en eux-mêmes* ***l'affaire la plus colossale*** *de la grosse industrie allemande, et, en même temps, ils ouvraient des perspectives infinies au capital des cartels et des banques qui brûlait d'étendre ses opérations au monde entier.* » (Rosa Luxemburg, La crise de la social-démocratie, *op. cit.*) Le camarade ne comprend-il pas cette donnée évidente que quand la croissance et l'expansion de l'économie sont fondées sur les dépenses militaires, alors cette croissance est nécessairement viciée et ne peut pas produire d'autre résultat que l'entrée en guerre ?

Si cet argument ne suffit pas à C.Mcl, il ne nous est pas difficile d'en produire un plus grand nombre. On peut ainsi s'intéresser à l'évolution de la production d'acier, indicateur prisé des marxistes en ce qu'il permet d'évaluer les progrès de la production industrielle et l'évolution de la marche à la guerre. C'est précisément ce qu'a fait Bordiga dans son article « Sa Majesté l'Acier ». Pour 1880, il nous donne les chiffres suivants :
Angleterre : 1,300,000 tonnes d'acier
États-Unis : 1,200,000 tonnes d'acier
Allemagne : 700 000 tonnes d'acier
France : 400,000 tonnes d'acier
Total : 3,600,000 tonnes d'acier
Que l'on compare les chiffres précédents avec ceux atteints en 1913 :
États-Unis : 31,000,000 de tonnes d'acier
Allemagne : 19,000,000 de tonnes d'acier
Angleterre : 10,000,000 de tonnes d'acier
France : 5,000,000 de tonnes d'acier
Russie : 5,000,000 de tonnes d'acier
Japon : 200,000 tonnes d'acier
Total : 71,000,000 de tonnes d'acier
Ainsi, en l'espace de 33 ans, la production d'acier a été multiplié par **vingt**. Comme l'explique Bordiga, la population mondiale ayant augmenté dans le même délai de seulement 25 %, cela signifie que, même en admettant que la satisfaction de la consommation utile a doublé, la disproportion entre ces deux rapports ne laisse aucun doute. Voilà ce que signifie surproduction à la veille de la Première Guerre mondiale.

Quant à associer surproduction, crise et guerre, il suffit de relire les analyses des marxistes de l'époque. Ainsi, les Thèses sur la situation mondiale, pourtant citées par C.Mcl, contiennent cette petite phrase inoffensive, que nous reproduisons avec une certaine délectation : « *La guerre impérialiste éclata à l'époque où la* ***crise industrielle et commerciale****, qui prit alors* ***naissance en Amérique (1913), commençait à envahir l'Europe****.* » (« Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale communiste », 3e congrès de l'Internationale communiste, 1921) Que l'on compare la prose de l'IC avec la nôtre : « *Mais, sans l'entrée en guerre à court terme, cette croissance « droguée » se serait très vite épuisée, et une crise majeure aurait éclaté, dont on percevait déjà les prémices : les États-Unis connaissent une récession au début de l'année 1914 ...* » (Monbars, *ibid.*) À l'exception de la datation, tout concorde entre nos thèses et celles du mouvement communiste international. Ainsi, quand C.Mcl écrit : « *En fait, le fond de la pensée de Monbars revient à ceci : les Trotski, Lénine, Luxemburg, Boukharine, l'IC, etc. étaient vraiment aveugles et stupides de n'avoir pas vu la baisse du taux de profit et la crise de surproduction avant 1914* », il montre que le seul à être « *aveugle* » dans toute cette histoire, c'est bien lui, et lui seul.

Passons à un autre argument : celui de la prospérité de l'avant-Première Guerre mondiale. Le camarade C.Mcl a-t-il perdu toute compréhension des mécanismes économiques pour ne pas comprendre que la prospérité a pour corollaire la surproduction de marchandises et de capitaux qu'il est alors nécessaire d'exporter si l'on souhaite éviter la crise ? Quand Trotsky parle de « *l'étroitesse du marché mondial pour le développement des forces productives* » (Numéro de juin/juillet 1938 de la revue *IVe Internationale*), qu'est-ce sinon une magnifique description de la surproduction chronique dans le capitalisme, elle-même résultant de la baisse du taux de profit ? Quand Lénine parle de la constitution d'un « *énorme excédent de capitaux* » (Lénine, *L'impérialisme, op. cit.*) qu'il s'agit d'exporter dans les colonies et semi-colonies, qu'est-ce sinon une nouvelle expression de la surproduction ? Enfin, quand l'IC écrit : « *Enserrant le marché mondial par leurs trusts, leurs cartels et leurs consortiums, les maîtres des destinées du monde se rendaient compte que* ***le développement enragé de la production devait se heurter aux limites de la capacité d'achat du marché capitaliste mondial*** » (« Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale communiste », 3e congrès de l'Internationale communiste, 1921), qu'est-ce sinon une fois encore la mise en évidence du rôle de la surproduction comme cause de la guerre ?

Cette donnée de fait était tellement évidente pour les marxistes qu'une propagandiste comme Käte Duncker, membre de la Ligue Spartacus, pouvait affirmer à un meeting de femmes sur *Les causes économiques de la Première Guerre mondiale* que « *la concentration du capital, le développement des grandes entreprises, l'augmentation de la productivité, ainsi que le déséquilibre de la production industrielle, conjugués à l'absence de planification de l'ensemble de l'économie capitaliste,* ***conduisent à une surproduction chronique****. Les bas salaires du prolétariat, les prix élevés des marchandises, poussés par les cartels, les droits de douane et les impôts indirects, entravent les ventes intérieures.* ***Par conséquent, le besoin de marchés étrangers ne cesse de croître***. » (Käte Duncker, « Les causes économiques de la Première Guerre mondiale », 1914) Cette thèse n'avait alors rien de singulière, de spécifiquement « bordiguiste », elle constituait le fonds commun de l'analyse et de la propagande marxiste de l'époque. Ces évidences, seul un révisionnisme radical peut les méconnaître et les nier …

Ainsi, cette première contradiction n'existe que dans l'esprit de C.Mcl. Nous allons voir qu'il en est de même pour toutes les autres.

La deuxième contradiction serait celle qui opposerait Monbars à « *nos prédécesseurs* ». C.Mcl nous adresse deux questions à laquelle nous allons donc répondre, sans craindre de répéter une énième fois la même chose :
1) à la question, « *Pourquoi aucune d'elles n'a expliqué la première Guerre Mondiale à l'aide du 'limpide' schéma de Monbars fondé sur le taux de profit ?* », nous répondrons que c'est parce qu'il était tellement évident pour tous que la guerre était causée par la surproduction chronique, elle-même résultat de la baisse tendancielle du taux de profit, qu'une telle précision n'était aucunement nécessaire. Les affirmations propagandistes classiques, qui constituent la forme d'intervention privilégiée des marxistes de cette époque, n'avaient aucunement besoin de recourir à l'appareil théorique que nous mobilisons ici. La baisse tendancielle du taux de profit agissant comme un aiguillon, comme une cause permanente, il n'était pas nécessaire de l'introduire ici. Si c'est désormais devenu un automatisme dans le mouvement marxiste, c'est précisément parce que ce qui était jusqu'ici banal a cessé de l'être, ce qui démontre la perte de capacité politique et théorique du mouvement ouvrier actuel.
2) à la question « *Pourquoi aucune d'elles n'a JAMAIS pensé qu'il suffisait de faire une simple « … analogie entre le rôle de la crise économique et le rôle de la guerre mondiale, caractéristique de l'entrée dans une phase nouvelle du capitalisme » comme le décrète Monbars ?* », nous répondrons que Boukharine l'a fait en 1920, et qu'il n'a donc pas fallu attendre Bordiga pour cela.

Notre troisième contradiction résiderait dans notre analyse du New Deal. À nouveau, plus qu'une contradiction, c'est surtout une nouvelle illustration de l'ignorance de nos thèses classiques par le camarade C.Mcl. Ce n'est pas honteux en soi que d'ignorer nos thèses, ce qui l'est c'est de prétendre les réfuter alors qu'on en ignore tout. Notre thèse est la suivante (elle est tirée du passage suivant d'un article de *Programme communiste* n°21, intitulé « Le développement historique de la production capitaliste ») : « *Le cycle de la production capitaliste peut être subdivisé en* ***plusieurs périodes*** *qui se succèdent dans le temps. On a d'abord une* ***période d'accumulation intense****, où les taux d'augmentation se maintiennent à un niveau élevé; cette période se termine dans une* ***crise générale de surproduction****, s'étendant sur plusieurs années pendant lesquelles,* ***non seulement la production n'augmente pas, mais encore diminue fortement*** *: à des taux d'accroissement élevés succèdent donc des taux négatifs ;* ***la crise terminée, la production reprend son élan et l'accumulation ses rythmes élevés*** *; cet élan se* ***brise finalement dans une guerre générale*** *qui n'est rien d'autre, du point de vue qui nous intéresse ici, que la* ***manière capitaliste de conjurer une nouvelle crise.*** *Le* ***résultat****, quant aux rythmes d'accumulation, est* ***identique à celui d'une crise de surproduction****, avec cette circonstance aggravante que les taux négatifs d'accroissement de la production s'accompagnent cette fois de* ***destructions massives de capital fixe (bâtiments, installations productives diverses, machines, etc ...) et... de capital variable****, c'est-à-dire de forces de travail d'hommes vivants.* » (*Programme communiste* n°21, « Le développement historique de la production capitaliste », 1962) Il est donc évident, pour nous comme pour Marx, que *« les contradictions capitalistes provoqueront des explosions, des cataclysmes et des crises au cours desquels les arrêts momentanés de travail et la destruction d'une grande partie des capitaux ramèneront, par la violence, le capitalisme à un niveau d'où il pourra reprendre son cours. Les contradictions créent des explosions, des crises au cours desquelles tout travail s'arrête pour un temps tandis qu'une partie importante du capital est détruite, ramenant le capital par la force à un point où, sans se suicider, il est à même d'employer de nouveau pleinement sa capacité productive* ». (Karl Marx, *Grundrisse*, Éditions 10/18, Tome IV, p. 17-18) Cependant, nous affirmons qu'au XXe siècle, les guerres mondiales sont le symptôme d'une aggravation des contradictions internes du capitalisme. Désormais, les dévalorisations liées à la crise ne suffisent pas à repousser durablement les contradictions, il faut attendre la solution définitive (à l'échelle d'un cycle d'accumulation) de la guerre mondiale. Cette réalité a été confirmée à deux reprises pendant la guerre de 14-18 qui a permis d'éviter une crise qui s'amorçait en 1913 et en 39-45 où la grande dépression de 1929 voyait ses secousses se répéter (d'abord en 1937-38 et à nouveau si la croissance droguée de l'économie allemande analysée dans notre premier courrier n'avait pas été suivie de l'entrée en guerre).

Nous n'avons donc aucune difficulté à voir dans la politique du New Deal une certaine relance de l'économie consécutive aux dévalorisations de capital excédentaire liées à la crise de 1929. Simplement, nous rejetons catégoriquement la thèse du camarade C.Mcl selon laquelle il y aurait un « *plein succès* » du New Deal qui aurait suffi à repousser durablement les contradictions du capitalisme américain dans les années 1930.

En traitant de notre troisième prétendue contradiction, nous avons dans le même temps commencé à répondre à la quatrième « contradiction ». Elle se résume en une thèse : l'explication bordiguiste des crises est fausse car c'est le New Deal qui redresse le taux de profit et pas la crise. Honnêtement, nous sommes effarés devant une telle incompréhension de nos thèses (et qui sont, pour le coup, celles de Marx comme nous l'avons montré en citant le passage limpide des *Grundrisse*). Marx aurait-il donc été stupide au point de faire de la crise (un processus de destruction catastrophique du capital) le moment précis de la relance de l'économie ? Dit autrement, Marx n'aurait-il pas compris que la destruction et la relance de l'économie sont mutuellement incompatibles ? C'est là que l'on constate à quel point C.Mcl a perdu toute notion, même élémentaire, d'économie marxiste, enfermé qu'il est dans ses élucubrations révisionnistes. En réalité, ce que C.Mcl n'a pas compris c'est la séquence chronologique précise qui est à l'œuvre dans

ce processus de régénération du capital. Or, ce processus est le suivant : « *cette période se termine dans une* ***crise*** *générale de surproduction, s'étendant sur* ***plusieurs années*** *pendant lesquelles, non seulement la production n'augmente pas, mais encore diminue fortement : à des taux d'accroissement élevés* ***succèdent*** *donc des taux négatifs ; la crise* ***terminée****, la production* ***reprend*** *son élan et l'accumulation ses rythmes élevés* ». (*Programme communiste* n° 21, *ibid*.) Ce n'est pas la crise elle-même qui permet la hausse du taux de profit, c'est la période d'accumulation qui lui fait immédiatement suite, pour la simple et bonne raison qu'un taux d'accumulation est plus élevé quand il part d'un point de départ plus faible. Cela se vérifie lorsque l'on compare le taux d'accumulation des jeunes capitalisme russe et japonais avec celui des vieux capitalismes français et britannique. Nous ne pouvons donc que répondre au camarade C.Mcl qu'il ferait mieux de s'appliquer à lui-même les conseils qu'il adresse aux autres : « *Si ce dernier à sincèrement à cœur de comprendre la réalité telle qu'elle est, et pas telle que fantasmée selon [des schémas mal compris et absurdes que nous attribuons à l'adversaire], il devra se plonger un peu plus sérieusement dans la critique de l'économie politique marxiste en se débarrassant du [révisionnisme immédiatiste et empiriste à courte-vue qui caractérise notre analyse de la guerre]* ». (C.Mcl, « Réponse au courrier des lecteurs de Monbars - 02 »)

On en arrive désormais à la cinquième contradiction qui concerne l'explication de l'après 1945. Nous y répondrons très rapidement en nous contentant de citer notre premier courrier : « *Dès lors, le camarade C.Mcl fait complètement fausse route quand il prétend que ce n'est pas la guerre qui explique la formidable croissance économique de l'après-guerre mais le « capitalisme d'État keynésiano-fordiste ». Comment peut-il être aveugle au point de ne pas voir le rôle d'accélérateur qu'à joué la guerre dans la concentration et la centralisation du capital ? D'ailleurs, loin de se limiter à un renforcement de ces deux dynamiques, la guerre, aussi bien la première que la deuxième, a été le creuset du capitalisme d'État*. » (Monbars, *ibid.*) Capitalisme d'État et guerre ne s'opposent pas mais naissent simultanément. Mais l'État capitaliste vieillissant, avec ses rythmes d'accumulation en berne et son taux de profit en baisse, aura beau avoir recours à toutes les meilleures recettes du keynésianisme et du rooseveltisme, sans l'aide inespérée de la guerre, il ne pourra jamais renouer avec le « miracle » économique caractéristique de la période de reconstruction post-Seconde Guerre mondiale. Quant au cas américain, il ne remet pas du tout en question notre thèse générale, car ce sont précisément les destructions dans les autres pays qui lui ont permis de réaliser, pendant la guerre elle-même, de bien belles affaires. Ainsi, la part des États-Unis dans la production mondiale passe de 35 % en 1937 à 49 % en 1946, selon les données de J. Kuczinski (*Studien zur Geschichte der Weltwirtschaft*, 1951-1952) ce qui s'explique avant tout par les reconstructions lucratives et les travaux publics qui ouvrent un champ d'accumulation inégalé pour le puissant capital américain.

C.Mcl a inventé une dernière contradiction, aussi peu solide que les précédentes. Nous prétendrions à la fois qu'il n'y a pas de lien mécanique entre crise et guerre car les guerres font plutôt suite à une phase d'étonnante prospérité, mais établie sur des bases viciées, et qu'il y a quand même eu des indices de survenue d'une crise avant les deux conflits. Or, ces affirmations n'ont rien de contradictoire. Qu'on nous pardonne de faire référence à notre premier écrit pour démontrer que la contradiction n'existe que dans l'esprit de C.Mcl : « *l'endettement public ou les dépenses d'armement ne sauraient suffire à surmonter la crise, ils ne font que repousser le problème, que freiner la tendance à l'approfondissement de la crise. Sans l'éclatement de la guerre en 1939, l'économie serait rentrée dans une crise encore plus ruineuse, comme le prouve l'exemple allemand. En effet, les bons Mefo instaurés par le président de la Banque centrale allemande, Hjalmar Schacht ont permis au Reich allemand d'enregistrer un déficit plus important qu'il n'aurait pu le faire autrement et de repousser le problème d'épuisement des fonds de l'État.* ***Cette économie de guerre « droguée » ne pouvait avoir que deux conséquences*** *:* ***la crise*** *résultant de cette croissance artificielle* ***ou la guerre***. » Et, un peu plus loin : « *Mais, sans l'entrée en guerre à court terme, cette croissance « droguée » se serait très vite épuisée, et une crise majeure aurait éclaté,*

dont on percevait déjà les prémices ». La guerre survient donc afin d'éviter l'éclatement d'une crise encore plus profonde que les précédentes dans la mesure où souvent la prospérité qui la précède n'a fait que repousser les contradictions du capitalisme à plus tard en surproduisant frénétiquement (et nous savons combien Marx a expliqué à quel point plus on retarde l'éclatement des contradictions, plus leur explosion est terrible). Alors qu'en 1939 cette crise n'était qu'une perspective, rendue très probable par le fait que l'économie américaine se caractérisait, avec la crise de 1938, par son cours cahoteux, en 1913-1914, cette crise avait déjà commencé à éclater avant d'être très vite éclipsée par le conflit mondial.

Au total, nous avons donc 6 fausses contradictions qui sont autant de manifestations de l'incompréhension de nos thèses par le camarade C.Mcl, confirmant de la plus belle des manières le titre que nous avons donné à cette section.

« La guerre impérialiste éclata à l'époque où la crise industrielle et commerciale, qui prit alors naissance en Amérique (1913), commençait à envahir l'Europe. » (« Thèses sur la situation mondiale et la tâche de l'Internationale communiste », 3e congrès de l'Internationale communiste, 1921)

Le titre de la section suffirait pour des « invariants » tels que nous à clore un énième débat superflu. Mais pour un révisionniste comme le camarade C.Mcl, il est clair que nulle citation ne saurait suffire. Nous allons donc faire l'effort de démontrer pour chacun des trois pays étudiés la réalité ou la perspective d'une crise avant la Première Guerre mondiale.

Commençons par la France. Paul Bairoch, auteur phare de C.Mcl, souligne lui-même la réalité d'une crise en France en 1913. Il nous importe assez peu de discuter les causes contingentes de la crise car, comme le montre Marx, les causes immédiates et apparentes ne concordent pas systématiquement avec les causes plus profondes de la crise, c'est même plutôt l'inverse. Mais nous avons encore un meilleur argument d'autorité : « *Commençons par la France [...] parce que ce pays semble confirmer la théorie de la dévalorisation. En effet,* ***il y a bien une crise précédant la 1ère GM*** *puisque son taux de profit est en chute libre de 1912 à 1915 : il est quasiment divisé par trois en chutant de 5% à 2%.* ***La dévalorisation du capital durant la crise, puis la guerre [...] permet donc de redresser notablement le taux de profit*** *puisqu'il triple pour atteindre 6% en 1923.* » Qui est donc le « *révisionniste* », le « *fourbe* » bordiguiste qui a pu écrire une telle absurdité ? Il s'agit de notre inénarrable C.Mcl dans l'article « Plaidoyer pour une analyse marxiste et non schématique des guerres » dans le numéro 8 de *Controverses*, paru en septembre 2024. La haine de l'invariance est tellement chevillée au corps chez le camarade C.Mcl qu'il lui faut absolument se contredire d'un numéro à l'autre, et changer de thèse environ tous les six mois !

Le camarade C.Mcl sera-t-il plus crédible en ce qui concerne l'Allemagne ? Une fois encore, ses analyses ne résistent pas à la critique. Le camarade C.Mcl, s'évertue, en effet, malgré les sources concordantes, à s'agripper à n'importe quel morceau de phrase qui pourrait remettre en doute l'idée d'un marasme de l'économie allemande avant la guerre.

La mauvaise foi des arguments est transparente, qu'on en juge :
1) Holtfrerich (une des multiples références témoignant d'un marasme de l'économie allemande) n'étant pas un spécialiste de la période, son analyse n'est pas légitime ;
2) Monbars ne mobilise que des sources secondaires, et jamais de sources primaires. Or, la source primaire montre que les sources secondaires racontent des sornettes ;
3) les auteurs cités ne donnent aucun fait objectif, ce ne sont que des paroles en l'air (ces pauvres chercheurs sont soumis à la terrible férule du camarade C.Mcl qui n'a pas de mots assez forts pour délégitimer les personnes avec lesquelles il est en désaccord – et elles sont nombreuses tant le

camarade C.Mcl se fait fort d'être un « révisionniste » dans à peu près tous les champs de la connaissance humaine) ;
4) aucun marxiste n'aurait vu la crise en 1913-1914 et il a fallu que Bordiga sorte d'hibernation pour la voir. De toute évidence, c'est le camarade C.Mcl qui est en état d'hibernation. Autrement, il aurait constaté, à la lecture du rapport sur la situation mondiale du Troisième Congrès de l'IC que Trotsky aussi avait identifié une crise économique, prétendument inexistante, en 1913-1914, ;
5) il y a un débat entre historiens sur le sujet, donc moi, C.Mcl, vais désormais citer les auteurs qui m'arrangent (alors même que nous ne nous opposons en rien à l'idée d'une prospérité sans cesse croissante de l'économie allemande dans la période s'étendant jusqu'en 1913) ;
6) d'ailleurs, au diable tous les arguments précédents, il n'y a en réalité qu'un seul auteur sérieux, Adam Tooze, qui, par chance, défend exactement la même thèse que C.Mcl (alors même que la question du revenu national, ici mobilisée, n'est pas pertinente pour notre sujet).

En réalité, le camarade C.Mcl se moque de ses lecteurs avec son interprétation des différents graphiques proposés. Constatons d'abord qu'il cherche surtout à mesurer l'évolution du revenu national. Or, cela n'a absolument aucun sens dans la mesure où le début de crise en 1913-1914 n'a pas eu le temps de se concrétiser en un chômage de masse et n'a donc eu aucune incidence sur l'évolution du revenu. Quant à chercher à prouver l'absence de surproduction par un graphique montrant la croissance vertigineuse de la production et de la croissance allemande jusqu'en 1913, cela n'a pas non plus le moindre sens. Le camarade C.Mcl s'attend-il vraiment à ce que la crise (de surproduction!) surgisse précisément après que la courbe de la production ait suivi une trajectoire irrémédiablement descendante ? Ainsi, seule l'évolution du PIB pourrait nous intéresser, mais malheureusement pour C.Mcl, le niveau atteint en 1913 représente un maximum puis ne fait que décliner à partir de cette date. Cela est bien évidemment à attribuer à la guerre plutôt qu'à une crise avortée, mais ce graphique ne saurait aucunement prouver l'absence de marasme en Allemagne fin 1913-début 1914.

Ce qu'il importe de souligner, c'est 1°) la fragilité relative de l'économie allemande ; 2°) l'existence d'une surproduction. Concernant le premier point, on peut s'appuyer sur Raymond Poitevin qui souligne dans son article sur « La puissance financière de l'Allemagne » que celle-ci, bien qu'en excellente forme sur le plan industriel, faisait néanmoins face à un certain nombre de difficultés sur le plan financier. En effet, l'ampleur de l'industrialisation allemande nécessite un important afflux de capitaux, mettant à rude contribution les marchés monétaire et financier. Ainsi, le correspondant allemand de *l'Économiste européen* souligne que « *L'Allemagne... a fait un effort considérable pour devenir une grande nation industrielle, mais l'effort fut trop grand pour les capitaux dont elle disposait* ». (cité par Raymond Poitevin, « La puissance financière de l'Allemagne, 1890-1914 », 1982) Cette analyse est confirmée par les plus hautes autorités de la Reichsbank qui affirment que « *chacun sait que la consommation de capital excède sa formation en Allemagne, et ce, en raison du brusque essor de l'industrie et de la tension trop forte du crédit dans tous les milieux industriels*. » (cité dans *idem*) Nous assistons donc à une contradiction entre le caractère profondément expansif de la production industriel et l'offre limitée de capitaux. Selon Poitevin, « *ces polémiques soulignent des difficultés dues à une certaine étroitesse du marché financier incapable, parfois, de faire face à tous les besoins intérieurs et à des sollicitations extérieures*. » (*idem*) Cette fragilité financière, associée à une production industrielle toujours plus démesurée et au choc qui aurait résulté de l'extension de la récession américaine de 1913-1914 au continent européen sans l'entrée en guerre, aurait été à l'origine d'un véritable cocktail détonnant profondément défavorable à l'économie allemande. C'est ce que confirme Raymond Poitevin dans sa conclusion : « *Il est certain que l'Allemagne connaît des* ***embarras financiers*** *dans les quatre années qui précèdent la guerre. Ils sont liés à l'état des marchés monétaire et financier qui donnent des* ***signes d'épuisement*** *et à la* ***conjoncture internationale*** *(crise de 1911, guerres balkaniques) qui accentue les difficultés. La* ***récession fin 1913 - début 1914*** *n'arrange pas les choses. L'Allemagne n'a pas, à cette époque, le monopole des* ***difficultés financières*** *: la morosité sévit*

aussi à Paris et à Londres touchés par les répercussions des guerres balkaniques. » (*idem*) Certes, cet auteur, comme d'autres, s'accorde à dire que la perspective d'une guerre a agi défavorablement sur la situation économique. Mais la grande différence entre ces économistes et la perspective marxiste réside précisément dans notre déterminisme. Un économiste bourgeois peut très bien élaborer des scénarios faisant abstraction de la guerre (C.Mcl fait d'ailleurs de même dans *Controverses* n°9) mais pour un marxiste, il est absurde d'imaginer qu'une « ***politique de paix*** *aurait théoriquement rendu possible une relance conjoncturelle* » (*idem*), car ce ne sont pas les États qui décident de la guerre ou de la paix mais bien les déterminations souterraines produites par les contradictions intrinsèques au capitalisme. Dans le cas contraire, nous serions dans le monde éthéré de l'économie-fiction, à des années-lumières de l'analyse marxiste.

Enfin, pour prouver l'existence d'une surproduction en Allemagne, outre les analyses de Rosa Luxemburg sur le développement extraordinaire de l'armement militaire et de la construction navale, on peut également reproduire les chiffres de la production d'acier. Alors que la production d'acier n'est « que » de 700 000 tonnes en 1880, elle est désormais de 19,000,000 de tonnes en 1913, soit une multiplication par 27 ! Et on nous répondra que cette croissance vertigineuse, sans le débouché de la guerre, n'aurait en rien menacé la prospérité et la croissance allemandes …

Pour terminer ce trop long courrier, nous allons dire quelques mots sur la récession américaine de 1913-1914 (évoquée par Trotsky dans ses Thèses sur la situation mondiale). D'après des recherches menées dans le cadre du National Bureau of Economic Research, « *when the war began, the* ***U.S. economy was in recession****. But a 44-month* ***economic boom*** *ensued* ***from 1914 to 1918****, first as Europeans began purchasing U.S. goods for the war and later as the United States itself joined the battle*. » (Carlos Lozada, « The Economics of World War I », 2005) Une perspective en tous points opposée à celle avancée par les auteurs phares de C.Mcl, Bairoch et Tooze.

Pour préciser la nature de cette récession, on dispose des chiffres suivants, tirés de l'ouvrage *Business Cycles: Theory, History, Indicators, and Forecasting* de l'économiste Victor Zarnowitz paru en 1996. On y lit que cette récession a duré environ deux ans, de janvier 1913 à décembre 1914 et s'est caractérisée par une baisse de l'activité commerciale (« *business activity* ») de 25,9 %. Pour calculer l'activité commerciale, Zarnowitz utilise un indice composite à partir des trois indices suivants : l'indice de la Cleveland Trust Company, l'indice Persons et l'indice d'activité commerciale d'AT&T Corportation. Il met également en évidence une baisse du commerce et de l'activité industrielle (« *trade and industrial activity* ») de 19,8 %. Pour son calcul, il s'est appuyé sur l'indice Axe and Houghton, basé sur la production de fonte brute, les opérations bancaires et le volume des importations.

D'autres chiffres confirment cette même réalité. Alors qu'en 1913, les exportations américaines ne sont que de 824,8 millions de dollars, elles passent à 2,25 milliards de dollars en 1917. La production industrielle augmente de 32 % entre 1914 et 1917 (toujours selon les chiffres du National Bureau of Economic Research) et le PIB augmente de 20 % sur la même période.

Mais voilà que C.Mcl, après l'avoir longuement nié (jusque dans la version provisoire de sa réponse n°2 où il nous assénait avec la foi d'un charbonnier que cette dernière n'existait pas), reconnaît maintenant l'existence d'une crise aux États-Unis en 1913-1914. Citons-le, tant il nous fait plaisir de voir notre adversaire réduit à admettre notre thèse (avec des nuances de taille, évidemment) : « ***L'économie américaine connaît bien une récession*** *avant-guerre puisqu'elle s'étale sur les années 1913 et 1914 selon le NBER (cf. tableau n°10), soit plus longuement même que ce que suggère Monbars : « …les États-Unis connaissent une récession au début de l'année 1914… ». De même,* ***le taux de profit est en déclin depuis 1906****, <u>non pas à la suite d'une hausse de la composition organique (selon le schéma de Monbars),</u> mais d'une diminution quasi de moitié du taux de plus-value résultant d'une hausse des salaires réels et d'une diminution du temps de travail*

(cf. tableau n°11 et graphique n°13). De plus, ***ce taux de profit va quasi doubler pendant la 1e GM.*** *Cependant, et à nouveau, non pas selon le schéma bordiguiste d'une dévalorisation du capital variable – à la suite du massacre de prolétaires sur les fronts – et d'une dévalorisation du capital constant – à la suite des destructions de guerre – mais résultant d'un différentiel croissant entre la valeur créée (stimulée par la demande européenne) et la masse salariale, donc d'une masse de plus-value fortement croissante.* ***Trois analogies*** *donc, mais pas de confirmation dans les mécanismes et aussi pour deux autres raisons majeures* » (c'est nous qui soulignons)

Le premier argument que nous oppose C.Mcl concerne la cause de la baisse du taux de profit depuis 1906. Nous souhaiterions rappeler au camarade C.Mcl que, selon Marx, la hausse de la composition organique du capital résulte de la productivité croissante du travail. Or, comment expliquer que le capital ait pu garantir d'un même mouvement à la classe ouvrière hausse des salaires et baisse du temps de travail, sinon en raison d'une hausse de la productivité horaire du travail ? Son second argument consiste à prétendre que si le taux de profit double bien pendant la guerre, ce qui, rappelons-le est notre thèse, cela ne s'explique pas par la dévalorisation du capital variable et du capital constant mais par la forte demande européenne. Mais cela ne nous gêne en rien dans la mesure où nous n'avons jamais affirmé autre chose. Dans les deux conflits mondiaux, les États-Unis ont surtout profité **indirectement** des destructions de la guerre, dans la mesure où elles n'ont pas eu lieu sur leur propre territoire. Par contre, du fait des perspectives « d'arsenal des démocraties » puis de reconstruction qui s'offraient à eux, ils ont largement bénéficié de ce nouveau champ d'action pour le capital américain.

Les deux autres arguments nous semblent tout aussi grotesques. Que vient faire ici le caractère cyclique de cette crise ? En quoi est-il péremptoire et vient-il nier la réalité de celle-ci (C.Mcl écrit sans rougir que « *ce n'est nullement une véritable crise* ») ? Pire, comment peut-on comparer cette crise aux précédentes alors même que la guerre est survenue juste après, empêchant son extension au reste de l'économie mondiale ? Ce caractère cyclique n'a pourtant pas empêché Trotsky d'affirmer que « *La guerre impérialiste éclata à l'époque où la* ***crise industrielle et commerciale****, qui prit alors* ***naissance en Amérique (1913), commençait à envahir l'Europe*** ». Enfin, en quoi peut-on parler d'un mouvement ascendant du capital américain alors que le taux de profit est en déclin depuis 1870, comme le prouvent les propres graphiques de C.Mcl, et qui révèlent que le capital américain, sans être aussi vieillissant que les capitaux français et britannique, n'est plus lui-même de première jeunesse ? Toutes les réponses à ces questions sont absentes et c'est de nouveau une série de tableaux qui prouvent à peu près tout sauf ce qui nous préoccupe ici qui viennent se substituer à l'analyse.

Au final, nous rappellerons donc la seule perspective qui soit véritablement marxiste :
a) depuis 1870 (année de départ choisie par Maïto et C.Mcl), le taux de profit américain décroît, ce qui s'explique classiquement chez Marx par la hausse de la productivité du travail, et qui caractérise la trajectoire classique d'un capitalisme d'âge mûr. Cela augure de crises de surproduction toujours plus profondes dont la dernière avant la guerre éclate dès 1913-1914 et menace de s'étendre à l'Europe (selon la perspective pleinement marxiste de l'IC et des bordiguistes). Dès lors, la guerre agit (*inter alia* car il ne s'agit pas de provoquer une énième réponse du camarade C.Mcl nous donnant toutes les autres raisons du surgissement du conflit) comme un moyen d'empêcher l'éclatement de ces profondes contradictions ;
b) la demande liée à la Première Guerre mondiale accroît considérablement la production industrielle et, partant, la prospérité américaine ;
c) la guerre est suivie, comme dans tous les pays, et pour toutes les guerres, d'une crise qui est due à la nécessaire reconversion de l'économie. Elle ne conclut pas mais **précède** la phase de prospérité consécutive à la guerre ;
d) un simple coup d'œil sur le graphique n° 15 de C.Mcl confirme que si on délaisse les taux de croissance annuels de la productivité pour étudier l'évolution de cette dernière, on constate que sur

toute la période 1884-1929, c'est précisément à partir de 1923 que la production industrielle atteint son plus haut niveau à cette date.

Décadence en 1914 ou à la fin du XXe siècle ?

C.Mcl nous confirme une nouvelle fois qu'il n'a pas compris notre argumentation sur la décadence (sans parler de celle de Marx …). Puisque nous ne désirons pas répéter une nouvelle fois ce que nous avons écrit (nous renvoyons le lecteur intéressé à notre première réponse), nous nous contenterons d'affirmer les deux points suivants :

a) si le rythme de la croissance ralentit, il ne faut pas oublier que la production industrielle (signe qu'au niveau global, le capitalisme est dans son entièreté entré dans son âge mûr) est dans la période actuelle à son sommet historique. Dès lors, si elle produit moins vite qu'auparavant, elle produit des quantités toujours plus phénoménales ;

b) le ralentissement de la croissance mondiale est un fait objectif, il indique un véritable essoufflement du capital global, et donc une aggravation des contradictions profondes du capitalisme. Nous rappellerons d'ailleurs que « *la baisse des taux de croissance n'est que la manifestation, au niveau de la production matérielle, de cette baisse du taux de profit.* » (*Programme communiste*, n°47, p. 20) Or, l'histoire nous apprend qu'il n'y a qu'une façon de repousser durablement l'éclatement de ces contradictions : la guerre mondiale. C'est précisément pour cette raison que nous nous dirigeons de façon toujours plus prononcée vers une Troisième Guerre mondiale. Nous pouvons ainsi parier que si cette guerre éclatait et que le prolétariat, faisant à nouveau défaut à sa tâche historique, échouait à le renverser, une nouvelle période de prospérité pour le capitalisme s'ouvrirait, reléguant les théories absurdes du camarade C.Mcl à leur véritable place (et ce serait le moindre de nos soucis, pour nous prolétaires et communistes révolutionnaires, si un tel scénario devait se réaliser). Dès lors, le lecteur comprendra l'énergie que met C.Mcl à nier la thèse du cycle crise – guerre – reconstruction car, si celui-ci existe réellement, comme nous le prétendons, alors toute la théorie farfelue de C.Mcl sur la décadence du capitalisme à la fin du XXe siècle (qui représente, soit dit en passant, un sommet de l'immédiatisme) s'écroule d'elle-même.

« La réponse est bien claire, même si elle déçoit les « modernisateurs », toute la cohorte des « révisionnistes » actuels qui s'échinent à rénover ce qu'ils n'ont jamais réussi à assimiler. »
(Programme communiste, n°21)

Nous arrivons maintenant au terme de cette longue réfutation des innovations confuses, pseudo-scientifiques et anti-marxistes du camarade C.Mcl. Celui-ci ayant fait le choix de terminer son second courrier par un résumé de différents points, nous allons adopter la même méthode :

1) nous avons montré que notre analyse des guerres n'était en rien mono-causale. Elle cherche simplement à distinguer ce qui relève des déterminations profondes du mode de production capitaliste (baisse tendancielle du taux de profit, contradiction entre la production toujours plus folle et le caractère restreint des marchés, course aux marchés) et les déterminations contingentes politico-économiques (assassinat d'un archiduc, invasion d'un pays, niveau des exportations, ...) ;

2) quelques petites citation de Marx suffiront à montrer que C.Mcl n'a pas compris le grand penseur dont il ose pourtant se revendiquer : « *le marché et la production étant des facteurs indépendants,* ***l'extension de l'un ne correspond pas forcément à l'accroissement de l'autre*** » ; « *il est alors possible, étant donné que marché et production sont des moments indifférents l'un à l'autre, que* ***l'élargissement de l'un ne corresponde pas à l'élargissement de l'autre****, que* ***les limites du marché ne s'élargissent pas assez rapidement pour la production*** » ; ***L'expansion des marchés ne peut aller de pair avec l'expansion de la production****. La* ***collision*** *est inéluctable et comme elle ne*

peut pas engendrer de solution tant qu'elle ne fait pas éclater le mode de production capitaliste lui-même, elle devient périodique » (cité dans C.Mcl, « Réponse au courrier des lecteurs de Monbars – 01 ») ;

3) nous avons montré que l'opposition entre nos deux méthodes ne reposait pas dans l'utilisation ou non de chiffres et de statistiques mais bien dans ce qu'on leur faisait dire. Pour C.Mcl, ils se substituent à l'analyse et servent à construire un nouveau paradigme qui, par nature, ne peut être autre chose qu'un inepte bricolage. Pour Marx, comme pour nous, ils permettent de valider empiriquement des hypothèses et ne peuvent être pleinement interprétés et compris que si l'on dispose au préalable d'un système théorique capable de leur faire dire quelque chose. Jamais un chiffre ou une donnée statistique ne parlera d'elle-même (cette évidence des sciences sociales mériterait d'être méditée par le camarade C.Mcl) ;

4) comme toujours, C.Mcl édifie une montagne à partir d'une souris. Notre propos ne consistait pas à nier l'utilité du calcul du taux de profit mais simplement de dire que, pour nos prédécesseurs, bien qu'ils restassent conscients de cette tendance historique à l'origine de la surproduction et de la course aux marchés, il n'était pas indispensable de calculer le taux de profit pour bien analyser les guerres mondiales ;

5) la lecture du courrier démontrera ce que vaut cette critique de C.Mcl : « *multiples fourberies : absence d'analyse du capital global ; focalisation sur des pays et périodes particulières en confondant court et moyen terme, crise structurelle et conjoncturelle ; absence de critique des sources mobilisées ; citations tronquées au point de leur faire dire l'inverse ; données cachées*. » C'est un cas classique de projection sur l'adversaire de ses propres failles …

6) cette réponse nous aura permis de confirmer une nouvelle fois cette vérité essentielle : chaque fois qu'une analyse converge avec les analyses de la gauche marxiste (depuis Marx jusqu'à Bordiga en passant par Lénine), elle se voit confirmée par les faits, chaque fois qu'elle s'en éloigne pour devenir un pot-pourri de keynésianisme, marxisme mal digéré et foi absolue dans la valeur en soi des statistiques, elle est contredite par les faits ;

7) nous avons également montré que notre vision catastrophiste de la trajectoire du capitalisme (crises, guerres, révolutions) était dans la continuité absolue des analyses de Lénine, Boukharine et Luxemburg et qu'elle s'opposait radicalement à la thèse social-démocrate d'un nouvel essor illimité et sans entraves du capitalisme après la Première Guerre mondiale.

8) si ce débat est particulièrement important, ce n'est pas tant pour des raisons immédiates et concrètes (*Controverses*, comme le PCI, comme nous-même, sommes tout à fait conscients de la marche à la Troisième Guerre mondiale, des attaques contre la classe ouvrière qu'elle annonce et de la nécessité pour les révolutionnaires de maintenir une perspective internationaliste sans compromis, dès lors la tentative de C.Mcl de faire de notre position une justification théorique des discours de la bourgeoise est des plus malhonnêtes) mais bien parce qu'il illustre à nouveau la lutte séculaire entre orthodoxie marxiste et révisionnisme. Ce révisionnisme prétendant nier tout le fil rouge historique depuis Marx jusqu'à la gauche italienne, il importe au contraire de rappeler une fois encore la cohérence profonde qui relie toues les expressions du programme historique du prolétariat depuis 1848 et d'éliminer sur le plan théorique toutes les déviations qui parsèment l'histoire du mouvement ouvrier.

9) nous ne consacrerons pas de temps important aux remontrances du camarade C.Mcl sur le fait que nous utiliserions d'autres sources que les siennes. Bien plus attentifs aux tendances qu'aux chiffres en eux-mêmes (qui sont toujours discutables dans leurs choix et leurs constructions), nous n'avons cependant aucune difficulté à démontrer que, quels que soient les chiffres retenus, ils ne

font que conforter notre analyse, qui est déjà confirmée par ailleurs par les travaux de nos prédécesseurs marxistes ainsi que par la grande majorité des travaux d'économistes et d'historiens.

Enfin, le camarade C.Mcl conclut en insistant sur la différence entre un marxisme « mort » et un marxisme « vivant ». Si, être mort signifie être fidèle à toute la tradition marxiste, reconnaître la trajectoire catastrophiste du mode de production capitaliste et prouver scientifiquement que la seule source de survie du capitalisme est la guerre, justifiant dès lors la nécessité pour le prolétariat de le détruire, alors nous n'avons aucun problème à revendiquer ce qualificatif devant ce pseudo-marxisme vivant qui n'est en réalité qu'un amalgame éclectique entre rooseveltisme, marxisme mal compris et empirisme statistique, tant C.Mcl a, par amour pour le New Deal, remplacé comme livre de chevet *Le Capital* par la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. D'ailleurs, Marx ne présentait-il pas le communisme comme un « *spectre* » ? Nous sommes donc en bien bonne compagnie.

Dans son premier courrier, C.Mcl reprend de manière affadie une critique classique (et donc éculée) selon laquelle nous serions une sorte de « Polonius » (pour reprendre l'agréable formule de Trotsky) capable, selon notre maître du moment, des « meilleures » comme des « pires » contributions théoriques. Ainsi, lorsque nous nous faisons les « nègres littéraires » du camarade C.Mcl[19], notre production théorique serait tout à fait valable. Inversement, lorsque nous sommes livrés à nous-même (ou à l'esprit malfaisant de Bordiga) notre production se caractériserait par sa vacuité. Passons sur la mauvaise foi de cette critique, ce qu'il importe de clarifier c'est la nature de notre collaboration avec le camarade C.Mcl. Lorsque celui-ci, délaissant ses idées fixes et manies du moment, cherche à s'inscrire dans l'héritage et la continuité du marxisme orthodoxe, alors nous marcherons à ses côtés, et notre collaboration pleine et entière lui sera assurée. En revanche, aussi longtemps qu'il prétendra rénover, moderniser ou corriger nos illustres prédécesseurs, il nous trouvera sur son chemin.

Monbars

19 C.Mcl prétend, non sans rire, être l'inspirateur de l'article « 1825-2025 : deux siècles de lutte des classes ». En réalité, C.Mcl est à l'origine de la commande, du titre et de quelques utiles précisions. Tout le reste, à savoir l'argumentation générale de l'article et le découpage chronologique, est de notre seul fait et a d'ailleurs abouti à ce que le camarade change de position à la lecture de notre prose … mais nous ne nous formaliserons pas pour si peu. Ce qui importe c'est que cet article existe et fasse œuvre de parti ; si le camarade C.Mcl veut s'en attribuer tout le mérite, libre à lui, nous ne sommes partisans ni du génie individuel, ni de la propriété intellectuelle.